

volume xiii, numéro 1

de L'Action nationale



# Fragilités et résistances des nations

L A P E N S É E O U É B É C O I S E E N E S S A I S





**Robert Laplante**  
Directeur



**Pascal Chevette**  
Secrétaire de rédaction  
Chef de pupitre,  
littérature



**Lucia Ferretti**  
Chef de pupitre,  
histoire et culture



**Daniel Gomez**  
Chef de pupitre,  
politique



**Sylvain Deschênes**  
Édition graphique,  
révision et coordination  
de la production

Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale  
82, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514 845-8533 ou 1 866 845-8533  
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives  
nationales du Québec

ISSN 1911-9372  
ISSN 1929-5561 (version numérique)  
ISBN PDF 978-2-89070-028-4

Membre de la SODEP  
sodep.qc.ca

Tarifs 2018 - 3 numéros/an  
(expédition et taxes comprises)

|                       | 1 an  | 3 ans  |
|-----------------------|-------|--------|
| Abonnement            | 30 \$ | 75 \$  |
| Abonnement de soutien | 40 \$ | 100 \$ |
| International         | 50 \$ | 125 \$ |
| Institution           | 50 \$ | 125 \$ |

TVQ 1012563392      TPS 11901 9545

Vous pouvez vous abonner ou  
acheter au numéro à la boutique  
internet de L'Action nationale :

action-nationale.qc.ca

## Titres recensés



THOMAS O. ST-PIERRE

**Miley Cyrus et les malheureux du siècle. Défense de notre époque et de sa jeunesse,**

5

CLAUDE R. BLOUIN

**Les vies parallèles d'un érudit de province**

6

JACQUES GODBOUT

**De l'avantage d'être né Montréal**

7

IAN ANGUS

**Face à l'anthropocène. Le capitalisme fossile et la crise du système terrestre**

8



ÉRIC BÉDARD

**Survivance. Histoire et mémoire du XIX<sup>e</sup> siècle canadien-français**

9

SOLANGE LEFEBVRE ET

GUILLAUME ST-LAURENT (DIR.)

**Dix ans plus tard : La commission Bouchard-Taylor, succès ou échec ?**

11

JEAN-FRANÇOIS SIMARD

**L'idéologie du hasard. Retour sur la question nationale**

13

STEVE FORTIN (DIR.)

**Démantèlement tranquille. Le Québec à la croisée des chemins**

14

GUILLAUME HÉBERT ET JULIA POSCA (IRIS)

**Détournement d'État. Bilan de quinze ans de gouvernement libéral**

14

JEAN P. VÉZINA

**La fonction publique malmenée**

15

JULIEN PRUD'HOMME

**Instruire, corriger, guérir ? Les orthopédagogues, l'adaptation scolaire et les difficultés d'apprentissage au Québec, 1950-2017**

17

NORMAND CAZELAIS

**Dictionnaire géographique du Québec**

18

RÉMI SAVARD

**Carcajou à l'aurore du monde. Fragments écrits d'une encyclopédie orale innue**

20

SERGE BOUCHARD ET MARIE-CHRISTINE LÉVESQUE

**Le peuple rieur. Hommage à mes amis innus**

21

MARIE-PIERRE BOUSQUET

**Les Anicinabek du bois à l'asphalte. Le déracinement des Algonquins du Québec**

23

RENÉ MORIN

**La construction du droit des Autochtones par la Cour suprême du Canada. témoignage d'un plaideur**

25

MICHEL LEBOEUF

**Paroles d'un bouleau jaune**

27

JEAN SOULARD ET BENOIT LAMARCHE

**L'ADN de l'alimentation québécoise. Nutrition-produits-recettes**

27

CATHERINE BEAU-FERRON ET AL (COLLECTIF)

**Faire partie du monde. Réflexions écoféministes**

29

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

**La crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace**

31

RAFAEL JACOB ET JULIEN TOURELLE (DIR.)

**Le conservatisme à l'ère Trump**

33

JULIA POSCA

**Le manifeste des parvenus. Le think big des pense petit**

34

LAIA VICENS ET XAVI TEDÓ

**Opération urnes. L'organisation clandestine du référendum catalan**

34

MANON MASSÉ

**Parler vrai**

35

FRÈRE MARIE-VICTORIN

**Lettres biologiques. Recherches sur la sexualité humaine, présentées par Yves Gingras**

36

ÉTIENNE LAPOINTE ET CATHERINE FOISY (DIR.)

**Chemins de libération, horizons d'espérance. Une anthologie de L'Entraide missionnaire**

37

ROMÉO BOUCHARD

**Gens de mon pays**

38

## Collaborateurs

Isabelle Bouchard

Professeure, Département de sciences humaines, UQTR

Françoise Bouffière

Orthopédagogue

Gilles Bourgault

Doctorant en histoire, UQAM

Micheline Cambron

Professeure, Université de Montréal/CRILCQ

Jean Carette

Ph. D., retraité

Karine Castonguay

Professeure de littérature, Collège de Rosemont

Martin-David-Blais

Université Saint Paul, Ottawa

Alain Dion

Enseignant en cinéma au Cégep de Rimouski

Philippe Girard

Étudiant à la maîtrise en Lettres UQTR

Chantale Lagacé

Professeure de sociologie au Collège Montmorency

Guy Laperrière

Professeur retraité, Université de Sherbrooke

Denis Monière

Politologue

Louis Perron

École d'Éthique publique, Université Saint-Paul

Pierre-Paul Sénéchal

Ex-conseiller socio-économique gouvernement du Québec

Nancy Rivest

Professeur de philosophie au Cégep régional de Lanaudière

à Joliette

## Éditorial

## UN LIVRE À LA FOIS

La chicane d'intendant derrière nous, il faut donc reprendre là où les partis politiques n'ont pas voulu aller. Ils sont nombreux les observateurs à avoir déploré que la campagne électorale n'ait pas fait la place qu'elle mérite à la culture. Tout le monde s'est rangé derrière le fait qu'a été bien accueillie la politique culturelle déposée in extremis par le gouvernement Couillard, pour faire du surf sur de généreuses généralités. L'essentiel, pourtant, n'a pas été sérieusement abordé ni débattu. Il faudra entreprendre de se donner un cadre global de réflexion. La culture est au fondement de notre identité et le marqueur le plus puissant de l'expression de notre langue et de notre façon de vivre. Poussière sur le continent, notre peuple n'en porte pas moins une vision du monde, un projet de civilisation qui peut apporter au concert des nations.

Il faudra reprendre, car, à plusieurs égards, les paramètres de base de la réflexion collective se sont égarés dans l'ordre marchand et la logique du tout au marché dans laquelle le sens et la portée de l'action culturelle se dissolvent. Quelque chose d'essentiel est en passe de s'émousser. Plusieurs volets le composent, cet essentiel. Et parmi ceux-là, comme un éléphant dans la pièce, le dossier de l'exception culturelle dans la tourmente trumpienne de l'ALENA n'a pas reçu l'attention qu'il mérite.

Derrière les évocations de la taxation de Netflix, sur la part congrue que la puissante américaine fera à la production en français malgré l'entente Mélanie Joly et en dépit des déclarations de Christia Freeland, c'est la question de l'impuissance politique du Québec qui a été abandonnée. Les événements prochains laisseront sans doute mieux comprendre les conséquences du dossier du commerce international, mais une chose pourtant aurait dû d'ores et déjà être débattue : comment un peuple minoritaire en Amérique peut-il s'en remettre à un autre pour protéger et promouvoir ce qui fait le cœur de son existence et le fondement de sa différence ? Il n'y a pas eu le moindre engagement de la part des partis sur les moyens de se défendre ou de riposter devant le résultat de la négociation. C'est pourtant élémentaire : il faut toujours pallier les éventualités et pourtant les partis ont laissé les milieux culturels sans plan de repli. Il faudra donc improviser au fur et à mesure que débouleront les effets des concessions ou même de l'abandon du cadre de protection. C'est une imprudence coupable. Qui pointe d'ores et déjà l'urgence d'une mobilisation culturelle tous azimuts. Quelques avenues se dessinent déjà. On les évoquera ici trop brièvement.

Il faudra redoubler d'efforts au cours des prochaines années pour sortir la réflexion et le débat publics sur la culture des ornières du paradigme marchand. Une politique de la culture n'est pas d'abord une politique des industries culturelles. Cette dernière concerne seulement une partie de ce qu'il faut considérer quand il s'agit de moyens. Les budgets, les chiffres, les investissements ne sont pas des réalités négligeables, c'est évident. Mais la façon de les cadrer, cela ne devrait pas d'abord relever de considérations de marché, mais bien d'une ambition de civilisation, d'une conception de ce qu'est la vie en société ordonnée sur un horizon de sens.

À cet égard, il y a beaucoup à faire pour renouveler la pensée sur la place de la culture à l'école. Il y a quelque chose de totalement incongru à penser cette dernière dans une relation d'extériorité avec le cursus scolaire, à présenter la fréquentation

des œuvres comme une affaire d'activité complémentaire alors qu'elle devrait être au fondement des programmes et lui fournir ses horizons les plus élevés. Les visites au musée, la fréquentation des théâtres ou l'organisation d'expo-sciences devraient être considérées et traitées comme des parties intégrantes des cursus et, en cela, émarger aux budgets, non pas comme un supplément aux proportions variables, mais bien comme des éléments formant une véritable infrastructure pour les programmes et la formation.

Il faut réinsérer la réflexion en ces matières dans une logique de service public, dans une vision renouvelée du système d'éducation. Dans le contexte actuel, les activités culturelles gérées comme facultatives et tributaires de budgets accessoires restent inscrites dans la logique du superflu, du loisir et du divertissement. Comment pourrait-il en être autrement dans l'esprit des jeunes qui se font dire que cette année il n'y aura pas de visite au musée ou au théâtre parce que les budgets de l'an dernier ont été réduits ?

Dans le domaine du livre et de la lecture, il y aurait tout avantage à donner plus d'importance à l'initiative citoyenne, à l'imagination porteuse de solutions mobilisatrices. Le succès d'une opération comme « Le 12 août, j'achète un livre québécois » constitue un exemple éloquent. L'amour des livres et de la lecture a trouvé à s'exprimer d'une manière originale et de plus en plus marquée en misant sur l'engagement de chacun. C'est une formule qui ne peut tout régler du sort du livre et de la politique de la lecture, c'est évident. Mais elle illustre bien que le dynamisme collectif peut être mobilisé autrement que par les structures lourdes et la programmation bureaucratique. Voilà un type d'action comme sont incapables d'en concevoir les partis politiques et encore moins les gestionnaires fonctionnarisés.

Si chaque collectivité, en ses quartiers, dans ses écoles et collèges, dans chacune de ses bibliothèques se donnait le défi de faire naître des initiatives de mobilisation en faveur de la lecture – et par incidence, en promotion du livre – il y a fort à parier que pourrait se fissurer les cloisons entre l'école et la culture, entre l'usine et la lecture entre les divers aspects de la vie individuelle et collective marqués par l'indigence intellectuelle infligée par la marchandisation de toutes les manifestations de l'art et de la vie de l'esprit. Ce que les partis politiques n'ont pas fait, ce qu'ils ont de plus en plus de difficulté à penser et entreprendre, c'est aux citoyens de le prendre en charge. Des clubs de lectures, des rubriques de critique dans les sites internet des associations et regroupements de toute nature, des ateliers de création, des rencontres avec des auteurs, des interventions dans les débats publics solidement appuyés sur des références partagées peuvent contribuer à créer et solidifier les liens sociaux. À placer la question du sens et non celle des moyens au cœur de la vie collective.

Le temps est venu de quitter la pensée unique et d'en finir avec le fétichisme économique. La culture est ce qui donne sens à notre existence. Un livre à la fois, on peut entreprendre de reconstruire un projet de société.

**Robert Laplante**

*Directeur des Cahiers de lecture*

Location d'outils  
**SIMPLEX**

**ENTREPRISE  
FAMILIALE  
QUÉBÉCOISE  
FONDÉE  
EN 1907**

**SIMPLEX.CA**  
**1 800 361-1486**



 **LES SOCIÉTÉS  
LES MIEUX  
GÉRÉES**  
Membre platine

## PETIT MANUEL DE MODOPHOBIE

Nancy Rivest

Professeur de philosophie au Cégep régional de Lanaudière à Joliette

THOMAS O. ST – PIERRE

**MILEY CYRUS ET LES  
MALHEUREUX DU SIÈCLE.  
DÉFENSE DE NOTRE ÉPOQUE  
ET DE SA JEUNESSE,**  
Montréal, Atelier 10, 2018, 105 pages

**V**oici le premier essai d'un ancien professeur de philosophie qui entend, comme le titre accrocheur l'indique, prendre la défense de notre siècle et de ceux qui l'incarneraient, soit la jeunesse actuelle. L'originalité du titre est présente dans la facture du livre, ponctué des illustrations humoristiques de l'artiste Thaïla Khampo. Tout dans le traitement reflète le ton cynique et l'autodérision que l'auteur a choisi d'adopter afin de faire valoir l'idée suivante: «Aimez l'époque parce qu'il n'y en a pas d'autres, pour éviter de trop vous détester vous-mêmes...» (p. 96).

St-Pierre ne prétend pas nous dire comment l'aimer, ce siècle, mais pourquoi. Pour ce faire, il choisit le symbole de Miley Cyrus qui servira à aborder trois dimensions les plus souvent critiquées de notre siècle: la jeunesse et ses mœurs, le rapport au succès et les réseaux sociaux. Il part donc du postulat suivant: «Détester le 21<sup>e</sup> siècle, c'est détester Miley Cyrus» (p. 15). Le choix de la chanteuse pop comme représentante de la jeunesse est plutôt arbitraire, si ce n'est que la critique adressée à notre époque serait corollaire des reproches qu'on adresse aux jeunes de manière générale. Miley Cyrus en serait l'incarnation, dans ses traits les plus exacerbés et les plus dérangeants. Cela peut s'expliquer par son passage très médiatisé de jeune fille sage dans le rôle d'Hannah Montana, une série télévisée produite par Disney, à celui de sex-symbol avec des vidéoclips au contenu plutôt explicite. Cette métamorphose et les réactions de désapprobation qui ont suivi servent d'exemple pour appuyer le constat de l'auteur selon lequel nous condamnons d'emblée ce qui n'appartient déjà plus à notre génération. L'histoire de la pop-star devient ainsi le fil conducteur afin d'illustrer cette fâcheuse tendance qui consiste à rejeter de manière irrationnelle et injuste tout ce qui appartient au changement.

St-Pierre invente un néologisme pour traduire cette propension à la haine de son époque avec ses nouvelles tendances: la «modophobie». Selon lui, il n'est pas possible de porter un regard critique sur notre temps de manière objective. Au contraire, distanciation rimerait davantage

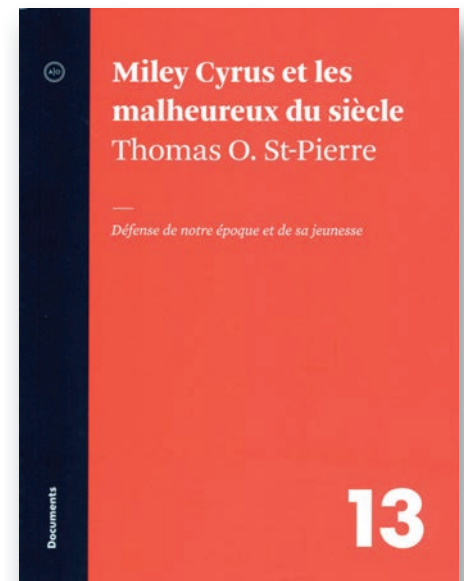
avec simplification. L'époque servirait de bouc émissaire pour exprimer notre incompréhension, notre angoisse, une sorte de «misanthropie» déguisée qui se justifierait à l'aune d'une vision idéalisée de l'humanité, d'un âge d'or qui n'a, dans les faits, jamais existé (p. 14). Propension qui elle-même n'est pas unique à notre temps, au contraire, l'auteur s'appuyant sur des citations de différentes œuvres littéraires et philosophiques pour en témoigner.

**Il est difficile de bien cerner  
qui sont ces «malheureux du  
siècle» et également qui est  
cette doxa qui «tonne» contre  
son époque. L'auteur a en effet  
une posture paradoxale sous  
plusieurs aspects, se faisant à la  
fois un sympathisant de la culture  
populaire et se plaçant au-dessus  
d'elle puisque c'est aussi cette  
dernière qui perpétue les mêmes  
préjugés moralisateurs à l'endroit  
de notre siècle**

### MIROIR, MIROIR

Ainsi, le reflet que nous renvoie Cyrus «twerkant» trop près de l'entrejambe de Robin Thicke aux MTV Video Music Awards en 2013 serait celui de la dépravation d'une jeunesse hypersexualisée. L'auteur dira que la propension à condamner cette attitude provocatrice relève d'une «fascination paradoxale» (p. 17), en d'autres mots d'un mélange d'envie et de répulsion devant les excès de la jeunesse. St-Pierre s'amuse à dresser à gros traits les critiques courantes adressées à l'«âge ingrat». De manière sarcastique, il ponctue chaque partie qui compose son essai d'un «Mode d'emploi» pour «Tonner contre l'époque», «Faire oublier son succès» et «S'indigner sur les réseaux sociaux» qui, en fait, dressent la liste des admonestations dont on reconnaît la litanie.

Selon lui, le philosophe Jean-Jacques Rousseau serait bien le père de la «modophobie», sa critique du progrès étant le point central de sa conception de l'être humain et de la société. St-Pierre relate que lorsqu'il enseignait la vision rousseauiste, les étudiants n'avaient aucune difficulté à y adhérer, pointant du doigt notre propension à l'amour-propre, à l'égoïsme, à la superficialité. Selon lui, ce procès relèverait davantage d'un discours intériorisé et retourné contre eux-mêmes dont le danger consiste à enseigner la «haine de soi» (p. 40). Encore une



fois, toute l'entreprise de St-Pierre consiste à amener le lecteur à porter un regard plus clément sur ces «malheureux du siècle» en retournant le projecteur sur nous-mêmes.

En plus de notre inconfort face au changement, l'auteur décèle un rapport ambivalent devant le succès, particulièrement commercial. Cyrus serait la proie d'un blâme implicite partagé par plusieurs (en particulier les intellectuels) envers ce qui appartient à la culture populaire. La musique de Miley demanderait à «considérer ce réflexe inconscient qui consiste à voir chaque dernier-né de la musique populaire comme un enfant bâtard de l'histoire de l'art» (p. 56). Pour faire de la pop sans être discrédité, l'auteur nommera sur un ton humoristique une liste d'attributs qui nous ferait pardonner à certains leur incursion dans cet univers: être touche-à-tout (Warhol), être laid (Gainsbourg), être provocateur (Kanye West), prendre de la drogue et/ou mourir jeune (Jean Leloup, Amy Winehouse) parce que c'est signe d'une vie intense (p. 52), accessoires dont est dépourvue la pauvre Miley. La chanteuse ne serait qu'une simple déclinaison d'une mode créée de toutes pièces, un produit de l'industrie interchangeable. Notre inconfort serait d'autant plus présent lorsque le succès s'accompagne d'une richesse ostentatoire. Ici encore, le public a pu être témoin du rapport totalement décomplexé de l'artiste avec la réussite matérielle qu'elle affiche sans gêne.

### LES RÉSEAUX SOCIAUX ET LA VERTU

La troisième partie intitulée «La scène et le spectacle» s'attaque à un autre emblème de notre ère, le rôle joué par les réseaux sociaux dans la construction de notre identité. Sans en faire l'apologie, l'essayiste tend à démontrer que ces nouveaux outils ne sont pas en eux-mêmes responsables des maux dont on les accuse: superficialité, fausseté, égocentrisme, etc. Ils ne «sont rien d'autre qu'un condensateur de comportements humains: on y trouve un échantillon grossi à la loupe

## Miley Cyrus suite de la page 5

des efforts déployés par les individus pour bien paraître aux yeux de leurs pairs» (p. 71). Le désir de vérité ou de la vertu s'effacerait bien souvent au profit de la défense de notre amour-propre ou de l'«image de soi» (p. 75). Les rouages de ces scènes virtuelles n'échappent évidemment pas aux vedettes actuelles, Cyrus se sert de ces plates-formes non seulement pour partager sa vie personnelle, mais aussi pour défendre des causes qui lui tiennent à cœur. St-Pierre a certainement raison de nous rappeler, avec encore une fois des citations et des exemples bien choisis, que l'importance accordée à notre image n'est pas la panacée de la mode aux *selfies*. «Dans ce jeu infiniment complexe des rapports humains, de la rencontre de nos intériorités respectives, les réseaux sociaux ne sont pas moins purs, il me semble, que les autres outils que les humains inventent pour trouver un nouveau chemin ou un nouveau détour vers l'autre, pour essayer de le comprendre, de le connaître, pour se rassurer quant à l'opinion qu'ils ont d'eux-mêmes» (p. 87).

## LEÇON D'HUMILITÉ

En terminant, il est difficile de s'opposer à l'objectif de Thomas O. St-Pierre qui, en écrivant ce livre, a cherché à «relativiser notre haine de l'époque», à montrer «qu'il y a un vaste territoire intellectuel viable, positif, entre l'enfer des malheureux du siècle et le

paradis des hallucinés du progrès» (p. 89). Toutefois, il ne faut pas s'attendre à mieux comprendre cette jeunesse dont il est question. On n'entre pas en relation avec elle comme on rencontre les personnages dans le documentaire de Pierre Perrault, *Pour la suite du monde*, dont l'auteur reprend le titre pour le dernier chapitre. Il nous semble que c'est par cette voie qu'une réconciliation aurait pu s'établir et que sa réflexion aurait véritablement été porteuse.

Il est difficile de bien cerner qui sont ces «malheureux du siècle» et également qui est cette doxa qui «tonne» contre son époque. L'auteur a en effet une posture paradoxale sous plusieurs aspects, se faisant à la fois un sympathisant de la culture populaire et se plaçant au-dessus d'elle puisque c'est aussi cette dernière qui perpétue les mêmes préjugés moralisateurs à l'endroit de notre siècle. Nous pouvons lui pardonner ses généralités et son manque d'objectivité lorsqu'usant d'autodérision, il écrit: «Un beau jour, vous décidez d'écrire un essai qui vous servira de prétexte pour mettre en scène vos préjugés moraux en décrivant ceux des autres» (p. 73). Soit, il peut être utile de prendre conscience de nos travers et de faire preuve d'humilité en postulant qu'il faille justement suspendre notre jugement, mais encore faut-il appliquer cette leçon. ♦



CLAUDE R. BLOUIN

**LES VIES PARALLÈLES D'UN ÉRUDIT DE PROVINCE**

Montréal, Mots en toile, 2017, 310 pages

Voilà un bien curieux livre que ces *Vies parallèles d'un érudit de province*, écrit non sans hommage à l'œuvre symbolique de Plutarque, envers qui l'auteur emprunte, par l'entremise de la forme, la distance narrative nécessaire à la construction de son récit. Ainsi, l'écrivain Claude R. Blouin se retire dans le discours biographique autant que pour mieux se loger à l'intérieur de chaque ligne d'une forme romanesque, demeurant présent dans le ton personnel qui ressort de l'œuvre.

Parcourant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le récit que nous propose cet érudit – et le mot prend ici tout son sens, l'auteur ayant fréquenté tout au long de sa vie de grands écrivains, à la fois occidentaux (Marc-Aurèle, Spinoza, Ovide...) et orientaux (Nishida, Sanyo, Narihira, etc.) – se divise en deux parties qui se chevauchent tout au long de notre lecture. D'abord, il s'agit en quelque sorte d'un roman à forte nature autobiographique relatant la vie d'un dénommé Clovis (prénom latinisé de Claude), de l'enfance à l'âge des crépuscules contemplateurs. Mais gardons-nous d'y voir l'exacte réalité et assumons l'authenticité de la démarche de Monsieur Blouin, qui affirme en postface que le personnage principal, ami du narrateur, est davantage ce qu'il «aurait pu être», se situant bel et bien dans le domaine de la littérature, dans l'ordre des «possibilités» d'une vie. À l'intérieur des chapitres, nous sommes interrompus dans le roman par la lecture d'un «carnet de notes», tenu intermittamment par l'auteur depuis la mi-vingtaine, relu et commenté en 2008. Ce double processus narratif dynamise un brin le parcours du livre, permettant à l'auteur un point de vue d'essayiste (peut-être son plus grand talent) qui rehausse la fiction proprement dite.

Monsieur Blouin est un ancien professeur au collège de Joliette (plus de trente ans de métier voué à la civilisation grecque ancienne, la littérature et le cinéma), ainsi qu'au sein de l'Université de Montréal en études cinématographiques. Cet homme qui aurait pu demeurer quelque peu dans l'ombre des cercles intellectuels métropolitains, demeure plus marginal que conformiste, inoubliable chez ses élèves qui auront certainement vu en lui la fierté d'une pure vocation professorale, métier qui lui aura fait devenir un maître passionné. Originaire de Montréal, il est étonnant, presque fascinant, de voir arriver le développement dans la vie de cet homme d'une passion pour la culture nipponne (après de nombreux voyages, tous empreints d'expériences marquantes et décisives dans son développement intellectuel et esthétique) au point d'en devenir un spécialiste. C'est d'ailleurs un thème important des «carnets» où l'auteur réfléchit sur le rôle des échanges culturels dans la création

d'une identité. La lecture de ce livre nous fait voyager autant au travers de l'histoire d'un Québec en transformation (on peut citer ici le développement des cégeps, les rebondissements dus aux multiples grèves qui secouèrent le système pédagogique et la refonte des programmes, la montée des mouvements souverainistes et l'éclosion des référendums, l'arrivée d'Internet et l'ère de «l'instantanéité», etc.) qu'au sein d'une vie humble de ce Clovis qui trouve la sagesse en lisant et méditant sur les grands auteurs de la tradition.

Les «carnets» proprement dits sont pour la plupart constitués en fragments, dont certains reprennent une formule quelque peu parabolique à la manière d'Héraclite. Les propos très personnels de l'auteur sont comme des bribes de réflexions philosophiques qui touchent plusieurs «questions» reliées, par exemple, à la définition de la culture. Celle-ci pouvant être vue comme un humanisme qui consiste à confronter l'étrangeté dans son rapport au familier; ou encore le concept d'engagement de «soi», du «jeu des masques», de notre responsabilité dans le rôle que nous tenons face à autrui (transmettre, enseigner, aimer), qui est à la base d'une véritable authenticité de l'être. Les carnets trouvent également une source d'inspiration critique de la part d'un homme conscient d'une société occidentale consumériste qui obtiendrait des bénéfices à mieux s'ouvrir à la confrontation des idées, et de notre propre manière d'appréhender le temps, le savoir comme pouvoir lorsque s'y marie la corruption, la spécialisation des savoirs, le mensonge et la lâcheté des élites, etc.

Claude R. Blouin nous rappelle dans ce livre toute la signification un peu perdue de ce que l'on appelait jadis un «lettré». Peut-être avec une pointe de nostalgie, voilà une histoire d'amour pour les langues, la littérature et l'histoire; l'histoire d'amour d'un homme pour les Lettres et la «Culture» dont la passion lui aura été autant salutaire qu'une source à laquelle il aura bu, de nuit comme de jour, pour se préserver de l'extinction de son cœur.

Philippe Girard

Étudiant à la maîtrise en Lettres UQTR

# CURIEUX ITINÉRAIRE D'UN INTELLECTUEL CANADIEN-FRANÇAIS

Denis Monière  
*Politologue*

JACQUES GODBOUT  
**DE L'AVANTAGE D'ÊTRE NÉ  
MONTRÉAL**  
Montréal, Boréal, 2018, 284 pages

**Q**uoi de mieux comme lecture de vacance que de se plonger dans une autobiographie surtout lorsqu'il s'agit de quelqu'un qu'on connaît un peu. J'avais donc apporté dans mon périple sur la Côte-Nord le dernier opus de Jacques Godbout. C'était moins lourd qu'une brique de Michel Onfray et surtout plus amusant même si Onfray nous livre parfois des coups de gueule qui ne sont pas piqués des vers.

J'étais aussi attiré par cette lecture parce que Godbout a été le fondateur de l'Union des écrivains en 1977 et que je lui avais succédé à la présidence quelques années plus tard. Et puis, Godbout m'a toujours intrigué par sa désinvolture et ses engagements à géométrie variable. Sans doute un homme de paradoxe qui sait séduire à la ville comme à l'écran. Auteur prolifique, cinéaste mordant, essayiste percutant, journaliste futé, cet homme a hanté la scène intellectuelle québécoise, traversant les époques et les modes sans coup férir et s'associant aux diverses générations qui se sont succédé durant ce long périple. Avec d'autres, comme Gaston Miron et Hubert Aquin, il a été le prototype de l'intellectuel engagé, mais à la différence des autres, il est toujours resté sur son quant-à-soi, se laissant des portes ouvertes et circulant dans des univers aux horizons idéologiques diversifiés.

Godbout ne s'est pas cassé la tête à inventer une structure narrative. Il a choisi la formule du diariste en résumant ce qui lui est arrivé année après année en suivant l'ordre chronologique de la parution de ses œuvres. Même s'il prétend n'avoir jamais tenu de journal intime (pourquoi faudrait-il croire sur parole un romancier aussi imaginaire?), il a dû s'aider de carnets de notes qui lui ont servi à raconter sa riche existence. Il est difficile d'imaginer que tous les détails qui tapissent les décors de sa vie lui viennent de sa mémoire qui n'est d'ailleurs pas infallible. J'ai à cet égard repéré quelques anachronismes incongrus qu'un éditeur avisé aurait dû repérer comme à la page 72 où il situe en 1962 la visite de la Reine à Québec qu'on a appelé le samedi de la matraque et non comme il se doit en 1964. Il évoque aussi la Maison du pêcheur à Percé en 1963 (p. 82) alors qu'elle fut créée par Paul Rose en 1969. Il se permet aussi

quelques libertés sociologiques lorsqu'il prétend qu'en 1959 les Québécois fréquentaient en masse les plages floridiennes. Mais ce ne sont là que peccadilles.

L'image que Godbout veut laisser à la postérité est celle d'un homme heureux qui a été béni des dieux en naissant à une époque qui lui a permis de réaliser ses ambitions. Tous ses chapitres montrent les avantages qu'il a reçus de la vie. Il était à la bonne place au bon moment. Il fait en quelque sorte le bilan de sa carrière en relatant la genèse de ses œuvres, en les situant dans leur contexte et en exposant leur réception par le public. Il aurait pu intituler son livre « Histoire d'un homme heureux et satisfait », livre qui se termine par cette phrase : « Né dans un pays tranquille, à l'abri des guerres, des famines, des tremblements de terre, des volcans ou des révolutions, je n'ai connu ni drame ni tragédie et je confesse mes privilèges. » (p. 282)

**Auteur prolifique, cinéaste  
mordant, essayiste percutant,  
journaliste futé, cet homme a  
hanté la scène intellectuelle  
québécoise, traversant les  
époques et les modes sans coup  
férir et s'associant aux diverses  
générations qui se sont succédé  
durant ce long périple.**

Godbout pratique allègrement le « name dropping », car au fil des pages défilent les grands noms de la vie culturelle et politique du Québec et de la France qu'il considère, à la suite de Jefferson, comme sa seconde patrie même si au détour des années quatre-vingts, il s'est converti à l'américanité. Mais l'essentiel du message est que sa valeur comme écrivain et cinéaste a été reconnue à l'étranger selon le vieil adage qui veut que pour être connu au Québec, il faille être reconnu ailleurs.

Caractériser le parcours intellectuel d'un écrivain aussi prolifique que Godbout frôle nécessairement la caricature. Mais je crois que c'est l'agnosticisme qui peut le mieux décrire sa pensée ou la logique de ses choix. Même s'il est discret sur l'origine de sa révolte contre la religion, Godbout a été un des premiers intellectuels à prôner la laïcisation de la société québécoise. Il a été un précurseur en fondant le Mouvement laïque de langue française au début des années soixante. On peut aussi le considérer comme un agnostique sur le plan politique, car il ne s'est pas laissé enfermer



dans un système intellectuel qui aurait entravé sa liberté de choix ce qui explique les oscillations de ses engagements politiques. Il a voulu rester libre de penser autrement. Il se définit lui-même comme un intellectuel engagé, mais pas téméraire. Il a été de cette génération qui a estimé que l'indépendance était souhaitable, mais qu'elle n'était pas réalisable. Il a surfé avec d'autres sur la vague nationaliste en tentant de créer une littérature qui serait nationale, mais sans nation réelle. Il a reproduit involontairement une version modernisée du nationalisme traditionnel qui dissociait l'identité culturelle et l'identité politique. Godbout ne serait-il pas l'incarnation d'une révolution intellectuelle qui est revenue à son point de départ : le nationalisme canadien-français ? Il est sans doute moins coupable que d'autres d'illusionnisme puisque, après tout, il s'est toujours défini comme un réformiste et n'a jamais prétendu changer le monde.

Il a certes été un indépendantiste jusqu'au référendum de 1980, mais par la suite il s'est distancié du nationalisme et a emprunté divers chemins de traverse. Sa diatribe vengeresse (p. 173) contre Gaston Miron, qui, lui, est resté un combattant jusqu'à la fin de sa vie et qui n'a jamais renoncé, procède de cette divergence de philosophie de l'engagement. Accuser Miron d'ethnisme sur la base du souvenir d'une conversation relève du procès d'intention. Il a pu confondre les propos de Jean Ethier-Blais à qui on aurait pu de façon plus plausible attribuer de tels propos.

Godbout a cherché à saisir les tendances de la société avant les autres, à être pour ainsi dire à l'avant-garde des mouvements sociaux. Il nous rappelle à juste titre qu'il a été le précurseur du combat écologiste au Québec. Dès 1973, comme résident de l'Ile-Verte, il s'est attaqué au projet de trans-

## De l'avantage... suite de la page 7

port par pipeline de la compagnie Olco qui voulait utiliser le port de Cacouna comme terminal pour son pétrole. La crise du pétrole engendrée par l'OPEP en 1973 lui donnera gain de cause.

L'œuvre de Godbout fourmille d'idées originales. Sa critique des médias fut particulièrement décapante. J'ai été spécialement intéressé par sa théorie du bicéphalisme, qu'il a développée dans *Les têtes à Papineau* publié après l'échec du référendum, qui reprenait sur le mode allégorique la problématique de l'identité canadienne-français déjà analysée par Jean Bouthillette dix ans plus tôt. L'image de l'être à deux têtes permet d'illustrer les tergiversations et l'impuissance qui affectent le destin des Canadiens français divisés et incapables de choisir d'aller de l'avant, soit en sortant du Canada, soit en s'y intégrant jusqu'à la disparition. Pour Godbout, cette

métaphore signifie que le bicéphale est voué à la disparition, car en décidant de se séparer d'une de ses têtes, il ne conservera que celle qui parle l'anglais. La morale de la fable est que la survivance ne serait possible que dans la dualité et l'ambiguïté comme l'avaient préconisée les chantres du nationalisme canadien-français, d'Henri Bourassa à Lionel Groulx. Curieux itinéraire pour un intellectuel aussi talentueux et imaginatif que Godbout que d'aboutir à la soumission volontaire comme avenir de la nation. Que restera-t-il des velléités de littérature nationale qu'il ambitionnait dans une nation évanescence qui refuse de s'assumer pleinement? Réussir sa vie et sa carrière ne semble pas être suffisant pour assurer la suite du monde. ♦

**L'œuvre de Godbout fourmille d'idées originales. Sa critique des médias fut particulièrement décapante. J'ai été spécialement intéressé par sa théorie du bicéphalisme, qu'il a développée dans *Les têtes à Papineau* publié après l'échec du référendum, qui reprenait sur le mode allégorique la problématique de l'identité canadienne-français déjà analysée par Jean Bouthillette dix ans plus tôt**

IAN ANGUS

Préface d'Éric Pineault

## FACE À L'ANTHROPOCÈNE

Le capitalisme fossile et la crise du système terrestre



IAN ANGUS

## FACE À L'ANTHROPOCÈNE. LE CAPITALISME FOSSILE ET LA CRISE DU SYSTÈME TERRESTRE

Montréal, Écosociété, 2018, 288 pages

Chaque été, à une date moyenne toujours plus précoce, les journaux nous rappellent que la planète-terre a déjà épuisé ses ressources renouvelables et que nous allons désormais vivre à crédit le reste de l'année, comme si nous disposions d'une deuxième planète inépuisable.

C'est que nous avons quitté l'époque de l'holocène, où sont nées les civilisations humaines, dans un contexte écologique relativement stable et équilibré. Depuis 1950, nous sommes entrés dans ce que les scientifiques ont baptisé l'anthropocène: l'exploitation des ressources de la planète a dépassé le point d'équilibre et provoqué une instabilité climatique et écologique croissante. Nous allons tout droit et de plus en plus rapidement, vers la fin d'un monde, prévisible dans les 25 années qui viennent, vers une apocalypse caractérisée par des changements climatiques irréversibles, une perte sensible et inéluctable de la biodiversité et de la productivité des sols et des mers.

Sur la route de la vie, les sirènes hurlent de toutes parts, et les scientifiques presque unanimes pour une fois, nous avisent qu'il est sans doute déjà trop tard pour s'assurer d'un changement global à notre portée. Parmi ces experts, Ian Angus occupe une place à part. Écologiste et militant de la gauche socialiste canadienne, Ian Angus est ce qu'on appelle un activiste, analyste et militant, classé comme écrivain marxiste indépendant. Il est rédacteur en chef du site Climate and capitalism (<https://climateandcapitalism.com/tag/ian-angus/>) dont la renommée est importante.

À qui la faute, ou plutôt la responsabilité principale? La plupart des chercheurs et analystes vont viser l'humanité dans son ensemble: depuis son apparition, l'être humain se serait révélé l'animal le plus pollueur, le plus destructeur et le plus gaspilleur. À chacun donc de trier et de recycler ses déchets, de jardiner son coin de terre avec *éco-nomie*, c'est-à-dire en s'efforçant de respecter les lois de la nature, ses cycles, son rythme de production et sa diversité. Ian Angus et beaucoup d'autres rejettent cette interprétation qui vise à nous détourner des vrais responsables. En fait – et l'expression vaut ici son pesant – c'est le capitalisme qui, depuis bientôt six cents ans, déploie sa logique économique de plus en plus dévastatrice, sans souci de préservation, encore moins de restauration des ressources naturelles et «humaines» qu'elle exploite, domine et aliène. À travers sa courte, mais tragique histoire, le capitalisme a sans cesse reproduit sa logique d'accumulation et ses impératifs. Ian Angus dénonce avec force et conviction cette logique qu'il qualifie de «suicidaire», basée sur une croissance continue, une transformation globale des biens, des services et des personnes en marchandises, la consommation toujours augmen-

tée des ressources, des énergies, des aliments et de la biosphère, par l'exploitation de l'homme par l'homme. La plupart d'entre nous subissent cette course insensée aux profits, au prix d'une nature polluée et épuisée, mais aussi d'une humanité dégradée et d'une civilisation en péril.

Au fil d'un exposé très fortement argumenté, Ian Angus établit des ponts solides entre l'approche matérialiste et marxiste et la perspective écologique. De plus, il en tire les conséquences pratiques: à ses yeux, le capitalisme «progressiste» est une contradiction impossible, y compris sous ses formes détournées de capitalisme d'État, hier soviétique, aujourd'hui chinois. Les capitalistes les plus éclairés constatent et déplorent eux aussi les effets écologiques désastreux de leur mode de production. Mais ils comptent sur de nouvelles technologies pour y remédier et en faire profit, tout en faisant ressurgir un capitalisme «social» et généreux, keynésien et plus «vert».

Ian Angus n'y croit pas: pour dépasser la crise actuelle, il nous faudra renverser et dépasser le capitalisme, en suscitant et en animant une révolution écologique globale des modes de production, y compris ceux des idées, et, au lieu de prévoir un leadership intellectuel et politique, en travaillant et en accompagnant un mouvement social massif, de la prise de conscience à la prise de responsabilité. Partout où c'est possible, Ian Angus suggère la formation de contre-pouvoirs, avec le but d'imposer une «économie politique écologique», même si cette suggestion ne permettra selon lui que des gains de temps. De plus, le marxiste qu'il est comprend bien que les humains changent en changeant le monde par des luttes de terrain; il préfère donc un mouvement de masse plutôt qu'une cellule de gauche socialiste radicale qui n'attire qu'une minorité. Et Ian Angus nous rappelle les mots d'Antonio Gramsci: «Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté.»

Voilà donc un document très utile à lire et à méditer. Je dis «document» à cause de la méthode rédactionnelle. Ce livre n'est pas un livre; il est plutôt bâti et rédigé comme un recueil d'arguments, de fiches de travail et de citations plus ou moins encombrantes. On dirait une thèse de doctorat raccourcie. Chaque chapitre semble un article séparé des autres. L'harmonie y perd beaucoup, aux dépens du plaisir et des intérêts de la lecture. Puisse y pourvoir une réédition...

Jean Carette  
Ph. D., retraité



# LA SURVIVANCE, UNE STRATÉGIE?

Micheline Cambron

Professeure, Université de Montréal/CRILCO

ÉRIC BÉDARD

## **SURVIVANCE. HISTOIRE ET MÉMOIRE DU XIX<sup>E</sup> SIÈCLE CANADIEN-FRANÇAIS**

Montréal, Boréal, 2017, 240 pages

Le projet d'Éric Bédard est explicitement présenté dans le chapitre 1 : il s'agit, à partir d'études de cas, de s'engager sur la voie de l'essai, de consentir au jugement citoyen et, réexaminant le parcours des Réformistes déjà analysé dans un précédent ouvrage savant, d'ouvrir la réflexion historique à des questions qui engagent l'avenir de la société québécoise. Il faut reconnaître le courage que cela suppose dans un milieu savant qui bride fort l'expression de prises de position ayant une dimension politique explicite. Les chapitres qui se succèdent, dont la plupart ont déjà été publiés dans des périodiques, s'insèrent de diverses manières dans ce projet et mènent à un épilogue qui explicite la thèse soutenue. Cette thèse, c'est qu'enserrés dans un réseau dense de contraintes internes et externes et privés de l'horizon d'issues variées et repérables, les divers acteurs des années 1840 ont été préoccupés avant tout d'assurer la survivance. Me retiendront ici les deux aspects qui font l'originalité de l'ouvrage tout en manifestant certaines limites : les prises de position épistémologiques et le traitement de la densité des contraintes auxquelles sont soumis les acteurs principaux du récit.

### **PRISES DE POSITION ÉPISTÉMOLOGIQUES ET OUVERTURE INTERDISCIPLINAIRE**

Au plan proprement épistémologique, Éric Bédard innove en intégrant à ses préoccupations heuristiques le principe d'empathie. Dans le chapitre 2, Bédard examine d'abord le statut donné à François-Xavier Garneau dans les travaux de Serge Gagnon et de Gilles Marcotte, puis les jugements sur la génération de 1840 proposés par Gérard Bouchard et Fernand Dumont. Il place Marcotte et Dumont du côté de l'empathie à l'endroit de Garneau et des acteurs politiques et culturels de la période, et fait valoir qu'ils reconnaissent « l'incertitude tragique du présent » (Dumont cité par Bédard). Au contraire, Gagnon et Bouchard lui semblent rapetisser l'aire d'action des personnages historiques en les soumettant entièrement aux macro-récits externes dans

lesquels ils auraient été désireux de s'inscrire : le grand récit impérial britannique ou le récit américain de la modernité. Dans les deux cas, ceux qui lisent les documents et écrivent l'histoire font des choix.

L'enjeu heuristique de cette opposition est déterminant à mes yeux et ne saurait être réduit à ce que d'aucuns pourraient voir comme l'adhésion de Bédard à une sorte de nostalgie doloriste, par Marcotte et Dumont interposés : il s'agit plutôt pour lui de faire valoir le profit qu'il y a, dans une perspective historiographique, à prendre le parti du présent des acteurs et de l'indécidabilité de celui-ci, à l'encontre des certitudes plaquées a posteriori sur les actions humaines. Cela ménage une place pour l'imagination, dont relève l'empathie. Les pouvoirs heuristiques de l'imagination, exposés par Roger Chartier, n'avaient à ma connaissance pas été discutés de manière explicite dans le cadre de l'analyse d'une période historique au Québec.

### **Me retiendront ici les deux aspects qui font l'originalité de l'ouvrage tout en manifestant certaines limites : les prises de positions épistémologiques et le traitement de la densité des contraintes auxquelles sont soumis les acteurs principaux du récit.**

Les acteurs de l'histoire ne connaissent pas la suite du récit, ils doivent composer avec l'indécidabilité radicale du présent. Ce propos, hérité des travaux de Koselleck et Hartog, revient comme un leitmotiv. Bédard manifeste ainsi un désir de rompre avec les visions téléologiques de l'histoire qui ont marqué les interprétations du XIX<sup>e</sup> siècle québécois devenues canoniques. Le chapitre 3 leur est consacré. Bédard y écarte trois « récits » d'avènement : celui d'une nation (dominant de Louis-Philippe Turcotte à Lionel Groulx et Jacques Monet en passant par Stephen Leacock) ; celui d'un régime constitutionnel (soutenu par Peter J. Smith, Louis-Georges Harvey et Stéphane Kelly), et celui d'un ordre libéral (qui se déploie d'Allan Greer à Brian Young et Bruce Curtis). Ces récits doivent être rejetés, selon Bédard, parce qu'ils reposent sur l'occultation du « politique », défini comme « champ de la délibération commune » et « lieu d'affrontements par lequel une population d'individus se mue en communauté de destin ». L'argumentation éclaire bien la difficulté que l'historiographie québécoise semble éprouver à examiner le présent du



passé, entraînée qu'elle est souvent à penser le passé à la lumière exclusive d'un futur toujours à venir.

En somme, dans les premiers chapitres, Bédard suggère que les propos de Marcotte, négligés par les historiens, et ceux de Dumont, trop rapidement étiquetés comme passésistes sont plus riches d'enseignements que les voies téléologiques susceptibles de se figer en vulgate qu'empruntent certains historiens.

### **LES DESCRIPTIONS DENSES**

Le chapitre 4 sert de prologue à une série d'études de cas qui démontrent la diversité des voies par lesquelles le Québec aurait eu accès à la modernité dans le contexte de la survivance. Les meilleures sont celles qui résultent d'une plongée dans des documents peu examinés : la correspondance de Louis-Hippolyte Lafontaine (le chapitre 5 lui est consacré), et le journal *Le Moniteur canadien* (dans le chapitre 7 consacré aux hommes d'affaires canadiens-français). Bédard y déplie les contradictions apparentes révélées par les archives, convoque de riches arrière-plans sociaux et historiques. Il montre ainsi le rôle crucial joué par la formation et les convictions juridiques de LaFontaine dans la résolution de divers problèmes qui l'ont occupé, comme l'abolition du régime seigneurial, et examine l'effacement des enjeux nationaux au profit de perspectives strictement économiques dans *Le Moniteur canadien*, organe des hommes d'affaires francophones montréalais. Nuançant les travaux antérieurs, il montre comment des analyses moins exclusivement événementielles peuvent servir non seulement à apporter des réponses, mais aussi à ouvrir à de nouvelles questions à propos du XIX<sup>e</sup> siècle québécois.

## Survivance suite de la page 9

Trois autres études portent sur des acteurs importants. Les écrivains Philippe Aubert de Gaspé et Octave Crémazie ont droit aux chapitres 8 et 9, dans lesquels la tentation de lire le réel historique dans les œuvres est repoussée au profit d'une interrogation des postures autoriales. Ces études ajoutent de la complexité au tableau dressé de la période. Sont ainsi dessinés en creux les possibles ouverts, plus encore que les choix. Certes on pourra être en désaccord avec les interprétations proposées des œuvres ou la décision de laisser de côté certains textes de ces écrivains. Toutefois, il y a là une ouverture à l'interdisciplinarité qui doit être saluée.

Le troisième personnage, Joseph-Édouard Cauchon, dont la carrière est intéressante, donne lieu à une étude décevante, presque exclusivement appuyée sur ses textes parus dans les journaux, lesquels sont analysés comme si leur signification était transparente (chapitre 6). Se trouvent alors mises en relief les limites heuristiques des choix faits par Éric Bédard. Celui-ci avait plaidé plus haut pour un examen de «moments historiques», de manière à éviter le filtre d'une construction «avènementielle» et à faciliter les comparaisons dans la moyenne durée. Il restreint toutefois sa description à des moments «politiques», ce qui se révèle peu satisfaisant, car cela ouvre à une chronologie floue et à des généralisations qui ressemblent fort à celles qui ont été dénoncées au début de l'ouvrage. En effet, on n'y trouve pas la densité documentaire qui favoriserait la mise en question des idées reçues, comme si les travaux récents en histoire de l'éducation par exemple, ou en histoire urbaine n'avaient pas transformé nos connaissances et surtout permis de prendre la mesure de nos ignorances. Cauchon est ainsi placé sans nuances dans une génération de 1840 donnée comme globalement homogène. Cela fait du «moment réformiste» (de la fin des Rébellions à l'incendie de l'hôtel du Parlement) une période dont les caractéristiques sont tenues pour acquises. Cela empêche l'historicisation souhaitée.

**[L'auteur] restreint toutefois sa description à des moments «politiques», ce qui se révèle peu satisfaisant, car cela ouvre à une chronologie floue et à des généralisations qui ressemblent fort à celles qui ont été dénoncées au début de l'ouvrage.**

durant cette décennie en partie à cause des décisions exécutives du gouvernement provisoire (redécoupage de la carte électorale, municipalisation, lois sur l'enseignement), et en partie à cause de l'émergence d'une classe de jeunes gens instruits, selon des cursus variés, et qui sont appelés à exercer leurs talents près de l'Assemblée.

Le choix exclusif de l'angle politique explique sans doute le peu d'attention portée à ces questions. Si en principe ce choix peut se justifier, il crée un certain agacement. L'expression «années 1840», récurrente, renvoie implicitement (et involontairement?) à une vulgate qui ne laisse place ni aux ambiguïtés ni aux doutes. Or l'historicisation du «moment réformiste» qui est visée ne peut être atteinte en faisant l'économie du reste du politique — le social, le culturel, le géographique, l'institutionnel, — qui donne à ce moment toute sa densité.

Cela est particulièrement visible en ce qui a trait au reste qui éclaire les itinéraires individuels. Par exemple, l'ouvrage de Bienvenue et Hubert est cité (pas celui de Jean-Pierre Proulx et al., toutefois), mais la principale conclusion de ces travaux, à savoir la diversité des cursus et ses effets sur la formation de la génération de 1840, n'est guère prise en compte. Malgré la critique qu'il a faite des catégories convoquées par les historiens, Éric Bédard conserve les mêmes, en plaçant dans une même classe sociale, la «bourgeoisie», des acteurs dont le parcours et la formation sont aussi différents que La Fontaine, Parent et Garneau. Or, si l'on prend en compte les données sociales (en particulier les marqueurs de classe), culturelles (le rapport au savoir et à l'écriture), institutionnelles (la vie associative est riche et diverse, tous ne sont pas partout), géographiques (durant la décennie, LaFontaine se déplace dans le monde, Parent suit le Parlement, Garneau voyage exclusivement pour accéder à des archives, à Montréal et peut-être à Kingston) et leur rapport au pouvoir et à la hiérarchie sociale, on peut nuancer considérablement leur appartenance à une même classe. Les idées ne sont pas tout.

\*\*\*

## LE RESTE DU POLITIQUE ?

En effet, à Québec il y a un monde entre l'abattement de 1840, la colère de 1841 et le sursaut associatif et médiatique de 1842; un écart plus considérable encore entre le début de 1845 et la fin de cette même année, qui fut celle des grands incendies (28 mai et 28 juin). Par ailleurs, la vie politique, sociale et culturelle des acteurs eux-mêmes est scandée au fil de la décennie par les divers déménagements de l'Assemblée (et les problèmes d'accès à la bibliothèque et aux archives), elle est aussi transformée par les problèmes liés au fonctionnement des institutions à Kingston, et au contexte médiatique hostile de Montréal. Rien ne le donne à voir qui permettrait de saisir le mouvement de ralliement réformiste dans sa complexité. La chronologie fine n'est guère prise en compte, non plus que les changements sociaux et culturels qui transforment alors les villes et les campagnes. Les différences entre Montréal et Québec, pourtant très vives aux plans religieux, associatif et médiatique, ne sont pas évoquées. Le silence entoure les effets de la mutation des pratiques administratives, qui ont une importance inhabituelle

**[...] la question demeure justement de savoir si ces actions ont été mises en œuvre dans une perspective stratégique, c'est-à-dire comme des alternatives à d'autres possibles présents dans le discours social de la période.**

Après un chapitre 10, «Le retour du politique», qui fait l'éloge de la perspective politique en histoire, le chapitre conclusif intitulé «Épilogue» propose une synthèse et surtout un projet historiographique auquel on peut difficilement s'opposer.

En effet, les trois jalons que sont le fait de raconter un récit sur soi, de s'occuper d'économie et de réaliser une éclipse de la question du régime politique apparaissent, suite aux études proposées, comme des stratégies efficaces de survivance. Pourtant, la question demeure justement de savoir si ces actions ont été mises en œuvre dans une perspective stratégique, c'est-à-dire comme des alternatives à d'autres possibles présents dans le discours social de la période.

On pourrait en effet aussi penser qu'elles constituent surtout les balises d'une historiographie à venir, ce qui les placerait dans le regard des historiens plutôt que dans le regard des agents. Aussi, malgré les insuffisances que j'ai signalées, cet ouvrage d'Éric Bédard me semble ouvrir de nouveau, plutôt que refermer, l'examen historiographique de notre mémoire de la période réformiste. ♦



## UN BILAN EN DEMI-TEINTES

Louis Perron

École d'Éthique publique, Université Saint-Paul

SOLANGE LEFEBVRE ET  
GUILLAUME ST-LAURENT (DIR.)

**DIX ANS PLUS TARD : LA  
COMMISSION BOUCHARD-  
TAYLOR, SUCCÈS OU ÉCHEC ?**  
Montréal, Québec Amérique, 2018,  
357 pages

On en a beaucoup parlé, on a beaucoup écrit sur elle. Elle laisse, dans son sillage, «[...] dix ans de controverses et de débats», selon le sous-titre de l'introduction. Qu'en est-il, dix ans plus tard, de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, dite commission Bouchard-Taylor? Qu'en reste-t-il? Cet ouvrage, fruit d'un colloque scientifique international et interdisciplinaire, veut répondre à cette question. On ne trouvera bien entendu pas de réponse définitive, absolue, à la question posée par le titre. Mais le lecteur y trouvera matière à alimenter sa réflexion.

L'ouvrage est divisé en cinq parties. La première s'interroge sur la responsabilité et le rôle des médias dans les événements qui ont conduit à la création de la commission. Puisque celle-ci a estimé que la crise résultait de fausses perceptions, la question se pose d'elle-même: est-ce la faute aux médias? Pour répondre à cette question, on a réuni en table ronde les journalistes Alain Saulnier, Rima Elkouri, Jeff Henrich et Josée Boileau. Suit un texte senti de la même Josée Boileau, qui dénonce le fait qu'on ait trop imputé la genèse de la crise aux médias et pas assez au politique. Maryse Potvin survole la décennie postérieure à la publication du rapport de la commission dans le contexte de la montée du racisme; elle dénonce le tabletage politique du rapport. Enfin, une synthèse comparative de Solange Lefebvre souligne la complexité de la réception médiatique à laquelle la commission n'a pas échappé.

La seconde partie porte sur les retombées politiques et juridiques de la commission. Alain-G. Gagnon et François Boucher réfléchissent sur la notion d'interculturalisme et estiment qu'il est temps d'officialiser ce concept promu par la commission. Daniel Turp s'oppose au jugement de Lefebvre et estime que la commission a été un échec. À ses yeux, le débat demeure inachevé et ce n'est pas le projet de loi actuel qui va le clore. Rachida Azdouz déplore elle aussi le statu quo et le piétinement tout en reconnaissant cer-

taines avancées. On trouve le même constat d'ensemble chez Pierre Boisset: alors que le politique piétine, le judiciaire tâtonne. Le texte qui clôt cette section présente le service-conseil offert par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ). Il offre un point de vue concret sur la question des accommodements raisonnables, tout en soulignant que ce service demeure trop peu connu.

**À l'image de l'ensemble du  
débat sur les accommodements  
raisonnables, ce livre n'approfondit  
pas suffisamment certaines  
questions fondamentales. Une  
réflexion approfondie sur l'accueil  
des nouveaux arrivants semble  
manquer, qui permettrait d'en  
surmonter une vision souvent trop  
idéaliste.**

La troisième partie propose une analyse comparative de débats nationaux. Peter Scholten examine trois commissions européennes et en défend la valeur et la nécessité. Un texte d'Anne-Laure Zwilling estime que c'est un facteur positif que les pays européens se préoccupent de la diversité religieuse sans pour autant avoir trouvé la formule miracle. Comparant la situation de l'Espagne à celle du Québec, Francisco Colom Gonzales critique les approches culturalistes de l'intégration sociale dont font partie les politiques identitaires. Critique à l'égard du rapport des commissaires Bouchard et Taylor, il affirme que traiter les conflits d'intégration comme de simples conflits culturels n'est pas la piste à privilégier. Pour sa part, Peter Beyer analyse les débats des vingt dernières années sur la diversité et l'identité dans quatre états occidentaux: Canada, Québec, États-Unis et Royaume-Uni. Il identifie les points communs et les points de divergence et note que chaque état a adopté des mesures différentes. Il souligne l'importance de tenir compte des contextes historiques.

La quatrième partie se penche sur l'aménagement de la diversité ailleurs dans le monde. Examinant le cas du Royaume-Uni, Tariq Modood critique l'interculturalisme prôné par Bouchard et Taylor, qui se situe en deçà de ce qu'exige le multiculturalisme. Inger Furseth montre que, contrairement à la commission Bouchard-Taylor, qui a d'ailleurs reçu peu d'échos dans les pays scandinaves, ceux-ci n'hésitent pas à aborder de front la



question religieuse, en liant intégration et religion. Chaque pays suit sa propre voie, bien que les politiques soient de plus en plus similaires. Deux textes abordent successivement les situations australienne et polonaise. Le texte sur l'Australie (Gary D. Bouma et Anna Halakoff) met de l'avant le concept de cosmopolitisme, comme position englobant et dépassant le clivage pluralisme/nationalisme, alors que celui sur la Pologne (Magdalena Dembinska et Katarzyna Karnaszewska-Michalska) examine les initiatives et modèles d'intégration locaux qui y sont proposés, dans un pays homogène où le problème de l'immigration et de l'intégration est encore récent.

Dans une série de textes plus spéculatifs, la cinquième et dernière partie développe une réflexion sur les fondements du pluralisme et de l'égalité. Lori G. Beaman critique la notion d'accommodement raisonnable qui ne respecterait pas l'égalité profonde. Joseph Yvon Thériault reproche au rapport Bouchard-Taylor l'oubli de la pensée communautarienne. Guillaume St-Laurent critique l'interculturalisme au motif qu'il ne fait pas suffisamment place au droit collectif des nations. Karel J. Leyva montre la compatibilité du républicanisme et du multiculturalisme à partir de développements récents du modèle républicain.

Enfin, les deux coprésidents partagent leurs réflexions respectives. Dans un texte mêlant divers ordres de réflexion, Gérard Bouchard dresse un bilan à la fois positif et négatif. Il dénonce à son tour l'inaction politique et revient sur la notion d'interculturalisme qu'il illustre par l'image du tournesol. Il exprime enfin deux regrets par rapport à l'expérience de la Commission. Le premier se rapporte à nouveau à l'inaction politique: à cet égard, il juge que la Commission fait l'effet

d'«une grande occasion ratée» (p. 326). Le second résultat de la fausse perception qu'ont fait naître les forums organisés par la Commission: plutôt que de retenir la qualité essentiellement démocratique des propos qui y furent tenus, on n'a épinglé que quelques interventions étourdies, ce qui a contribué à une perception négative de l'ensemble de l'exercice.

Charles Taylor offre un texte plus spéculatif. Il concorde avec plusieurs auteurs de ce livre: on a assisté depuis dix ans autant à des progrès qu'à des reculs considérables. La lutte contre l'exclusion crée une tension entre la nécessité d'une haute cohésion sociale et l'accueil de la diversité dans tous ses aspects (exogène et endogène). Le défi est de parvenir à articuler inclusion et cohésion. Sur la question de la laïcité, Taylor affirme préférer désormais l'expression «laïcité de reconnaissance» à celle de «laïcité ouverte». Il semble mieux apprécier le principe de la laïcité française comme corrélat d'un espace public commun. Le républicanisme ne serait pas, comme on l'affirme, l'adversaire du multiculturalisme et de l'interculturalisme, mais sa conséquence même. Il distingue deux notions de laïcité, l'une proprement religieuse et l'autre axée sur la diversité des convictions fondamentales, conception qui est celle de la laïcité ouverte. Taylor affirme qu'il comprend la légitimité de la conception française de la laïcité en raison de l'histoire du Québec. Mais il estime du même coup qu'il est temps de dépasser les luttes anticléricales pour accueillir adéquatement la diversité nouvelle qui caractérise nos sociétés. Ainsi, le problème n'est plus celui de limiter l'autorité religieuse, mais de faire face au danger de l'exclusion. Par ailleurs, Taylor semble désormais plus sensible à la dimension historique du problème, lorsqu'il propose d'inscrire l'idée de l'interculturalisme dans la longue durée, à l'intérieur d'un récit qui reste à écrire.

Dans l'ensemble, comme si souvent dans les affaires humaines, le bilan de la commission Bouchard-Taylor et de la décennie qui l'a suivie laisse un constat mitigé, en demi-teintes: ni échec total, ni succès complet. Décidément, ici comme ailleurs, l'histoire n'avance pas en ligne droite. On a le sentiment que sa réception a davantage animé les chercheurs et les universitaires que les politiques. Beaucoup de travaux savants, peu d'action politique, pourrait-on dire. On se défend mal par ailleurs d'un sentiment d'éclatement, comme si on n'avait pas encore trouvé un cadre suffisamment vaste, capable de situer l'ensemble de la problématique de manière englobante et unificatrice.

À l'image de l'ensemble du débat sur les accommodements raisonnables, ce livre n'approfondit pas suffisamment certaines

questions fondamentales. Une réflexion approfondie sur l'accueil des nouveaux arrivants semble manquer, qui permettrait d'en surmonter une vision souvent trop idéaliste. On privilégie une approche unilatérale, ou unidirectionnelle, de l'accueil qui tend à réduire les difficultés éprouvées par tout un pan de la population à la peur ou au refus de l'autre, alors qu'il s'agit plutôt d'une difficulté objective irréductible à une simple question morale.

**Dans l'ensemble, comme si souvent dans les affaires humaines, le bilan de la commission Bouchard-Taylor et de la décennie qui l'a suivie laisse un constat mitigé, en demi-teintes: ni échec total, ni succès complet. [...] On a le sentiment que sa réception a davantage animé les chercheurs et les universitaires que les politiques. Beaucoup de travaux savants, peu d'action politique, pourrait-on dire. On se défend mal par ailleurs d'un sentiment d'éclatement, comme si on n'avait pas encore trouvé un cadre suffisamment vaste, capable de situer l'ensemble de la problématique de manière englobante et unificatrice.**

Or c'est bien là que pour beaucoup le bât blesse: on a l'impression que le fardeau de l'accueil n'est pas partagé, qu'il revient entièrement aux accueillants, alors qu'on demande d'accepter sans condition le nouvel arrivant. N'y aurait-il pas là au contraire la juste perception qu'il ne peut y avoir d'accueil authentique que si les deux parties acceptent d'évoluer vers une tierce position? L'accueil, dans cette perspective, deviendrait une construction commune où chaque partie devrait renoncer à tenir pour absolue sa position de départ. Une telle démarche suppose que l'on différencie l'idéal du possible, et que l'on sache temporaliser les possibles en distinguant entre le possible comme tel et le possible actuel. Il s'agit de penser l'articulation de l'éthique et du politique, dans une réflexion alliant devoir et prudence. Une telle démarche implique bien entendu une véritable politique axée sur une vision d'avenir. L'accueil de l'autre s'impose comme un idéal régulateur qu'il faut pouvoir incarner concrètement, dans une tension constante entre l'impératif et le souhaitable, la normativité éthique et le raisonnable.

Le religieux pose lui aussi une question fondamentale. Si l'on s'en tient à la position de Taylor, que l'on peut considérer comme paradigmatique, il est légitime de se demander si elle ne minore pas la dimension religieuse de la question. L'exigence

d'accueil semble reléguer au second plan la question religieuse jugée dépassée. La notion de laïcité est réduite à la simple question de la séparation de l'Église et de l'État désormais acquise comme fait indépassable. Mais c'est là restreindre le sens de la laïcité: celle-ci est une posture globale à l'égard du religieux et, à cet égard, l'équivalent du *secularism* anglais. Elle signifie au fond l'idée que la société ne se conçoit plus de manière religieuse, c'est-à-dire comme ordonnée par le religieux au sens d'un principe fondamental d'organisation politico-social.

Or, c'est précisément cette «sortie du religieux» que des cultures immigrantes semblent ignorer et même vouloir contester ouvertement. Il s'ensuit une opposition frontale entre des conceptions du monde foncièrement opposées. De plus, dans le contexte d'aujourd'hui, où le conservatisme prime, il n'est pas exclu que cherchent à se faire valoir des positions sur le religieux contraires aux acquis modernes. Il n'est pas assuré que toutes les consciences religieuses aient définitivement rompu avec tout fantasme d'inspiration peu ou prou théocratique. Ne risque-t-on pas ainsi, au prix d'une accentuation unilatérale sur la nécessité de l'accueil, d'oblitérer l'éthos foncièrement sécularisé de notre société qui n'exclut pas le religieux, mais en fait une dimension seconde?

Il importe de réfléchir sur le sens du destin historique de l'Occident dans lequel s'inscrit la société québécoise afin d'être au clair sur les modalités publiques du religieux qui sont recevables, compte tenu de l'évolution historique de notre société. Un enjeu de civilisation se précise alors: comment accueillir la nouveauté historique qui s'impose à nous sans pour autant brader les acquis de plusieurs siècles de réflexion et de luttes? La question de fond est peut-être celle qui s'interroge sur ce qui doit primer, ou la primauté du principe laïque comme principe organisateur des sociétés ou le principe d'un accueil à ce point inconditionnel qu'il accepte de relativiser la laïcité. Et cette question en appelle une troisième: quelles sont les limites légitimes de la liberté religieuse?

Quel est le prix de la reconnaissance de l'autre? Bouchard-Taylor, assurément, n'est qu'une étape sur le parcours long et ardu des sociétés actuelles dans leur quête pour s'égaliser aux exigences profondes qui les portent. Un jalon qui aura eu, et a toujours, le mérite d'inviter à l'approfondissement d'une réflexion nécessaire, urgente autant qu'exigeante. La seule option est l'invention, car le chemin n'est pas tracé. ♦



## ON S'EXCUSE, MAIS C'EST TOUT CE QU'IL NOUS RESTE...

Daniel Gomez

Chef de pupitre, politique

JEAN-FRANÇOIS SIMARD

### L'IDÉOLOGIE DU HASARD. RETOUR SUR LA QUESTION NATIONALE

Montréal, Fides, 2018, 199 pages

«Le plus grave désastre qui puisse menacer un peuple n'est pas l'anéantissement militaire, c'est l'indifférence de ses membres à la forme de son avenir.» p. 23

Jean-François Simard est à la fois un intellectuel respectable, doublé d'un politicien aguerri. Son cheminement politique a débuté il y a déjà quelques années en tant que membre des jeunesses libérales du Canada. Puis, il suivit Lucien Bouchard et l'aventure du Bloc québécois. Ensuite, ce fut le Parti québécois de Jacques Parizeau et de Bernard Landry. Il a été député du PQ, très impliqué dans le référendum de 1995. Il finit (?) avec Legault et la CAQ, dont il est sans conteste une solide caution nationaliste. Il est également professeur universitaire en sciences sociales, ce qui nous vaut ce petit essai qui, ma foi, tient bien la route.

L'ancien député souverainiste a les «blues» : il croit que la souveraineté du Québec, c'est râpé, et que la question nationale québécoise s'enfonce dans un état de déliquescence avancé. En même temps, il soutient que Couillard et Trudeau «enrégimentent» de plus en plus l'identité québécoise et «la soumettent» à un projet forcé et totalement canadien. Selon lui, le PLQ devient un vassal soumis du cousin fédéral. Simard s'en prend durement à l'idéologie fédérale et reproche aux fédéralistes québécois leur immobilisme au sujet de la question nationale québécoise de même que leur satisfaction vis-à-vis le statu quo fédéral. «La doctrine Trudeau» a renoncé à l'idée même de dualisme canadien et de fédéralisme évolutif et coopératif, nous dit-il.

L'ancien député éreinte aussi les indépendantistes québécois. Il leur reproche de ne pas avoir noté le changement de «paradigme» qui s'effectue actuellement au Québec. Nous serions passés d'un paradigme dominé par la pensée de l'École historique de Montréal, à «quelque chose d'autre», d'encore confus, de «diaphane», dont on distingue seulement les contours. D'après lui le contexte a changé : il y a eu deux défaites référendaires, la mondialisation s'est accélérée, le multiculturalisme aussi, ainsi que le libéralisme social. L'État providence s'essouffle ; et surtout (je souligne volontairement), *l'assurance culturelle des Québécois en eux-mêmes s'est affirmée.*

Le sociologue attribue une grande partie de cette assurance au docteur Laurin et à sa politique culturelle (p. 51). Il convient alors maintenant de penser la nation et la question nationale en l'absence de l'indépendance politique complète tant souhaitée. Dur, dur, pour les indépendantistes, reconnaît-il. Ceux-ci ont plutôt tendance à ressasser les mêmes jérémiades, un brin surannées. Ils radotent sur ce que pourrait être un pays idéal, alors que Simard suggère de travailler sur le «pays réel». Il reproche également au PQ de s'être trop mis à la remorque de la gauche et d'y avoir subordonné la question nationale.

### Les plus âgés reconnaîtront dans cette proposition la philosophie qui animait Mario Dumont quand il fit adopter par le PLQ son projet de rapatriement d'une vingtaine de pouvoirs à Québec.

Ainsi, le PQ et le PLQ seraient épuisés, ils ne compteraient que sur le hasard pour définir leurs projets politiques. À la prochaine élection, pour en finir avec cette idéologie du hasard, des millions de Québécois changeront peut-être d'allégeance. Simard propose donc de travailler sur ce qu'il qualifie de pays réel, mais à l'intérieur du cadre canadien, tout en veillant bien à ce que le destin du Québec soit prioritairement dépendant de l'État québécois, lui-même garant de la nation québécoise. Pour paraphraser Yvon Deschamps, je dirais que l'auteur souhaite un Québec fort dans un Canada plus ou moins uni.

Le sociologue propose d'établir un «dialogue intérieur», qui tournerait autour de l'aménagement des différentes sensibilités nationales coexistantes au Québec. Cela permettrait de définir les nouvelles frontières du nationalisme québécois. Autrement dit, des Québécois de différentes sensibilités nationales pourraient penser à «un retour honorable» du Québec au sein de la constitution canadienne. On achèverait en quelque sorte, sans trop le dénaturer, «le beau risque» de René Lévesque. On «finaliserait et améliorerait l'Accord du lac Meech de Robert Bourassa» (p. 148). Tel Sisyphe remontant son rocher, Simard propose une nouvelle tentative de réaménagement de l'ordre constitutionnel dans le sens d'un renforcement de la spécificité québécoise. Cependant, pour ne pas prendre le risque d'affaiblir encore plus la société québécoise, l'auteur précise bien que tout gouvernement doit «s'engager solennellement à ne jamais



signer la Constitution canadienne sans un mandat explicite pour le faire».

Les plus âgés reconnaîtront dans cette proposition la philosophie qui animait Mario Dumont quand il fit adopter par le PLQ son projet de rapatriement d'une vingtaine de pouvoirs à Québec. La suite de l'histoire est connue : cette proposition fut vite oubliée par le PLQ et Dumont créa L'Action démocratique du Québec, un des partis cofondateurs de la Coalition avenir Québec. L'adhésion de Simard à cette coalition, le seul parti «capable de faire se rencontrer les deux mondes du Québec profond», n'est donc pas surprenante.

Au moment de la parution des *Cahiers de lecture*, et si les sondages électoraux se confirment, la Coalition avenir Québec aura peut-être le mandat de gouverner le Québec et JF Simard en sera un des députés. Son projet sera alors confronté à la réalité fédérale canadienne. Nous saurons s'il est possible d'obtenir un consensus québécois sur un nouveau partenariat avec le gouvernement fédéral. Nous pourrions également juger de la réaction de ce dernier face à cet éventuel consensus et aux demandes qui pourraient en découler. Actuellement, les plus anciens souverainistes, ceux qui rêvent du «grand soir», ne peuvent s'empêcher de sourire et de se dire : «encore...» Ils doivent avoir l'impression de revoir une vieille bobine de film, que l'on repasse et repasse ; c'est un brin pathétique. Malheureusement pour eux, l'offre politique est tragiquement limitée, il ne reste plus grand-chose en stock. L'analyse stratégique nous a appris en outre que lorsque les chances de faire des gains, politiques ou autres sont nulles, alors il faut essayer de perdre le moins possible. C'est un peu le cas actuellement pour les nationalistes québécois : ce qu'il convient de ne pas perdre, c'est le caractère distinct de la société québécoise, sa personnalité nationale. C'est du moins ce que pensent Jean-François Simard et les nationalistes qui l'accompagnent. ♦



STEVE FORTIN (DIR.)  
**DÉMANTÈLEMENT TRANQUILLE. LE QUÉBEC À LA CROISÉE DES CHEMINS**  
 Montréal, Québec Amérique, 2018, 202 pages

GUILLAUME HÉBERT ET JULIA POSCA (IRIS)  
**DÉTournement d'ÉTAT. BILAN DE QUINZE ANS DE GOUVERNEMENT LIBÉRAL**  
 Montréal, Lux Éditions, 2018, 177 pages



Ces deux titres ne sont pas les seuls à dresser le bilan de l'administration Couillard ou des années libérales qui s'étirent depuis 2003. Pensons aux ouvrages de Pierre Godin chez Leméac (*Corruption et collusion : quand Jean Charest tenait le volant*) et de François Pétry et Lisa Birsh, dir. au PUL (*Bilan du gouvernement de Philippe Couillard. 158 promesses et un mandat contrasté*), ce dernier plutôt favorable aux libéraux.

*Démantèlement tranquille* réunit une collection d'articles très inégaux. L'idée provient de Jean-François Lisée, mais l'ouvrage est néanmoins indépendant du Parti québécois. Il contient passablement de placotage, mais aussi des contributions fortes. On aurait aimé qu'il en soit ainsi de celles sur la culture et la constitution. Mais les meilleures sont plutôt signées Camil Bouchard, Simon-Pierre Savard-Tremblay, Stéphane Handfield, Roméo Bouchard, Karel Mayrand, Claude Lessard, Marc Termote et Claire Bolduc; y sont traités les enjeux de la petite enfance, ceux de l'économie, de la langue et de l'immigration, les enjeux des politiques sociales, de l'environnement, de l'éducation, les enjeux éthiques, et ceux en agriculture. L'interprétation dominante, faits et démonstration concrète à l'appui, est celle d'un Québec dont les outils de développement sont en train d'être détruits, détournés, voire retournés contre lui l'un après l'autre, et au premier chef son État provincial lui-même. Plusieurs auteurs analysent les propositions des divers partis politiques pour conclure entre autres qu'il n'y a pas grand-chose à attendre de la CAQ. Certains vont plus loin, ils dégagent l'horizon en imaginant les voies qui feraient échapper le Québec à sa déstructuration en cours. Claire Bolduc, notamment, fait des propositions solides non seulement pour l'agriculture, mais pour rattacher le Québec profondément avec l'ensemble de son territoire: être bien ancré, reprendre tout d'en bas, recommencer patiemment et bâtir à long terme. Il n'y a pas de voie rapide vers la récolte lorsque tout a été saccagé. C'est ce que le livre montre bien.

L'ouvrage de l'IRIS est très bon, mais beaucoup plus concentré que celui que dirige Steve Fortin. Chaque chapitre porte le nom d'un politicien associé à un phénomène majeur de la gouvernance libérale: «Jérôme-Forget» pour les PPP, «Normandeau» pour la corruption, «Tomassi» pour le clientélisme ethnique, «Bachand» pour les hausses tous azimuts de tarifs et droits de scolarité universitaires (avec entre autres pour conséquence le printemps érable), «Léitao» pour l'austérité, «Couillard» pour le triomphe sans partage de la gouvernance néolibérale, «Chagnon» pour le philanthropisme, «Beaudoin» pour le détournement des ressources publiques au service des amis. La conclusion s'intitule «Legault» pour bien montrer que la gouvernance libérale continuerait sous un éventuel gouvernement de la CAQ. Faits à l'appui là encore, les auteurs font une double démonstration: quinze ans de PLQ au pouvoir ont transformé l'État québécois en vrai État néolibéral. Notre État provincial est d'une part l'otage des grands capitalistes québécois (les auteurs auraient pu ajouter qu'il l'est aussi des multinationales étrangères), et d'autre part, ses ressources sont gravement taxées par la corruption et la collusion. La pensée profonde du PLQ est le «court-termisme»: profiter et faire profiter les amis au maximum, tout de suite et le temps que ça dure. Et après eux, le déluge. Par contre, l'analyse de l'IRIS laisse complètement de côté la question nationale, les questions sociales et culturelles ainsi que l'enjeu constitutionnel: il n'y a pas seulement eu hold-up de l'État québécois sous les libéraux, il y a eu aussi son démembrement.

Lucia Ferretti

Chef de pupitre, histoire et culture



Élections 2018  
 Le tournant

## Élections 2018 – Le tournant

Un très gros numéro de L'Action nationale portant sur les élections québécoises

### Les auteurs dans ce dossier

- Benoit Charette • Sol Zanetti et Simon Lambert
- Catherine Fournier • Yves Vaillancourt
- Micheline Labelle • Simon-Pierre Savard-Tremblay
- Pier-André Bouchard St-Amant • Frédéric Lacroix
- Louise Mailloux • Stéphane Kelly • Denis Monière
- Michel Rioux • Mathieu Bock-Côté • Patrick Sabourin
- Danic Parenteau • Lucia Ferretti

### aussi dans ce numéro

Gilles Paquin • André Binette • Robert Comeau et François Lemieux • André Gaulin, Matthias Rioux et Gaston Deschênes

en vente à la boutique de L'Action nationale

# DU SENS DE L'HONNEUR DANS LE SERVICE PUBLIC

Pierre-Paul Sénéchal

Ex-conseiller socio-économique gouvernement du Québec

JEAN P. VÉZINA

## LA FONCTION PUBLIQUE MALMENÉE

Québec, Septentrion, 2018, 194 pages

Les propos «honteux» tenus par l'ex-ministre libérale Monique Jérôme-Forget qualifiant de «tous des incompetents» et de «gang de pas bons» les gestionnaires responsables de la Société immobilière du Québec dont elle avait elle-même le mandat d'assurer la direction politique, ne sont probablement pas étrangers au choix du titre retenu par l'auteur pour dénoncer le sournois dépouillement imposé à la fonction publique québécoise à partir de l'ère Charest. Après plus de trois décennies de services loyaux et désintéressés, les administrateurs publics de la trempe de Jean P. Vézina méritent infiniment mieux que de telles inepties. À Québec, c'est connu, les fonctionnaires «qui font du papier», comme s'amusait à les décrire Mario Dumont avec une touche de mépris, n'auront jamais eu la cote dans l'opinion publique. Leur taper dessus aura toujours été politiquement payant. André Arthur leur «fera la job» durant des décennies sur les ondes de «sa» station sans avoir la moindre idée de la somme d'expérience et d'expertise requises pour entreprendre et diriger les ambitieux chantiers d'un État moderne.

### AU TEMPS DES PLUS BELLES ANNÉES

«Jean.P» comme on l'appelait au 875 Grande Allée, est le prototype du haut fonctionnaire qualifié et bardé de diplômes, que la bonne fortune fait entrer dans la fonction publique québécoise au temps de ses plus belles années. Celles où l'ensemble de la machine gouvernementale fut nourrie du feu sacré et mobilisée sous l'enseigne des convictions et de la dignité. Après la mise en place des grandes institutions publiques de la Révolution tranquille, le gouvernement Lévesque amorce une nouvelle façon de gérer la mission de l'État, les super-ministères sont créés pour redéployer les opérations de façon plus stratégique. Jean P. sera de la partie.

Il ne faut pas voir dans cet ouvrage, un rapport analytique de l'évolution de la fonction de l'État au cours de ces trois décennies plus glorieuses. Publié dans le sillage de la mise au jour d'épisodes d'extorsion par la commission Charbonneau, il n'est pas non plus le fruit d'une enquête inédite sur les

ramifications mafieuses qui auront entraîné cette honteuse dilapidation du trésor public qui nous a été révélée. Monsieur Vézina n'en avait ni les moyens ni le temps.

Pour l'essentiel, *La fonction publique malmenée*, est un recueil de mémoire sur trois décennies d'un haut fonctionnaire qui s'est mis au service de l'État, un bilan personnel relatant en séquences chronologiques son parcours de formation et de carrière. Le récit débute sous le gouvernement Johnson, en 1968, puis se déploie sous huit autres, notamment ceux du Parti québécois, et ce, jusqu'à sa retraite du début des années 2000. Ces mandats, il les exercera comme économiste dans un premier temps. Mais c'est surtout à titre d'administrateur de sociétés d'État qu'il fera sa marque. Ce bilan de carrière, espère-t-il, contribuera à rendre justice à tous ces grands commis de l'État appelés par les promesses de construction et de modernisation de la Révolution tranquille et qui auront fait le choix délibéré de servir l'État plutôt que l'entreprise privée.

### Ce phénomène de vide politique et de démission collective qu'on voit apparaître dans le sillage du choc politique du 30 octobre 1995, aurait-il, en partie, participé à l'émergence d'une telle culture du laisser-faire? Pire, serait-il à l'origine de ce désert moral qui, à terme, conduit à la désaffection pour le bien commun, au copinage politique, au cynisme et à la corruption?

Par ce bilan de carrière dont quelques déclinaisons narratives apparaîtront un peu détaillées à certains, l'auteur tente de convaincre du rôle majeur joué par les dirigeants de la fonction publique dans l'édification du Québec moderne, et ce, malgré les vicissitudes et tentatives de détournement de mission sous la gouverne libérale. C'est grâce à la fonction publique, rappelle-t-il, si ce grand élan sociétal de la Révolution tranquille s'est poursuivi absolument sans heurt sous le régime Johnson, alors que la campagne électorale de 1966 annonçait tout à fait le contraire. Ce sera différent toutefois sous le régime Bourassa, alors que commence à poindre une certaine paranoïa d'une «fonction publique séparatiste» et une première manifestation détestable de censure politique: la mise sous embargo des Comptes nationaux du Québec. Pourquoi cette mise à l'écart? Les chiffres sur l'emploi



et le chômage «ne sont pas favorables» et démontrent que, contrairement à l'Ontario, le Québec est l'enfant pauvre des dépenses fédérales en ces temps de difficultés conjoncturelles. Il ne faut pas faire de vagues.

Tout au long de ce bilan, l'auteur entend démontrer que les innovations sont aussi le fait d'un service public compétent et structuré et pas seulement d'élus politiques et d'experts externes. Les agents de la fonction publique ne sont pas que des exécutants, ils ont étudié dans les meilleures universités, ils ont voyagé, ils sont à l'affût des bonnes pratiques et bonnes idées qui font succès ailleurs. L'auteur souligne avec à propos d'ailleurs que la fonction publique représentera une des meilleures écoles de formation pour certains grands gestionnaires du secteur privé québécois.

### BIEN PUBLIC CONTRE CLIQUES POLITIQUES

Plus de 150 pages font connaître aux lecteurs, revivre pour les initiés, les dessous de la mise en œuvre des premiers Comptes nationaux du Québec, du programme Opération solidarité économique (OSE), du ministère du Commerce extérieur, de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), de la réorganisation ou du «redressement» de la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), de la Société immobilière du Québec (SIQ) et de la Société du Centre des congrès de Québec.

Chien de garde du «bien public», Jean P. Vézina nous envoie un éclairage personnel sur les années plus dévoyées du régime libéral. On est au début des années 1990, il a mandat de transformer le statut des établissements de plein air en entreprises commerciales. «Tout le temps que je serai PDG de la SÉPAQ, j'aurai des pressions politiques périodiques pour céder au secteur privé des activités fort rentables, concernant toujours les établissements qui avaient le

## Fonction publique suite de la page 15

plus grand potentiel». La frontière entre l'administratif et le politique est régulièrement prise d'assaut. C'est sans même l'informer, alors qu'il est PDG de la société d'État, que le ministre libéral des Finances lance un appel d'offres international pour la vente de l'ensemble du parc Mont-Sainte-Anne. «La clique», comme il l'appelle, il la voit se faufiler partout où il y a des profits à tirer des projets d'infrastructures et d'investissements publics: de l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal aux futurs partenariats-publics-privés de madame Jérôme-Forget.

Mais c'est dans un épilogue d'une dizaine de pages que le dépit et la colère tout à fait légitimes dirigent avec plus de férocité la plume de l'auteur. C'est sans retenu qu'il dénonce alors l'«approche doctrinale», la cupidité, la négligence des dirigeants des «dernières années» pour qui, le peuple, la Nation, on s'en tape... Il constate que ce délabrement aux effets dramatiques s'est répandu jusqu'au niveau municipal et on le voit comme jamais auparavant au niveau fédéral. La commission Charbonneau en étalera les plus flagrantes manifestations. Le copinage politique institutionnalisé qui arrive en même temps que la «machine libérale» au début des années 2000, entraînera dans son sillage certains administrateurs arrivistes de tout acabit dans des postes clés de la fonction publique. Cette turpitude de la corruption, principalement venant des firmes de génie-conseil, n'est pas étrangère au laisser-faire dans la gestion des infrastructures publiques, dans la gestion immobilière comme celle de la SIQ, mais aussi dans des dossiers éminemment stratégiques comme la CSeries de Bombardier. Des montants faramineux seront extorqués aux contribuables et l'impuissance des enquêtes de l'UPAC fait en sorte que tous ces profiteurs courent toujours.

## À LA RECHERCHE DES SOURCES DIFFUSES DE LA CORRUPTION ET LA SPOLIATION DU BIEN PUBLIC ?

De la part d'une personne qui a vu défiler sous ses yeux de grand administrateur public quelque neuf gouvernements et qui a vécu les épisodes les plus porteurs d'idéaux, ce dernier chapitre laissera une certaine frange de lecteurs sur leur appétit. En politique comme dans toute chose, aucun phénomène n'arrive sans cause, sans éléments explicatifs.

Quelles sont les sources fondamentales de la corruption qui se pratique autour de la mission de l'État? Pourquoi s'activent-elles à certains moments et moins à d'autres? De quoi cette dernière se nourrit-elle et comment devient-elle un fléau et un véritable obstacle au développement ou au plein épanouissement de la démocratie? Au-delà des facteurs généralement établis dans les comparaisons internationales, soit une faiblesse structurelle des institutions nationales et une incapacité des pouvoirs publics à exercer un contrôle administratif rigoureux, existe-t-il des causes plus profondes? L'auteur ne s'est pas aventuré dans cette avenue glissante. Il ne fait pas exception.

**C'est dans un épilogue d'une dizaine de pages que le dépit et la colère tout à fait légitimes dirigent avec le plus de férocité la plume de l'auteur. C'est sans retenu qu'il dénonce alors l'«approche doctrinale», la cupidité, la négligence des dirigeants des «dernières années» pour qui, le peuple, la Nation, on s'en tape... Il constate que ce délabrement aux effets dramatiques s'est répandu jusqu'au niveau municipal et on le voit comme jamais auparavant au niveau fédéral.**

Ce phénomène de vide politique et de démission collective qu'on voit apparaître dans le sillage du choc politique du 30 octobre 1995, aurait-il, en partie, participé à l'émergence d'une telle culture du laisser-faire? Pire, serait-il à l'origine de ce désert moral qui, à terme, conduit à la désaffection pour le bien commun, au copinage politique, au cynisme et à la corruption? C'est effectivement une question importante qui mérite d'être posée et que peu sont tentés de soulever. N'est-il pas permis de penser, en effet,

que tout autant que celles des blessés de guerre, les odeurs qui émanent des défaites des peuples, éveillent inmanquablement l'intérêt des vautours?

Ce sentiment de relâchement ou de démission observé n'est par ailleurs pas étranger à l'émergence d'un insidieux mouvement de désamour du

Québec. Quand le «pays» n'est plus une inspiration et que le simple fait de parler avenir devient ringard, comment alors jeter les bases d'une solidarité nationale, comment créer les conditions pour mettre en branle et mener dans la probité de grands chantiers collectifs et solidariser le monde tout autour? Quand un peuple a perdu une part d'estime de lui-même, qu'il n'a plus le goût ou la volonté de faire, qu'il se meurt d'ennui au point de devoir subventionner l'humour pour allumer ses paupières, quelle place reste-t-il pour de tels chantiers? Pour paraphraser Brel, quand on n'a plus «l'amour pour tracer un chemin et forcer le destin à chaque carrefour», que nous reste-t-il comme rempart contre la dérive?

## DU SENS DE L'HONNEUR EN POLITIQUE ET DANS LE SERVICE PUBLIC

Le régime juridique de la fonction publique s'appuie sur le principe de la continuité, mais surtout de la neutralité de l'équité des services rendus par l'État. Cette dernière doit bénéficier d'une autonomie et être à l'abri des influences du pouvoir politique dans la mise en œuvre des politiques publiques et dans l'administration de sociétés et établissements publics spécifiquement créés pour assurer la prestation de services aux citoyens. Pour accomplir correctement cette mission d'intérêt public, les fonctionnaires, dont la traduction anglaise «civil servant» rend mieux la nature de la mission, doivent se voir comme étant d'abord au service du peuple. Sur la base de son récit, Jean P. s'est acquitté de cette mission avec dignité et honneur. C'est le cas, faut-il ajouter pour la très grande majorité de ces hauts fonctionnaires qui ont servi au cours «des plus belles années».

S'il est une vertu cardinale qu'il faut faire triompher dans ce «service public», c'est bien celle de l'honneur, tant sont nombreuses les occasions de compromissions politiques et de tentatives de détournement. Pour conclure, se pourrait-il que le sens de l'honneur en politique et dans le service public ait finalement à voir avec l'amour qu'on porte à sa patrie, à son pays et au destin qu'on lui chérit? ♦

L'essai indispensable de la rentrée politique

**La régression tranquille du Québec 1980-2018**

Rodrigue Tremblay

Un véritable coup de gueule!

**Québec, un requiem?**

Richard Dubois

L'indépendance, une utopie?

**Et si le Québec avait dit oui**

Normand Cazalais





FIDES

[groupefides.com](http://groupefides.com)



# DE LA SANTÉ À L'ÉDUCATION

Gilles Bourgault  
*Doctorant en histoire, UQAM*

JULIEN PRUD'HOMME

**INSTRUIRE, CORRIGER,  
GUÉRIR? LES  
ORTHOPÉDAGOGUES,  
L'ADAPTATION SCOLAIRE  
ET LES DIFFICULTÉS  
D'APPRENTISSAGE AU  
QUÉBEC, 1950-2017**

Québec, Presses de l'Université du  
Québec, 2018, 182 pages

Dans ce livre portant sur l'orthopédagogie, l'historien Julien Prud'homme poursuit son exploration de l'univers des professions au Québec, démarche entreprise dans ses deux publications précédentes, l'une traitant de l'orthophonie et de l'audiologie, l'autre des professions dites «paramédicales». Dans son premier ouvrage, il proposait d'ailleurs une conception de ce qu'il considère être une profession, soit un «groupe dont les membres cherchent à s'imposer en vertu d'une expertise qui leur est exclusive» (p. 3), une façon de voir ayant pour avantage de ne pas lier strictement cette qualification aux règles du système d'encadrement des professions déterminées par la législation québécoise. Cette ouverture lui permet ainsi d'aborder l'histoire de l'orthopédagogie en tant que profession, même si ce groupe d'intervenantes – l'auteur insiste, à juste titre, sur le fait qu'il s'agit très majoritairement de femmes – demeure, du moins pour le moment, en dehors du cadre formel de reconnaissance en vigueur au Québec.

La réflexion de Prud'homme dépasse toutefois ici une présentation qui pourrait être qualifiée de classique, soit une étude chronologique de l'origine et de l'évolution d'un groupe de cliniciennes qui développent une expertise et la mettent en pratique dans les domaines de la santé et de l'éducation. Certes, son ouvrage est construit selon un schéma chronologique, mais l'auteur relève un défi particulier en abordant l'histoire croisée de l'orthopédagogie et celle d'une catégorie de population particulièrement liée à son champ d'intervention : les enfants présentant des difficultés d'adaptation scolaire ou des problèmes d'apprentissage.

En fait, comme il le souligne lui-même dans son premier chapitre, l'orthopédagogie constitue en quelque sorte une «fenêtre sur l'histoire des difficultés d'apprentissage» (p. 7) au Québec depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui en fait un sujet s'inscrivant, selon lui, à la fois dans le domaine de la sociologie des professions et dans celui de

l'histoire de la médicalisation de la difficulté scolaire. Incidemment, il est intéressant de souligner que même si la dimension de la médicalisation est traitée dans ce livre, la pratique orthopédagogique s'enracine principalement dans le milieu de l'éducation, et non dans celui de la santé et des services sociaux comme l'étaient celles des professions traitées dans les ouvrages précédents de Prud'homme.

**En fait, comme [l'auteur] le souligne lui-même dans son premier chapitre, l'orthopédagogie constitue en quelque sorte une «fenêtre sur l'histoire des difficultés d'apprentissage» au Québec depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui en fait un sujet s'inscrivant, selon lui, à la fois dans le domaine de la sociologie des professions et dans celui de l'histoire de la médicalisation de la difficulté scolaire.**

Dans les quelque deux cents pages que compte cet essai, Prud'homme suit donc le fil de l'évolution de l'orthopédagogie pour voir comment cette profession tente de développer une expertise et de s'approprier une clientèle dans ce qu'il nomme «le marché de l'école» (p. 166) lorsque, au tournant des années 1970, l'enfance inadaptée – on dit alors «exceptionnelle» – migre du domaine de la santé vers celui de l'éducation. Cet arrimage entre une expertise, une pratique concrète et une population singulière constitue le schéma sur lequel repose l'analyse des spécificités d'une profession pour cet auteur – c'est le même schéma qu'il utilise d'ailleurs dans ses ouvrages antérieurs.

L'opération est toutefois plus ardue dans le cas présent, puisque, comme il le souligne d'entrée de jeu, «[...] l'histoire des difficultés scolaires est celle d'une constante incertitude» (p. 7), ce qui a pour effet de complexifier considérablement le repérage du parcours d'une discipline intimement liée à cette problématique. Ainsi, tout au long des cinq chapitres de ce livre, le lecteur peut constater comment la définition de l'inadaptation scolaire se transforme selon les époques au gré de l'influence des nombreux acteurs impliqués dans ce domaine : ministère de l'Éducation, ministère de la Santé, commissions scolaires, syndicats d'enseignants, universités, associations de parents et, évidemment, différents groupes professionnels établis qui s'y intéressent,



notamment les psychiatres, les psychologues et les orthophonistes. Dans cette mêlée, les orthopédagogues, elles-mêmes divisées entre l'enseignement et l'expertise hors classe, œuvrent à développer un savoir et des pratiques distinctives, tentant ainsi de tirer leur épingle du jeu, ce qui est loin d'être chose facile.

Parmi les enjeux majeurs entourant la définition de l'inadaptation figure l'épineuse question du diagnostic, terme pris dans son sens large et non dans celui d'un acte médical réservé. Cette question est elle-même conditionnée par les multiples modèles théoriques qui se succèdent, voire se chevauchent, afin de caractériser les enfants en situation problématique et, de là, identifier la nature des interventions à déployer pour y remédier. L'autre aspect qui traverse toute la période étudiée est celui de l'intégration en classe dite régulière de ces enfants ou de la ségrégation en classe spéciale. Encore ici, les courants de pensée, et en conséquence d'agir, se bousculent et les orthopédagogues évoluent dans cet univers de remise en cause constante des approches, tout en s'efforçant de jouer un rôle contributif à leur élaboration. Et il ne faut pas oublier que tous ces débats ont pour trame de fond un milieu de l'éducation – et de la santé – constamment en redéfinition, modelé par les changements dans les politiques publiques, les luttes patronales-syndicales et, bien entendu, les aléas du financement étatique.

Comme on peut le constater, le sujet traité par Prud'homme est vaste et dépasse largement l'histoire de l'orthopédagogie comme groupe professionnel. Son ouvrage est dense, bien documenté, et permet au lecteur de saisir tous ces enjeux. Évidemment, la démarche comporte des limites, que l'auteur identifie d'ailleurs lui-même dans sa conclusion, soulignant que sur les deux sujets abordés, son texte n'est qu'un début, qui «néglige bien des choses» (p. 178). En

Instruire suite de la page 17

ce qui concerne plus spécifiquement la problématique de l'adaptation scolaire, il est évident que plusieurs autres perspectives pourraient être privilégiées, par exemple en examinant davantage l'évolution des politiques publiques, ou encore le rôle des groupes de parents dans cette dynamique qui est, comme Prud'homme le souligne judicieusement, éminemment politique.

Cela étant, malgré ses inévitables limites, il ne fait aucun doute, de mon point de vue, qu'en publiant cet ouvrage, Julien Prud'homme

fait œuvre utile. En effet, il éclaire l'histoire de l'orthopédagogie – une profession généralement méconnue, celle de l'inadaptation scolaire, ainsi que les relations entre celle-ci et celle-là. Ce faisant, il fournit plusieurs précieux éléments pour comprendre les enjeux de l'intégration scolaire des enfants ayant des besoins particuliers (voir notamment chapitre 5, section 4, p. 136). Il s'agit d'un sujet encore pleinement d'actualité au sein du milieu québécois de l'éducation. ♦

NORMAND CAZELAIS

**DICTIONNAIRE GÉOGRAPHIQUE DU QUÉBEC**

Montréal, Fides, 2018, 150 pages

Sur la table à café ou dans le coffre à gants de la voiture? Tel est le dilemme qui surgit immédiatement à la lecture de cet ingénieux petit livre. Ingénieux? L'épithète est appropriée car l'approche de l'auteur pique d'entrée de jeu la curiosité, campe le propos dans une perspective rarement présentée. Il utilise, en effet, les notions génériques (lac, vallée, montagne, etc.) pour lancer un très original tour du Québec. Claude Lamothe, son préfacier enthousiaste, n'hésite pas à prédire qu'il s'agit là d'un ouvrage qui «servira de modèle à une nouvelle génération de guides touristiques portant sur le Québec».

L'auteur, quant à lui, reste plutôt narquois devant sa production: il ne s'agit dit-il, ni d'un dictionnaire, ni d'un lexique. Pas même d'un guide, pourrions-nous ajouter, mais bien plutôt d'un parcours amoureux par un géographe épris de la beauté des paysages, de la musique des toponymes. Il fallait y penser et oser le faire, et cela donne un petit livre qui peut se lire de mille manières, se feuilleter au hasard des promenades ou se déguster au jardin ou dans son fauteuil préféré en rêvassant à la splendeur du chenal du Moine, en imaginant les grondements de la Grande Déboulante, magnifique chute de la Côte-Nord ou en revoyant la beauté du cap Maillard. On enrichira sa connaissance des mœurs en regardant le Cabouron de la Barlette. «La Barlette aurait été naguère une dame de peu de vertu» (p. 57) en se prenant à vouloir canoter le lac Bout-à-Bout ou pique-niquer au lac Crève-Faim. À chaque page, à chaque entrée Cazalais fait découvrir des perles.

C'est tout l'intérêt et toute l'originalité de cet ouvrage de nous emmener dans tous les coins du territoire où le nom des lieux donne son sens au générique abordé par ordre alphabétique – de l'abattis au versant, décrits dans leur matérialité et pointés dans ce que l'histoire et les habitants en ont retenu pour nommer les lieux, donner du sens au territoire.

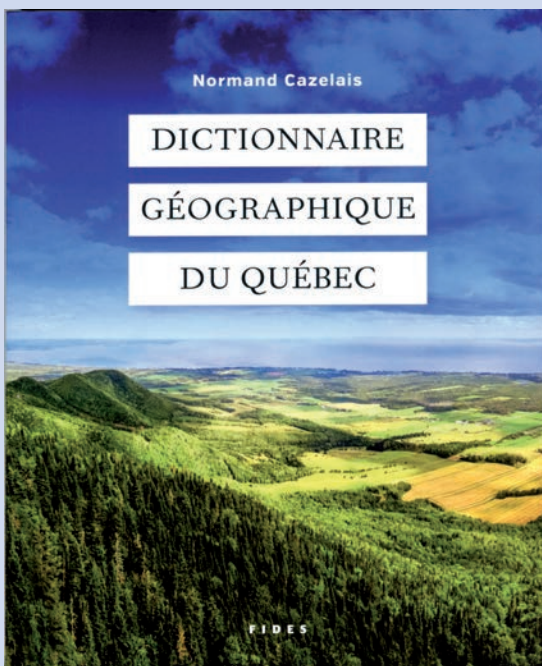
Le lecteur trouvera là une matière à mieux lire les paysages qu'il connaît ou pensait connaître jusqu'à ce qu'au détour d'une phrase ou d'une rubrique un énoncé lui fasse découvrir un aspect méconnu et souvent insoupçonné. Il y apprendra que le site fossilifère de Miguasha est le plus exceptionnel du monde et que c'est pourquoi l'UNESCO l'a inscrit au patrimoine mondial. Il s'amusera à essayer de prononcer «le plus long toponyme amérindien officialisé» au Québec: «Kamushkuapetshishkuakanishi» (p. 115). Il apprendra que le mot barachois ne vient pas d'une déformation

de «barre à choir» mais bien plutôt du basque «barratxo» et que l'on trouve au barachois de Bonaventure une gentiane de Macoun (p. 34) une plante qui vaut le détour. Il se promènera d'une région à l'autre pour se faire parler des caps, des vallées, des plés, de tout ce que la «nommaison» a fait du territoire de ce pays. Le rang Pousse-pioche, la Baie des Marigots et autres sauts résonnent ici de la poésie autant que du labeur. Dans tous les cas les assertions sont étayées de solides références bibliographiques et agrémentées de descriptions des lieux qui donnent le goût de s'y rendre ou d'en rêver.

Étymologie, histoire, culture populaire, géologie, les matériaux sont abondants et mobilisés dans un langage accessible. Ce petit livre est un instrument de découverte, on en sort avec une vision renouvelée des lieux familiers et surtout avec un regard émerveillé de tout ce que le territoire nous laisse à connaître.

Robert Laplante

Directeur des Cahiers de lecture



## Espace Armand-Vaillancourt

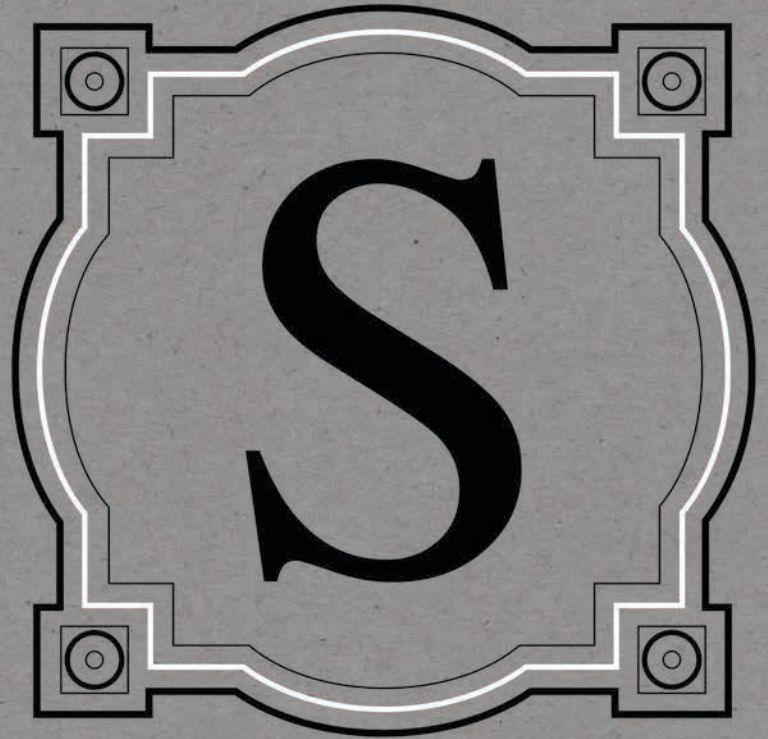
Un lieu de mémoire, de conservation et de partage

Dans la campagne du Centre-du-Québec, dans la MRC de L'Érable, à Plessisville, Armand Vaillancourt entrepose, depuis plus de vingt ans, plusieurs de ses œuvres monumentales et des centaines d'œuvres produites, avec lui, par les enfants dans les écoles durant plusieurs décennies. Fils de la ferme, c'est dans cette ferme qu'il louait qu'il se retire pour se ressourcer.

Porté par une force créatrice hors du commun, cet artiste aux sensibilités multiples et aux talents croisés nous lèguera un héritage à la dimension du géant et du modèle qu'il est pour le Québec d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

**fondationav.org**





La librairie du Square

**Carré Saint-Louis**

3453 rue Saint-Denis

Montréal, Québec

(514) 845-7617

[info@librairiedusquare.com](mailto:info@librairiedusquare.com)

**Outremont**

1061 avenue Bernard

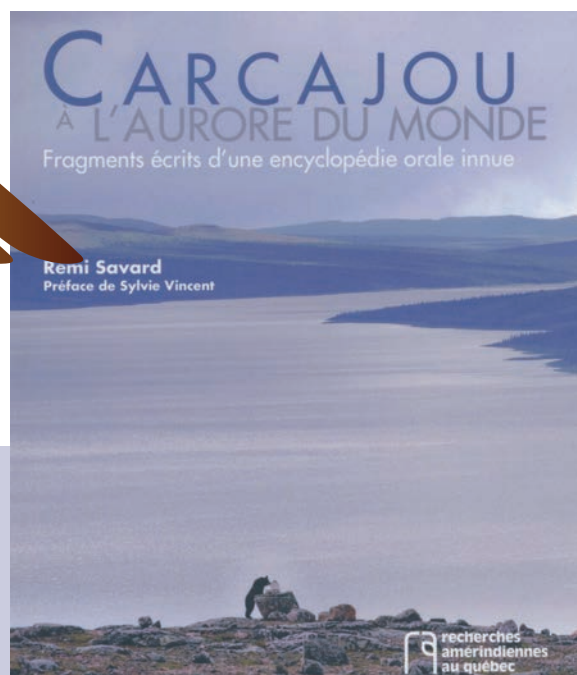
Montréal, Québec

(514) 303-0612

[outremont@librairiedusquare.com](mailto:outremont@librairiedusquare.com)

**Indépendante d'esprit**

Poésie | Théâtre | Littérature | Sciences humaines



RÉMI SAVARD

**CARCAJOU À L'AURORE DU MONDE.  
FRAGMENTS ÉCRITS D'UNE ENCYCLOPÉDIE  
ORALE INNUE**

Montréal, Recherches amérindiennes du Québec, 2016,  
83 pages

Dans *Le peuple rieur*, Serge Bouchard fait bien voir que dans l'animisme des Premières Nations québécoises l'homme descend des animaux. C'est cette prémisse qu'il faut avoir en tête pour comprendre les atanukans, terme innu désignant les mythes amérindiens. Elle sert aussi à rencontrer Carcajou, cet être étrange et fabuleux qui peuple les légendes du nord du Québec et du Labrador.

L'anthropologue Rémi Savard avait entrepris dès 1971 de rassembler à l'aide de son enregistreuse les légendes de Carcajou dispersées dans les mémoires. Cette année-là, il fit paraître *Carcajou et le sens du monde*, une étude présentant ce génie malin et que vient compléter le présent *Carcajou à l'aurore du monde*, publié pour le compte de Recherches amérindiennes au Québec. Depuis 1971, cette revue recense et réunit études et articles de chercheurs sur les peuples autochtones du Québec, rendant ainsi accessible à ses lecteurs un riche patrimoine culturel.

Dans son milieu, la réputation de Savard n'est plus à faire; la communauté savante québécoise gagne cependant à mieux connaître ce nom à la lumière des enjeux culturels contemporains autour des Premières Nations et de la souveraineté des territoires. Savard a beaucoup écrit sur les légendes autochtones, en particulier celles des Inuits et des Innus. Professeur invité dans des universités en Chine et en Mongolie intérieure, c'est un pédagogue recherché. Dans *Destins d'Amérique: les autochtones et nous*, et dans d'autres écrits, il avait abordé, au tournant des années 1980, la question de la souveraineté chez les peuples autochtones et leur droit à l'autodétermination, en lien avec la question du Québec. On reconnaît en lui, en ses travaux, un geste politique qu'il convient d'analyser et de mieux comprendre.

Les aventures de *Carcajou* nous plonge dans un vaste univers boréal où les animaux se rencontrent, se chassent, se jouent des tours. Savard a répertorié des séquences narratives de ce personnage haut en couleur après avoir mené des entrevues auprès de conteurs de la vallée de l'Ungava et de Sheshatshiu au Labrador, la famille Rich. Dans sa présentation, il prend soin de nous introduire à ces conteurs. Les récits relayés, du moins les séquences présentées, ont à la fois les allures de fables, de farces et de mythes des origines. Carcajou, personnage à mi-chemin de l'animal du même nom et de l'humain, est inconstant et manipulateur. Savard indique qu'il correspond à l'archétype du Trickster, une sorte de diable malicieux. Ce dernier parcourt les bois, il a faim, il cherche la compagnie. Castor, Ours, Mouffette, Oison, Loups sont tour à tour adversaires et alliés. Les récits répertoriés, au nombre de huit, sont présentés dans de denses paragraphes où les actions s'enchaînent à un rythme très rapide. Assez rapide pour que – je l'avoue – j'en perde par moment quelques bouts. Animaux ou humains? Acolytes ou étrangers? Où sommes-nous? Voilà les questions qui me venaient souvent en tête. Ou bien ma concentration n'y était définitivement pas. Ou bien il y a des difficultés inhérentes à lire une tradition orale retranscrite et qui, dans le langage écrit, perd sa dynamique, sa spontanéité, sa chaleur. Ceci, cela, ou bien un peu des deux.

Avec *Carcajou*, nous sommes ainsi plongés dans des épisodes de chasse, de contacts avec d'autres peuplades, dans un étonnant récit de

déluge qui vient ponctuer le tout. La plupart des épisodes, comprend-on, servent à expliquer des phénomènes naturels, d'autres président à l'organisation sociale de peuples chasseurs qui parcouraient et parcourent la Côte-Nord, l'Ungava et le Labrador; on se retrouve ainsi avec des fables qui ont une fonction similaire à ce qu'on retrouve chez Ovide, dans *Les Métamorphoses*, celle d'expliquer le monde. Et si Carcajou rencontrent animaux et humains, les dévore, les trompe, ou les poursuit, c'est pour qu'en revanche ses histoires enseignent aux anciens Innus les comportements devant certains animaux, mais aussi les mœurs à adopter en communauté. On en apprend également, au fil de la lecture, sur des rituels (celui du broyage des os entre autres), la division sexuelle des tâches, sur les espèces animales et leurs moyens de défense, sur les règlements et interdits, sur une généalogie de la terre, sur l'avènement des ethnies. Tout cela, c'est «l'aurore du monde»

Pour bien saisir la signification de ces histoires, il faut savoir s'immerger dans l'état d'esprit de ces peuples nomades, faire abstraction de ce que nous enseigne la science sur la faune et la flore, faire abstraction de notions classiques: la sédentarité, le combat, la nature, etc. Nous sommes ici plongés dans un univers où le monde des êtres et celui des esprits se superposent, où tout est déplacement, poursuite, pourchasse. C'est ce qu'il faut pour comprendre ces «lois» d'attraction et de répulsion entre les êtres, ces liens étroits et intimes entre humains et animaux, qui concourent tous ensemble à un équilibre construit autour de l'activité centrale de la chasse; faune, territoire, animaux, tout est pressenti et présenté autrement dans les atanukans.

À cet égard, j'aurais apprécié des commentaires un peu plus substantiels en introduction, des synthèses plus éclairantes, pour me permettre de me rapprocher davantage des histoires. Je l'ai dit, j'ai trouvé difficile d'entrer dans ces narrations, car la valeur attribuée aux éléments, animaux, rocs, gibiers de toutes espèces, relèvent du nomadisme et d'une spiritualité qui m'est étrangère, nouvelle. Mais c'est tout de même un privilège de découvrir les fruits de cette «littérature» qui a traversé, de mémoire en mémoire, de parole en parole, une part du continent. Comme l'indique l'anthropologue Sylvie Vincent en introduction, le travail de Savard «introduit à d'autres rationalités, à d'autres visions du monde, à d'autres espérances et projets de société.» Les atanukans collectés par Savard relèvent de la raison des chasseurs et des efforts supplémentaires auraient pu être déployés pour favoriser la plus nette compréhension possible. Il n'en demeure pas moins qu'on sort de cette lecture convaincu du geste politique que posait Savard dans les années 70 consistant à faire voir à ses lecteurs et étudiants que le Nord n'avait rien d'un désert culturel.

**Pascal Chevette**

*Chef de pupitre, littérature*



# LA VIE MILLÉNAIRE DE LA NATION INNUE

Pascal Chevrete  
*Chef de pupitre, littérature*

SERGE BOUCHARD ET  
MARIE-CHRISTINE LÉVESQUE  
**LE PEUPLE RIEUR. HOMMAGE  
À MES AMIS INNUS**  
Montréal, Lux Éditeur, 2017,  
317 pages

Serge Bouchard a étudié les Innus. Il les a observés, questionnés, écoutés, a lu sur eux, abondamment, pendant presque un demi-siècle. Il les a tellement étudiés qu'ils ont cessé de n'être qu'un objet d'étude. Au fil du temps, il a construit, Kaushtut – c'est son surnom innu (le barbu) –, une relation qui va bien au-delà de la méthode anthropologique. La curiosité a fait place à l'amitié et c'est le récit de cette amitié que raconte *Le peuple rieur*.

Précédant Bouchard, l'anthropologue Rémi Savard avait décrit le rire caractéristique des peuples précolombiens, emblème de leur résistance. L'historien des remarquables oubliés l'a repris à bon compte pour assigner aux Innus cette résistance millénaire bien campée dans le Nord québécois. Il ne s'agit donc pas d'un seul livre d'information sur cette nation, mais bien d'un essai sur leur résilience, leur survivance.

Tissé de souvenirs, d'anecdotes et de rétrospectives, se déployant dans un vaste panorama de l'histoire des Innus, l'ouvrage nous promène sur toute la Côte-Nord, en pleine « Boréalie », en plein Nitassinan. Ces Innus rieurs que nous découvrons progressivement ont l'allure de résistants modèles ayant traversé d'innombrables saisons, tant naturelles que politiques. À la fois conteur et interprète des cultures, Bouchard explore et interroge tout : cosmologie, rituels de chasse, cuisine, éducation, humour et croyances, tout ce qui forge cette mémoire qui charrie l'organisation d'un monde structuré autrefois autour du nomadisme et de l'animisme. Le chemin innu qu'il parcourt dans ses huit denses et passionnants chapitres demeure bien sûr jonché d'obstacles que l'« Histoire générale du Canada » leur a fait subir. Bouchard sait détacher, morceau par morceau, toute la toile de fond de cette histoire coloniale pour en révéler les coutures ; il aborde ainsi dans ses premiers chapitres les premiers contacts avec les explorateurs européens, la mise en place des premières structures coloniales, le poids pesant qu'a représenté la littérature des missionnaires sur leur cas, ce qui a contribué à générer dans les siècles un « misérabilisme culturel » (p. 136) dont nous sortons à peine. Les derniers cha-

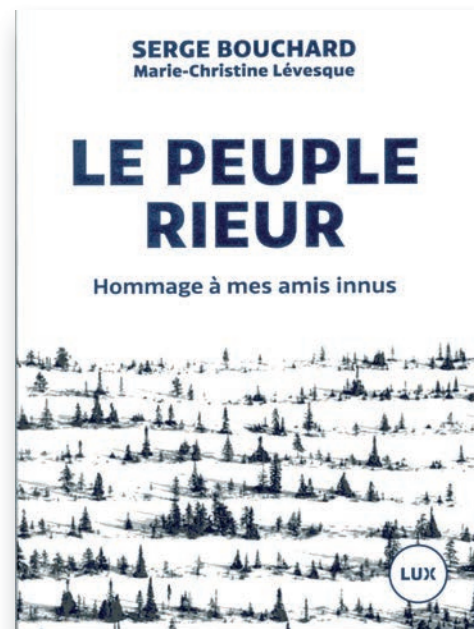
pitres abordent pour leur part l'insertion forcée des Innus dans les cadres fédéraux, cléricaux et provinciaux, qui va de l'âge d'or de la chasse et de la trappe sur les territoires du Domaine du Roy à la « spoliation générale » de leur terre sous le « régime colon-bûcheron » et, enfin, aux tristement nommés pensionnats. Bouchard remplit donc la tâche de nous révéler une culture discrète, mais fortement enracinée, qui a été entachée et minorisée par les politiques assimilationnistes des siècles derniers.

**Dans l'élan d'érudition qui le porte, Bouchard s'appuie sur les études de ses collègues archéologues, géologues et, surtout, anthropologues qui depuis plus de quarante ans documentent et enrichissent notre connaissance des nations qui peuplent la majeure partie du pays québécois. L'amitié, elle est aussi avec cette communauté savante.**

## URGENCE NATIONALE

*Le peuple rieur* se distingue par ses grandes qualités de vulgarisation. En écrivant sa propre version de l'histoire de la nation innue, Bouchard ne fait pas fausse route : son bagage théorique épouse à merveille le contenu d'un homme patient qui les a côtoyés pendant longtemps. Mais on sent à le lire qu'il est habité par une visée plus large que le simple hommage : « [ce] livre de vulgarisation me semble d'intérêt national, je dirais même d'urgence nationale » (p. 20). Depuis qu'il s'est mis à leur école, l'anthropologue n'a cessé d'approfondir ses vues sur le fossé culturel les séparant de leurs confrères québécois. Le portrait des Innus est élogieux, presque romantique par moment, mais il ne va pas sans ce vif désir de communiquer un message : mener le lecteur à une compréhension globale du sort des Innus pour donner lieu au dialogue. Dans l'élan d'érudition qui le porte, Bouchard s'appuie sur les études de ses collègues archéologues, géologues et, surtout, anthropologues qui depuis plus de quarante ans documentent et enrichissent notre connaissance des nations qui peuplent la majeure partie du pays québécois. L'amitié, elle est aussi avec cette communauté savante.

Serge Bouchard espère donc que ses récits et explications deviennent un « acquis



culturel pour toute la société». Le lecteur passionné par les grands territoires du Québec verra dans le Nitassinan une terre pleine d'histoires, qu'il n'est pas qu'une Côte-Nord éloignée, sans fenêtre sur l'international. Bouchard dit sans détour qu'« il faut l'avouer, nous avons été plus fascinés par les premiers peuples du monde entier, Mongols, Lapons et Papous, que par les nomades de notre taïga » (p. 130). Pour poursuivre sur cette lancée, il cite *Au croisement de nos destins*, un collectif paru en 2009 par Yves Chrétien, Denis Delâge et Sylvie Vincent où ceux-ci affirmaient que « non seulement il n'est plus possible d'écrire l'histoire du Québec sans relater la présence continue des Premières Nations, mais il ne peut y avoir de réflexion sur cette histoire sans les connaissances et les perspectives qu'apportent les Premières Nations » (p. 91-92). *Le peuple rieur* marche dans les pas de ce manifeste, s'il en est un.

C'est sous cet angle que Bouchard aborde, entre autres, la tabagie de 1603, « la première alliance franco-amérindienne ». 1603 consisterait en un pacte d'origine où il n'y aurait eu « nulle tractation ou marchandage, ni usurpation ou cession de terres ; plutôt une entente cordiale, une réciprocité d'intérêts, un pacte tout à fait unique dans les annales de la colonisation » (p. 89). C'est pour lui une « grande alliance originale » qu'il vaut la peine de réactiver dans notre mémoire, nécessaire pour la compréhension des origines de Québec, du Québec, de Uepishtikueiau (c'était le nom). Mais c'est aussi sous cet angle que Bouchard a des ambitions pour ses amis innus ; il avance que « [...] l'unité de la nation innue reste à faire, la gouvernance originale d'un grand Nitassinan unifié reste à concevoir et à mettre en place » (p. 255). Il lance l'idée, mais se garde bien de spéculer sur les mécanismes d'une telle entreprise future. De toute façon, ce ne serait pas son rôle.

## HISTOIRE PRÉCOLOMBIENNE ET HISTOIRE GÉNÉRALE

Le regard porté sur le Nitassinan et ses habitants nous ramène à plus de deux mille ans en arrière, au temps des premières peuplades. Dans le premier chapitre, Bouchard nous promène en canot, au nord de Mingan, pour nous faire voir la grande beauté de ce pays d'épinettes noires et de lacs paisibles. Il pagaie et fait rire de lui parce qu'il ne peut supporter les insectes. Mais le contact est là, entier, à hauteur d'homme; Bouchard est désireux d'une rencontre significative et non soumise aux prérogatives royales des débuts de la navigation outre-Atlantique. Ce sont des procédés qu'on apprécie à lire Bouchard, ce fort penchant à se glisser dans leur perspective, à se mettre dans leur peau, à imaginer leur point de vue. Le titre des chapitres en témoigne avec éloquence: «Terres des morues», «Les îles flottantes» (pour signifier les navires), «L'animation du monde», etc.

Bouchard consacre de nombreuses pages à démystifier les principales institutions du nomadisme, de l'animisme et de la tradition orale. Taxés pendant longtemps d'être sans culture parce que sans écriture, comme le furent à un autre niveau les anciens Canadiens, les Innus, montre au contraire l'anthropologue, manifestent au quotidien une grande finesse et cohérence dans leurs gestes et leurs habitudes. C'est le cas d'Élisabeth, cette vieille Innue qui en sait bien plus que les chasseurs renommés qui imposent dans la communauté leur vision des choses. En racontant l'histoire du Domaine du Roy, de ces grands territoires de chasse qui s'étendent de l'actuel Saguenay au Labrador, Bouchard montre qu'au XIX<sup>e</sup> siècle tout particulièrement, les agents de la Compagnie de la Baie d'Hudson ont eu des mots durs à l'endroit des chasseurs et trappeurs: «loin de les admirer, on les considérait comme les gens les plus oisifs, les plus démunis du monde.» Bouchard s'interroge: «Qui souligna leur bonheur de vivre sur une terre bien-aimée, pleine de repères et de sens? Qui reconnut la cohésion d'un univers animé par des forces non moins spirituelles que le Saint-Esprit des chrétiens? Qui vanta la beauté du pays, la grandeur de la liberté innue?» (p. 206) Kauishtut répond à ses propres questions, au fond, par tout son livre.

Les mises en contexte sont excellentes: la cadence effrénée des efforts de colonisation, le providentialisme d'une époque qui pose des croix et des couronnes partout, les concepts de pureté de la race canadienne-française, le fonctionnalisme du gouvernement fédéral, ces conceptions erronées, comprend-on aisément, firent la vie dure à la nation et aux enfants du métissage. Dans plusieurs cas, plusieurs en vinrent à mentir sur leurs origines, et intériorisèrent l'ordre canadien en construction.

C'est ainsi qu'on en vient au cas de la réserve d'Essipit, cette «rivière aux coquillages», qui porte encore la marque de la dépossession. C'est peut-être là plus qu'à n'importe quel autre lieu du Nord québécois que s'est joué le sort des Innus. Comme pour la tabagie de 1603, Essipit est emblématique. Dans le processus de confinement dans les réserves, les Innus d'Essipit, apprend-on, furent loin d'être passifs. Pétitions, revendications, mobilisations, appui d'un lointain député du Saguenay (Marc-Pascal de Sales Laterrière), rencontres exigées avec les gouverneurs Metcalfe et Elgin, toute une série de sursauts devenus des drames auxquels fut sourde la marche du progrès et qui culminèrent avec la mise en place de la *Loi sur les Indiens* et le «paternalisme rétrograde des Affaires indiennes.» (p. 254) Les décennies passèrent et ce fut, bien plus tard en 1969, l'erreur du livre beige de Chrétien et Trudeau qui, en exaltant l'idée d'une nouvelle citoyenneté canadienne, prônait l'abolition de l'inique loi, sans réelle consultation des principaux intéressés et sans esprit de mesure quant au statut ambivalent qu'en étaient venues à prendre les réserves. Bref, il ne serait pas difficile d'en ajouter, mais quiconque comprend mal les implications de la *Loi sur les Indiens*, sa mise sur pied et la minorisation autochtone, trouvera dans ces passages un exposé d'une grande efficacité.

## UNE RÉFLEXION SUR L'INTERCULTURALISME

Bouchard évoque discrètement dans sa réflexion le modèle québécois de la Convention de 1975, qui fit école. À sa suite, dit-il, «[n]ous sommes entrés récemment dans un long processus de réparation.» (p. 281) Voilà la grande conclusion de ce livre, qui laisse porter son écho, qui exige de prendre son souffle pour amorcer le long périple de la réconciliation historique. La professeure de sociologie Danielle Salée a rédigé une recension fort pertinente sur les prémisses de ce discours sur la rencontre des peuples eurodescendants et autochtones, un compte-rendu d'*Au croisement de nos destins* cité plus haut. En substance, Salée explique qu'en voulant redonner aux cultures autochtones la place qui leur revient dans le récit des origines du Québec, les auteurs mettaient en place l'image séduisante d'une rencontre «d'accommodement, voire de réciprocité interculturelle, mieux, un récit de synthèse ethnoculturelle – une fusion d'horizons – dont le Québec a émergé comme entité sociétale nouvelle.» Elle perçoit que nous en sommes trop souvent à cet interculturelisme de premiers contacts et non à un «interculturalisme au sens fort du mot», c'est-à-dire institué politiquement, parvenant à se dégager des rapports sociaux de domination. Qu'au fond, il y a toujours ce risque de chercher à se «dédouaner du passé colonial.»

Comment se situe *Le peuple rieur* sur ce plan? Bouchard lance beaucoup de pistes et son livre est celui d'un éveillé de conscience. À la fin, il se garde d'avoir réponse à tout. Bouchard me semble très conscient de l'ampleur du problème et des risques d'idéalisation d'un passé qui n'a sans doute pas existé. Cela ne l'empêche pas de prendre parole dans l'espoir de voir un jour poindre cette utopie. Dans son livre, il travaille pour déconstruire la posture de victime des Innus et par son propos, on sent qu'il veut éviter la folklorisation dans laquelle nous plonge une interprétation postnationale et multiculturaliste de l'histoire. Pragmatique, il jette en même temps des ponts en inscrivant le récit innu dans les cadres plus larges de l'histoire de l'Occident et de la mondialisation sur lesquels, et Innus, et Québécois, pourraient se baser pour parvenir, peut-être un jour, à une émancipation réussie. «L'identité réside dans l'esprit bien plus que dans la loi» (p. 252), sent-il le besoin de préciser, idée qui n'est pas sans sous-entendus.

*Le peuple rieur* est assurément le fruit d'un long processus de maturation. Avec son regard d'anthropologue et de fin observateur, Bouchard veut se mettre à l'abri du présentisme et des engouements passagers, d'où l'agréable ironie et l'humour un peu didactique que l'on retrouve dans tous les textes de ce mammoth laineux. Je me suis demandé, à la fin de ma lecture, si l'enjeu de l'interculturalisme, dont on relève souvent l'imprécision du concept ne pouvait pas trouver une espèce de réponse avec l'amitié. Le problème avec les théories de la culture, qu'il s'agisse du multiculturalisme, de l'interculturalisme et du métissage, c'est qu'elles cherchent à solutionner ce qui relève tout d'abord de la relation humaine. Serge Bouchard avait-il en tête de faire un pied de nez à ces théories en présentant son livre comme un «hommage à ses amis innus»? Je prends le risque de répondre que oui.

Car c'est peut-être simplement une question d'amitié. À retrouver, à créer ou à honorer. L'amitié qui serait la condition d'une véritable politique interculturelle recherchée par l'auteur. L'amitié, comme l'amour et la mort, qui est une réalité jamais totalement inscrite dans le langage, parce que plus pauvre qu'on ne le croit. Ne serait-elle pas là, la profonde méditation sur son amitié innue, qu'apprécie tant l'écrivain-anthropologue, grand admirateur de Montaigne et de sagesse: «Nous aurions tellement de choses à nous dire», confie à Bouchard l'un de ses amis. Il a beau citer l'ami, on en vient sans détour à penser qu'au fond, c'est aussi lui qui affirme cela et qu'au-delà des clivages et théories, dans le prolongement des rencontres entre nations, l'amitié est une raison d'être préalable à tout le reste. ♦



## DANS L'ŒIL DE LA NATION ALGONQUINE

Pascal Chevette  
*Chef de pupitre, littérature*

MARIE-PIERRE BOUSQUET  
**LES ANICINABEK DU  
BOIS À L'ASPHALTE. LE  
DÉRACINEMENT DES  
ALGONQUINS DU QUÉBEC**  
Rouyn-Noranda, Les Éditions du  
Quartz, 2016, 325 pages

NDLR: En français, on relève la forme Anicinabe (ou Anicinape) qui se prononce [anichinabé], parfois suivie du g (dur) ou du k qui indiquent le pluriel comme dans le titre de cet ouvrage. L'Office québécois de la langue française privilégie, dans un but de cohérence et de simplification linguistiques, une forme francisée rapprochée de la prononciation originale. On écrira Anichinabé (masculin) et Anichinabée (féminin) pour le nom propre et anichinabé (masculin) et anichinabée (féminin) pour l'adjectif. Les deux formes, nom et adjectif, prennent le s au pluriel.

**I**l faut avoir traversé le parc de La Vérendrye pour comprendre à quel point ce territoire est vaste. Avec les régions de l'Abitibi, du Témiscamingue et de Gatineau, c'est l'Outaouais supérieur, qui va du comté de Pontiac au sud jusqu'au nord d'Amos, à la réserve de Pikogan, et à ses extrémités à l'ouest, à l'est: Kipawa, Lac-Simon; tout ce territoire que Marie-Pierre Bousquet a traversé pour étudier la nation anichinabée, ou anichinabée. Dans ce livre-somme, riche en données et en portraits, cette anthropologue de l'Université de Montréal présente une description exhaustive de cette nation qu'en 2007 Richard Desjardins présentait comme un peuple invisible.

Le fil d'Ariane qui nous guide dans cette recherche, c'est la marginalisation des populations anichinabées, dispersées dans ce grand territoire, mais aussi celui de la réappropriation de leur identité et de leur culture. Bousquet s'est attardée à comprendre la transition «du bois à l'asphalte» de ce peuple ayant parcouru le territoire pendant plus de 2000 ans pour devoir composer, dans les deux derniers siècles, avec les nouveaux cadres et régimes établis avec l'ère coloniale et orientés vers l'exploitation des ressources et la sédentarité. L'un des constats de Bousquet, c'est qu'à travers les transformations auxquelles ils ont été soumis, les Algonquins se perçoivent désormais comme des «nomades sédentarisés» (p. 301).

*Du bois à l'asphalte* couvre d'innombrables aspects et leurs sous-divisions: les représentations du territoire des Anicinabés, leurs rituels de chasse, les façons de se déplacer, les malaises sociaux, les tensions entre

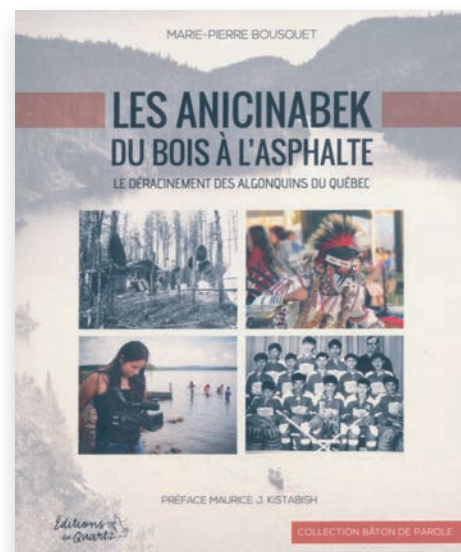
générations, l'alimentation, l'hospitalité, les demeures, la vie au quotidien et la gestion des réserves, le rapport à la langue, à la naissance, à la mort, différents traits de leur spiritualité, les revendications politiques, le rapport à la loi, à l'argent, aux écoles, et j'en passe. J'en passe beaucoup. Le programme est impressionnant et exhaustif, il ne fait pas de cet ouvrage un livre à lire d'un trait, plutôt à consulter pour le compte de la recherche, de l'élaboration de cours, d'interactions ciblées, idéalement pour satisfaire la curiosité.

**Le programme est impressionnant et exhaustif, il ne fait pas de cet ouvrage un livre à lire d'un trait, plutôt à consulter pour le compte de la recherche, de l'élaboration de cours, d'interactions ciblées, idéalement pour satisfaire la curiosité.**

### LE BOIS

On ne s'étonne pas de découvrir que le récit anichinabé est difficile. On peut penser spontanément aux pensionnats et aux femmes disparues, aux manchettes de Val-d'Or et à la couverture médiatique sur les nations autochtones depuis une dizaine d'années. La culture anichinabée a ses beautés et sa profondeur que viennent finalement voiler cette lourde médiatisation, et c'est une contribution majeure de ce livre que de nous initier à cette culture. Marqués par la dépossession et un profond sentiment de perte du territoire, les Anichinabés ne sont pas pour autant privés de résilience, de ruse et de ténacité. Le concept de déracinement est précisément choisi par Bousquet pour signaler et comprendre le lien originel avec le territoire. Un lien intime qui révèle les attitudes défensives et les postures politiques de la nation.

Bousquet va chercher à saisir ces éléments qui reviennent systématiquement dans leur discours. Elle dégage ainsi la valeur idéologique qu'a pris pour eux la forêt, le bois, «réel et imaginé [qui] sert à créer des repères identitaires» (p. 301). Ce bois, on en parle, on s'en rappelle, on y va; il n'est pas qu'excès de nostalgie, mais une valeur-refuge solide. Son héritage reste un référent incontournable pour les comprendre: il inspire aux Anichinabés leur égalitarisme, définit leur conscience territoriale, voire même leurs idées de l'éducation, de l'économie, de la gestion des réserves, des loisirs, jusqu'à l'hygiène. Au-delà des lieux,



revient toujours l'idée que «la vraie vie est dans le bois». Le bois est donc expression de ce territoire perdu, mais, demeurant encore fréquenté, il sert de ce fait d'image mentale, d'archétype structurant l'essentiel de leur argumentaire politique.

De plus, pour asseoir la légitimité à leurs revendications, les Anichinabés, comme les autres nations autochtones, ont dû recourir à la tradition orale, bien que pour ce faire, ils durent confier leurs affaires à d'autres gens, lettrés, pour rédiger les droits en découlant, une situation qui entraîna de la méfiance. On apprend sans surprise que leur statut minoritaire, conféré par la *Loi sur les Indiens*, eut l'effet d'un cadenas. Privé du droit de vote avant 1960, on comprend que l'ensemble des griefs adressés aux gouvernements et aux Blancs sont marqués par cette situation minoritaire.

C'est donc toute cette transition complexe que Bousquet réussit à cerner. L'enjeu de l'éducation devient à cet égard central et on apprend qu'au départ, des Anichinabés furent jadis favorables aux principes de l'école, de l'alphabétisation et de la scolarisation. Lorsqu'en 1956 fut adoptée la loi sur l'instruction publique, les enfants anichinabés furent déportés dans les tristement célèbres pensionnats. À St-Marc-de-Figuery entre autres, près d'Amos, plusieurs parents se déplacèrent même pour se rapprocher de leurs fils et filles confisqués, ce qui contribua à établir Pikogan, la réserve au nord d'Amos, l'une des principales étudiées par Bousquet. Du côté des Pères Oblats responsables du pensionnat, il peut être étonnant d'apprendre que cette communauté avait, semble-t-il, pour prérogative de protéger ces «jeunes Indiens» des préjugés blancs en en faisant des «modèles d'allégeance à la foi catholique» (p. 108). Ajoutons à cela une pédagogie rétrograde, fondée sur le châtement corporel, qui laissa de profondes blessures. La coupure avec le mode initial de la culture anichinabée fut non seulement trop radicale, mais carrément inadaptée et indigne. L'école devint lieu de marginalisation et de violence, tout ce cocktail des mauvaises conceptions engen-

## Anicinabek suite de la page 23

dra la misère que l'on retrouve et dénonce aujourd'hui; coupant les jeunes de leurs parents, elle généra acculturation et confusion entre les concepts d'école et de culture. Les malaises sociaux qui en résultèrent plongèrent les Anichinabés dans des situations d'assistance publique, de dépendance, voire dans certains cas de désintégration sociale.

## ET L'ASPHALTE

L'objectif de cette étude, c'est surtout de faire voir comment les Anichinabés s'adaptent à la modernité, la réserve étant la scène principale où s'effectue cette démarche. Le livre de Bousquet montre bien qu'il n'est pas si simple d'interpréter l'espace que représente la réserve dans les cultures autochtones. En 1969, dans leur livre beige, Jean Chrétien et Pierre Trudeau avaient frappé à un mur de résistance alors qu'ils proposaient la suppression de ces entités au nom d'une citoyenneté canadienne trop abstraite et construite sur la négation des nations autochtones. Bien que la réserve ne soit pas vécue comme le lieu propice de l'identité anichinabée, elle demeure néanmoins – en fait, elle est devenue (dans les circonstances) – un espace vital où se manifestent différents types de socialité entre gens et famille, et où s'expriment, néanmoins, des réseaux de solidarité et de coopération, mais aussi de conflits entre tendances traditionalistes et réformistes.

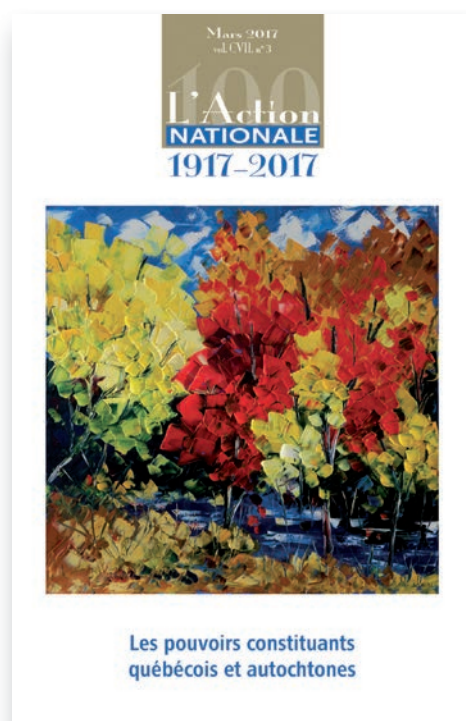
Nous l'avons vu, la forêt constitue le «lieu d'expression authentique de l'identité algonquine», elle joue ainsi un rôle majeur dans le processus d'adaptation que l'on constate depuis récemment. Rattachant ce discours aux influences du panamérindianisme des années 1960 (avec notamment l'idée de la Terre-Mère), Bousquet dégage les principes qui animent leur compréhension de la structure économique reposant sur «le respect de la terre et de ses ressources». Elle fait voir, citations à l'appui, que les concepts de développement durable et d'aménagement intégré des ressources relève à certains égards de ce «culte de la terre». En identifiant ces axes du discours sur le bois, Bousquet conclut que «[par] ce biais, les Algonquins réaffirment que les activités traditionnelles comme l'entretien du territoire ne font pas partie du passé, qu'elles ne sont pas des passe-temps, mais doivent continuer à faire partie de leur mode de vie» (p. 197). Il est intéressant de comprendre comment certains traits du nomadisme peuvent trouver un nouvel éclairage à l'heure de nouvelles exigences en matière d'exploitation des res-

sources naturelles et de protection du patrimoine naturel. Des voies à valoriser pour l'avenir seraient du côté, par exemple, des métiers forestiers: «Devenir garde-chasse, forestier, sylviculteur ou agent de conservation de la forêt est très bien considéré dans les réserves algonquines» (p. 197). Cette rencontre du symbolique et du politique est très bien mise en relief par Bousquet qui veut montrer qu'une actualisation est bien en cours.

Pour bien circonscrire son objet, Bousquet a choisi de présenter dans les grandes sections de l'ouvrage de citations tirées d'entrevues qu'elle a réalisées avec des Anichinabés de tous les milieux. Ces témoignages donnent une profondeur aux données factuelles, les aèrent et nous font entrer dans cet univers du discours, de la parole et des perceptions. Le lecteur est ainsi plus à même de comprendre les conséquences de la sédentarisation sur les individus et les populations.

Concluons en rappelant que l'effort de compréhension au cœur de cet ouvrage n'est pas uniquement scientifique, mais moral: Bousquet veut établir un véritable dialogue et se pose en faveur de l'interculturalisme. Tout son effort tend à expliquer les institutions et la culture anicinabées, et elle dégage, vers la fin, des lignes de force pouvant favoriser leurs relations avec le reste de la société. On peut tirer de cette lecture d'importants constats. Tout d'abord, que le nomadisme n'a pu être effacé ni supprimé, qu'il s'est plutôt métaphorisé pour se constituer en un «générateur de culture». Ensuite, que les conséquences de la loi sur les Indiens ont généré des institutions qui ne peuvent être abolies d'un coup, comme cela semble être le cas avec les réserves. Dans sa conclusion, Bousquet recommande que l'on sache reconnaître l'ancestralité du territoire et que dans les écoles, la culture anicinabée soit revalorisée. Enfin, ajoute-t-elle avec à propos, «ce que les Algonquins ont voulu gagner, ainsi que les autres Amérindiens, est le droit de s'auto-interpréter, de redevenir maîtres de leur image et de retrouver le droit de parler en leur propre nom» (p. 299).

Le problème de la conciliation et de l'arrimage aux exigences des sociétés contemporaines est fort complexe. Cet ouvrage de référence peut bien sûr servir de boussole pour avancer dans ce chemin. Même si les pressions coloniales ont provoqué malaises et désastres, la recherche de Bousquet montre que la culture anicinabée n'a pas disparu. Dans *Le pas de l'Indien*, le poète wendat Jean Sioui écrit: «Même si tu en perds les traces/tu garderas toujours tes origines.» Malgré sa facture très académique, l'ouvrage de Marie-Claude Bousquet ne se prive pas de sagesse lorsqu'à travers quelques propos tirés de ses entretiens avec ces Anichinabés, on trouve cette même vérité universelle: «Savoir d'où l'on vient, c'est important pour savoir où l'on va.» (p. 299). □



# Pouvoirs et Nations dans L'Action nationale

vente au numéro et abonnement  
[action-nationale.qc.ca](http://action-nationale.qc.ca)



## COUR SUPRÊME ET DROIT AUTOCHTONE

Isabelle Bouchard

Professeure, Département de sciences humaines, Université du Québec à Trois-Rivières

RENÉ MORIN

### LA CONSTRUCTION DU DROIT DES AUTOCHTONES PAR LA COUR SUPRÊME DU CANADA. TÉMOIGNAGE D'UN PLAIDEUR

Québec, Septentrion, 2017, 260 pages

À la suite du rapatriement de la Constitution en 1982, le droit des Autochtones était en pleine effervescence dans les années 1980 et 1990. La reconnaissance des droits ancestraux et des droits issus des traités déboucha sur de nombreux litiges impliquant les autorités gouvernementales et les Autochtones. Encouragé par Denis Vaugeois et Gaston Deschênes, des éditions du Septentrion, René Morin publie ce témoignage sur son expérience «d'avocat ayant eu le privilège de travailler dans le domaine autochtone pendant vingt-cinq ans au sein du ministère de la Justice du Québec» des années 1980 à sa retraite en 2007 (p. 11). Alors que le gouvernement fédéral avait déjà de nombreux avocats spécialistes des questions autochtones, l'auteur a été l'un des pionniers dans l'exercice de ce droit au Québec. Il a également été le premier à enseigner, à titre de chargé de cours, le droit autochtone à l'Université Laval, dans les années 1990.

À travers son expérience de plaideur, René Morin retrace le rôle de la Cour suprême dans la construction, voire la reconstruction, du droit des Autochtones en inscrivant celui-ci dans la relation historique amorcée dès les premiers contacts entre Européens et nations autochtones en sol canadien (p. 237, 244). Malgré la complexité du sujet, ce n'est pas un ouvrage didactique s'adressant uniquement aux juristes, mais plutôt un témoignage personnel conçu pour être accessible au grand public (p. 13).

Cet ouvrage se divise en trois parties. En sept chapitres, la première partie, intitulée «Éléments d'histoire pour comprendre le développement du droit autochtone», est une mise en contexte historique. René Morin y présente sa propre compréhension des principaux jalons qui ont marqué l'histoire des relations entre colonisateurs européens et autochtones, depuis l'arrivée de Jacques Cartier en 1534 jusqu'au processus constitutionnel des années 1980 et 1990. Hormis les références à quelques ouvrages historiques également publiés chez Septentrion ainsi qu'à la jurisprudence, cette mise en contexte historique comprend un appareil critique assez limité. Elle vise d'abord et

avant tout à présenter le point de vue de l'auteur sur les considérations juridiques liées à ces événements.

Les 12 chapitres de la deuxième partie, intitulée «L'évolution du droit autochtone en 12 jugements», sont le cœur de l'ouvrage. Chacun présente un jugement de la Cour suprême rendu entre 1888 et 2004. Témoignant de l'évolution du droit des Autochtones, ces jugements ont été sélectionnés dans la reconstruction de la nature des relations entre les Autochtones et les autorités gouvernementales (p. 111). Morin souligne en outre qu'il a joué un rôle, à titre de représentant du Procureur général du Québec, dans sept d'entre eux. Comme dans la première partie, l'auteur présente sa propre interprétation des décisions rendues par la Cour suprême ainsi que de leur impact pour les Autochtones, les autorités gouvernementales et la population en général.

**Ce livre est un témoignage de [la participation de l'auteur] à plusieurs grandes causes concernant les grands enjeux du droit des Autochtones des années 1980 jusqu'à sa retraite en 2007.**

Dans l'affaire St. Catherine's Milling and Lumber Company de 1888 (portée jusqu'au Conseil privé de Londres, la dernière instance au Canada jusqu'en 1949), le droit des Autochtones sur le territoire est défini comme un droit d'usufruit, soit un droit de jouissance et d'usage qui exclut le droit de propriété. Les années 1970 voient toutefois la «résurrection» des droits des Autochtones au Canada. La Cour suprême en amorce alors la définition des concepts centraux, tels que le «titre indien» (ou «titre aborigène»), les «droits issus des traités», les «droits ancestraux» et le statut de «Métis» («peuple métis»), ainsi que les conditions en vertu desquelles les Autochtones doivent prouver ces droits. Par exemple, depuis l'affaire Van der Peet (1996), l'existence d'un droit ancestral est établie si une activité (de chasse ou de pêche par exemple) fait partie de la culture distinctive d'une communauté au moment du contact avec les Européens (p. 152, 200).

Divisée en sept courts chapitres, la dernière partie, intitulée «Comment faire la preuve des droits autochtones sans dénaturer l'histoire», porte sur les enjeux de l'élaboration de la preuve en droit autochtone, notamment les preuves à caractère historique et anthropologique. L'auteur présente ici aux non-juristes comment fonctionne la preuve devant la Cour suprême. Celle-ci doit d'abord

être présentée au juge des faits, qui doit en évaluer la «force probante» (p. 195). Elle doit en outre s'inscrire dans un cadre juridique, c'est-à-dire que l'avocat doit démontrer l'existence du droit en question en vertu des critères précédemment établis par la Cour. Déterminer l'existence d'un droit ancestral, d'un droit issu des traités ou d'un titre indien devant la Cour suprême part souvent de «simples infractions pénales» (p. 209) impliquant des Autochtones.

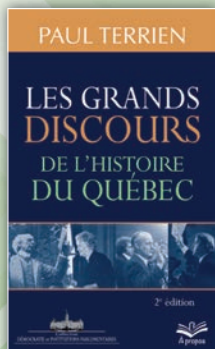
Outre les preuves à caractère historique ou anthropologique, les avocats peuvent aussi recourir à la tradition orale autochtone, qui est reconnue comme preuve depuis l'affaire Delgamuukw (1997). René Morin exprime toutefois une certaine réticence à travailler avec ce type de preuve, qui «repose sur des événements passés transmis de génération en génération» et peut «conduire à dénaturer les faits et par extension l'histoire» (p. 225). Pour illustrer ce «danger», l'auteur établit un parallèle entre la tradition orale autochtone et le personnage de Dollard des Ormeaux afin de démontrer que la tradition orale peut comprendre «un fonds de vérité», mais qu'elle «peut aussi s'enjoliver avec le temps et le passage des générations» (p. 226).

Cette association entre tradition orale et mythe de Dollard des Ormeaux laisse perplexe, car elle ne fait pas la distinction entre histoire et mémoire. Comme le démontre Patrice Groulx dans *Pièges de la mémoire* (1998), la bataille du Long-Sault et son héros consacré ont fait l'objet de nombreuses mises en récit qui ont cristallisé ce mythe identitaire de la nation canadienne-française (et ensuite, québécoise) au regard de l'Autre (soit les Amérindiens). Ces récits sont entre outre inséparables de mises en scène commémoratives qui se sont déroulées entre 1875 et 1960 et qui ont inscrit cet événement dans la mémoire collective.

La tradition orale autochtone est «le résultat d'un savoir sur le passé qui, parce qu'il



Dans la Collection



**Les grands discours de l'histoire du Québec**

Paul Terrien

ISBN : 978-2-7637-3684-6  
16.95 \$



**La souveraineté dans l'impasse**

Serge Cantin

ISBN : 978-2-7637-3921-2  
14.95 \$



Suivez-nous sur les réseaux sociaux

Presses de l'Université Laval  
[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

est hérité des générations antérieures, est un savoir collectif, un savoir partagé<sup>1</sup> ». Comme le souligne l'anthropologue Sylvie Vincent, la tradition orale à teneur historique est régie par des règles qui visent à assurer la stabilité du récit<sup>2</sup>. Pour que la contribution des traditions orales des Premières Nations à l'histoire du Québec (et du Canada) soit reconnue, il faut « admettre que plusieurs façons de concevoir le passé peuvent se côtoyer<sup>3</sup> ». Les traditions orales doivent être analysées en fonction de la culture et de la vision du monde des Autochtones.

En raison de l'évolution de la perception de la population canadienne vis-à-vis des Autochtones depuis une cinquantaine d'années, la Cour suprême porte aujourd'hui un autre regard sur leurs droits ainsi que sur les comportements que les autorités ont eus à leur égard dans les siècles précédents. L'auteur se questionne sur cette nouvelle « vérité juridique » au regard de l'histoire (ce qu'il désigne comme la « vérité historique »). Dans certains cas, comme dans celui du jugement Sioui de 1990, la Cour serait allée trop loin dans sa réinterprétation de l'his-

toire, en transformant un laissez-passer en traité. L'auteur considère également que la décision, dans l'affaire Côté (1996), d'appliquer au Québec l'article 35 de la Constitution protégeant les droits ancestraux ne tient pas compte de la pratique de non-conclusion des traités et de non-reconnaissance des droits ancestraux par les Français avant la chute de la Nouvelle-France. René Morin y voit des exemples de la judiciarisation de l'histoire, de réécriture de l'histoire par le droit (p. 196).

En conclusion, cet ouvrage constitue le témoignage d'un juriste qui s'est trouvé en première ligne durant cette période d'effervescence dans la reconstruction du droit des Autochtones au Québec et au Canada par la Cour suprême du Canada. Au terme de ses vingt-cinq ans de carrière, l'auteur livre son analyse des transformations qui sont survenues depuis les années 1970 et des décisions de la Cour suprême ayant un impact sur le territoire du Québec.

En définitive, l'auteur appelle le grand public, à qui il adresse son livre, à accroître leur sensibilité à l'égard des questions autochtones. Les principes dégagés par la Cour suprême doivent contribuer à modifier encore davantage les mentalités de la population et des institutions québécoises et fédérales à l'égard des Autochtones, car la « question autochtone n'est pas seulement juridique, mais aussi politique » (p. 253). ♦

1 Sylvie Vincent, « La tradition orale : une autre façon de concevoir le passé », Alain Beaulieu, Stéphan Gervais et Martin Papillon, dir., *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013, p. 78.

2 Ibid, p. 85

3 Ibid, p. 88

Engagée envers les créateurs d'ici.

**LA FABRIQUE CULTURELLE.tv**

Webster et Sophie Cadieux  
Ambassadeurs

#**LA FAB**

Télé-Québec

MICHEL LEBOEUF  
**PAROLES D'UN BOULEAU JAUNE**  
Québec, Éditions MultiMondes, 2018, 216 pages

C'est une formule qui a du succès et qui se répand. Même si on en apprécie l'efficacité narrative, on ne peut néanmoins réprimer totalement une certaine réticence à l'endroit de la formule qui, c'est inévitable, flirte un peu, beaucoup avec un anthropomorphisme qui peut devenir agaçant. Placé sous le signe de la fable, le dialogue avec l'arbre est néanmoins ici bien réussi. C'est une lecture qui s'inscrit bien dans le courant de vulgarisation que des ouvrages comme *La vie secrète des arbres* et *Arbres en lumières* (voir *Les Cahiers*, Printemps 2018) ont déjà brillamment illustré. C'est une façon fort agréable de prendre ou garder contact avec un domaine de connaissance appelé à jouer un rôle de plus en plus crucial dans les débats concernant notre façon d'habiter le monde, d'y redéfinir notre place dans le vivant et pour les vivants. L'arbre-héros trône dans le domaine forestier de l'auteur, quelque part dans la région de L'Assomption. Il est au centre de la narration, c'est le but de la déambulation du narrateur qui lui rend visite et prolonge à ses côtés le dialogue qu'il entretient avec ce que la forêt lui donne à voir, sentir et entendre.

Michel Leboeuf livre un récit captivant qui offre un tour d'horizon fort instructif des acquis récents de la biologie et des recherches écologiques. Les exemples abondent et ils sont livrés dans une langue claire, aussi riche que sensible. Les enjeux de connaissances y croisent les défis environnementaux et les choix de société avec un égal traitement à la fois très documenté et une efficacité pédagogique indéniable. La lecture nous tient toujours dans le concert des choses de la forêt, dans la vie grouillante du sous-bois aussi bien que dans la génétique de Vieux Jack, le bouleau, arbre-emblème du Québec, ou encore dans celle de son interlocuteur inventé. Inscrits dans les multiples variations du cycle des



saisons et de ses effets sur le paysage, les plantes et les bêtes, les anecdotes et les thèmes sont exploités et livrés avec un maximum de puissance évocatrice. Les analogies sont nombreuses et pertinentes, elles réussissent bien à créer le climat de complicité avec le promeneur dont on reçoit et partage réflexions et confidences.

Le récit ne serait pas aussi efficace s'il ne servait également à mieux révéler la subjectivité du fabuliste lorsqu'il se met en scène en citoyen inquiet et soucieux de ce qui arrive à son milieu. Protection de la biodiversité, préservation des habitats, menaces diverses et de plus en plus sombres sont ici abordées sans trop de lourdeur, mais se pointe dans le propos un certain moralisme qui peut être parfois agaçant pour qui se méfie du romantisme et des bons sentiments. Sa sensibilité de savant écologiste souffre parfois de l'ombre que lui font le moralisateur et la posture idéologique de l'environnementaliste. Mais cela ne gêne pas trop la lecture. On passe un très agréable moment à partager la promenade de l'auteur et les quelques points de divergence que sa fable peut inspirer ne suffisent pas à nous éloigner de l'arbre de la connaissance qu'il nous invite à caresser.

Robert Laplante  
Directeur des Cahiers de lecture

JEAN SOULARD ET BENOIT LAMARCHE  
**L'ADN DE L'ALIMENTATION QUÉBÉCOISE. NUTRITION-PRODUITS-RECETTES**  
Montréal, Les Éditions La Presse, 2018, 317 pages

L'emballage est trompeur. Couverture cartonnée, maquette et design attrayants, belles illustrations couleurs, l'ouvrage a tout pour mettre en appétit. Mais ni le gourmet ni l'amateur d'histoire de l'alimentation n'y trouveront de quoi se sustenter. Rien de robotique ici, c'est du léger. Du tellement léger qu'on se demande ce qui a bien justifié de céder à pareille facilité. L'engouement pour la cuisine et l'hédonisme gastronomique ne manquent pas de créer des occasions commerciales et cela suffit peut-être à expliquer qu'il s'agit ici d'une affaire d'appétit...

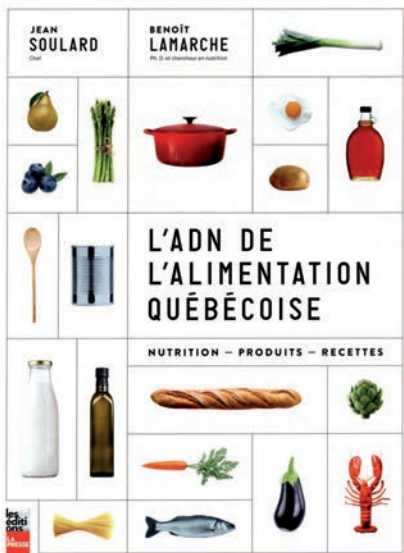
Le chef Jean Soulard est une figure médiatique bien connue, Benoît Lamarche, chercheur en nutrition ne l'est certainement pas du grand public, mais il apparaît ici comme la caution savante d'une entreprise franchement superficielle. Les capsules de présentation des aliments et des produits, les anecdotes historiques dont on les enrobe, les recettes qui sont présentées pour les mettre en valeur, tout cela tient de la

même confusion entre la simplicité et la facilité. Quand on fait référence à l'ADN, on renvoie au fondamental. On ne trouvera pas grand-chose de solide dans cet ouvrage qui puisse instruire vraiment. Que du manger mou pour l'intellect.

On veut bien reconnaître à l'ouvrage son ambition de vulgarisation, sa volonté de rester accessible pour un large public, mais ce ne devrait pas être un prétexte pour servir des généralités, pour offrir une lecture aussi superficielle de l'histoire de l'alimentation, des bases d'une nutrition saine et de ce qu'il faut savoir des aliments pour s'en faire des plats inspirés plus ou moins fidèlement de la tradition. Le ton gentil n'en reste pas moins prescriptif et les vertus qu'il prêche ne vont guère au-delà du sens commun et des connaissances usuelles ressassées dans les magazines et émissions culinaires. Quant aux recettes et conseils, tout franchement, il n'y a rien là pour impressionner le gourmand ou même stimuler l'apprenti cuisinier. Mais c'est toujours agréable à l'œil.

Au mieux le livre pourrait-il traîner dans les salles d'attente des cabinets de nutritionnistes, mais sans plus.

Robert Laplante  
Directeur des Cahiers de lecture



# Les Cahiers de lecture depuis 2007: 36 numéros, des centaines de recensions, des collaborateurs de tous les horizons



Tous les numéros sont en vente à la boutique: [actionnationalequebec](http://actionnationalequebec.com)

# L'ÉCOFÉMINISME EST AUSSI UN HUMANISME

Karine Castonguay

Professeure de littérature, Collège de Rosemont

CATHERINE BEAU-FERRON ET AL  
(COLLECTIF)

**FAIRE PARTIE DU MONDE.  
RÉFLEXIONS ÉCOFÉMINISTES**  
Montréal, Les Éditions du  
Remue-ménage, 2017, 176 pages

L'écoféminisme est un concept qui a d'abord surgi dans les années 70 en France, puis ailleurs dans le monde, et qui trouve de plus en plus adeptes au Québec ces dernières années. Quelques-unes ont collaboré au collectif *Faire partie du monde*. Titre accrocheur déployant un idéal rassembleur autant que le devoir d'engagement des individus envers la collectivité, «faire partie du monde» incarne aussi la motivation première des auteures du recueil, qui ont réfléchi à ce monde en tant qu'«écoféministes». Mot-valise réunissant les mouvements écologique et féministe, peut-on dire que l'écoféminisme forme, dans cet ouvrage du moins, un mariage heureux?

## DES FEMMES POUR SAUVER LE MONDE

Chacune des intervenantes dans le recueil établit sa propre définition du mouvement. Jacinthe Leblanc me semble être celle qui y parvient le plus clairement: «Alliant écologie sociale et féminisme radical, l'écoféminisme s'intéresse à la domination des femmes par les hommes et à la dégradation des écosystèmes.» (p. 88) Selon Marie-Anne Casselot, doctorante en philosophie, et Valérie Lefebvre-Faucher, éditrice militante, qui signent toutes deux l'introduction de ce recueil, «[l]es luttes féministes et écologiques semblent fonctionner en parallèle» (p. 9) dans le but de «comprendre le monde actuel et [d']essayer de le préserver» (p. 10).

L'écoféminisme est-il autant éco que féministe ou davantage féministe? S'il faut des femmes pour préserver le monde, il faut aussi des femmes pour le changer: voilà ce sur quoi, malgré la panoplie de propositions offertes dans ce recueil, s'entendent les intervenantes. Cette injonction est-elle moralisatrice, voire maternaliste me demandait un collègue? Pas du tout. En dépit de ce que l'Histoire retient d'elles – c'est-à-dire trop peu de choses – les femmes, par le biais de l'écoféminisme, s'engagent actuellement à faire partie de monde, elles aussi.

## L'ÉCOFÉMINISME DANS LE PAYSAGE QUÉBÉCOIS

Marie-Anne Casselot rappelle que la «prise de conscience écoféministe a des racines dans les mouvements altermondialiste, féministe et écologiste des dernières années» (p. 19). Elle fait ensuite l'étalage des différentes déclinaisons du mouvement dans le paysage québécois: spirituel, politique, pacifiste, théorique et antispéciste.

Les auteures de ce livre se réclament de la variante politique surtout, «proche des réflexions et actions des groupes d'écologie sociale» (p. 24), pour qui les inégalités collectives constituent la cause de la crise environnementale actuelle. Dans cette perspective, le capitalisme est un système économique abominable et injuste, car il encourage l'exploitation de la nature et maintient des rapports inégaux entre les sexes (le patriarcat) et entre les peuples (le colonialisme).

## L'OPTION ANTISPÉCISTE DE L'ÉCOFÉMINISME QUÉBÉCOIS

Les directrices de ce recueil contiennent mal leur fierté d'avoir pu récolter un texte d'Élise Desaulniers, directrice générale de la SPCA de Montréal, chercheuse indépendante et spécialiste de la question antispéciste au Québec. Le titre de sa réflexion suscite d'ailleurs la stupéfaction, tout comme l'ensemble du texte: «Donnez-leur des pipes et du steak». «L'idée, indique Desaulniers, c'est qu'il n'y a pas mieux qu'une entrecôte et une pipe pour rendre un homme heureux.» (p. 43) Elle attaque un stéréotype en usant de la caricature et dans une volonté, me semble-t-il, de provoquer les hommes, tout comme les femmes, de la perpétuation de cet état, pas aussi extrémiste dans les faits, mais toujours présent dans les discours: les animaux et les femmes existeraient pour combler le besoin de chair des hommes. Au-delà de la caricature provocatrice, Élise Desaulniers aborde la question en profondeur (en rattachant, par exemple, cette incorporation symbolique à une question de domination sociale) et sa réflexion ne peut laisser personne indifférent.

## L'ÉCOFÉMINISME PEUT-IL NÉGOCIER AVEC LA RÉALITÉ?

Tout au long du recueil, on sent que l'écoféminisme est présenté sur un ton optimiste, comme un modèle à suivre. Mais peut-on dire que l'idéal écoféministe

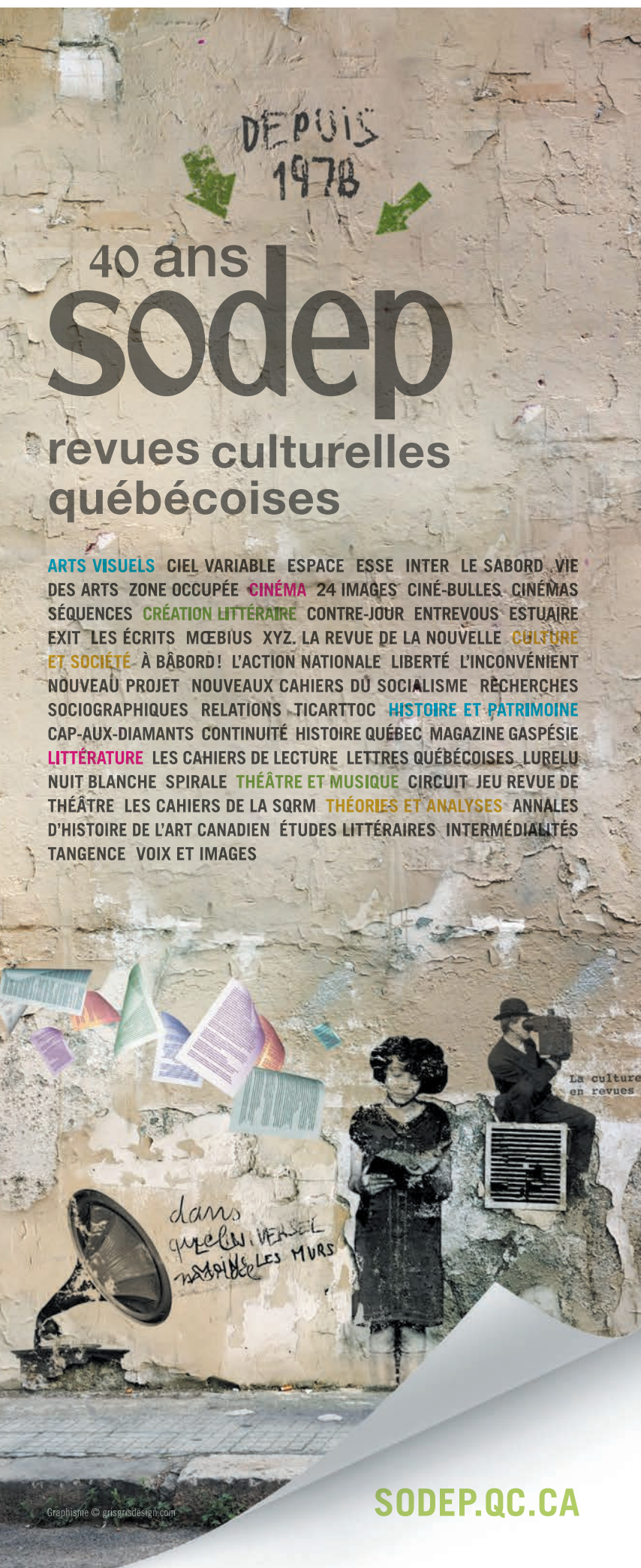


est viable dans la réalité? À l'instar d'Anna Kruzynski, qui a partagé son expérience municipaliste, Catherine Beau-Ferron et Maude Prud'homme, militantes actives, racontent toutes deux leur expérience. La première rapporte son expérience écoféministe de néorurale, tandis que la seconde rend compte de son expérience en tant que militante écoféministe.

Beau-Ferron mentionne que c'est motivée par un esprit de rébellion qu'elle a choisi le mode de vie rural, mais que, paradoxalement, c'est ce même choix qui lui a donné l'impression de devoir reproduire un modèle archaïque forcément sexiste: les femmes s'occupant des tâches à l'intérieur de la maison, tandis que les hommes, eux, se concentrant sur la vie extérieure. Comme il s'agit du seul modèle constitué depuis la nuit des temps, les humains seraient conditionnés à le suivre.

Prud'homme, pour sa part, caressait davantage un idéal lié au militantisme actif. Elle raconte que le «symptôme du héros» déclarant se battre pour la forêt (et donc pas pour la femme) est présent «en masse» dans les luttes écologiques. Les femmes n'y sont pas traitées de façon équitable et une archaïque division des tâches y subsiste là aussi, comme dans la vie rurale de Beau-Ferron: par exemple, les femmes semblent naturellement indiquées à prendre les notes pendant que les hommes, eux, s'expriment pour la cause. Sinon, ou bien elles subissent du «mansplaining», ou bien elles sont sollicitées pour «leur représentation», car il est de bon ton, de nos jours, que les causes ne soient pas tant défendues que représentées par des manifestants des deux sexes. Si les femmes sont sollicitées, c'est parce qu'elles sont surtout utiles. Au second plan, bien sûr.

Leurs expériences montrent l'aspect le plus trouble de la confrontation de leur idéal écoféministe à la réalité. Il semblerait que



## Écoféminisme... suite de la page 29

la théorie féministe et la pratique écologique forment donc un mariage pas très bien assorti à première vue. Les femmes doivent-elles alors y renoncer, ou encore tenter de le réaliser entre elles seulement? Beau-Ferron, moins à bout de souffle intellectuellement parlant que sa camarade, propose des solutions d'un meilleur vivre ensemble, à la fois écologique et harmonieux entre les sexes. De cette façon, les femmes font «partie du monde», ce monde en crise dans lequel elles veulent s'engager autant que les hommes.

## ÉCOFÉMINISME DANS UN MONDE EN CRISE

L'écoféminisme constitue, pour d'autres militantes, le rappel urgent que notre planète fait bel et bien «face à une crise écologique» (p. 87), comme le souligne Jacinthe Leblanc, titulaire d'une maîtrise en environnement et développement durable, et, ajoute Céline Hequet, doctorante en sociologie, «bien réelle, mais aussi réellement menaçante» (p. 120).

Valérie Lefebvre-Faucher, quant à elle, parle de «crise de reproduction» (p. 142), d'où l'emploi judicieux du terme «reproduction» plutôt que celui de «maternité», associé celui-là directement au sexe féminin. Au lieu d'isoler les femmes dans leur maternité en leur disant que c'est leur affaire, il devient nécessaire de continuer la mission féministe consistant à faire «éclater l'ordre familial, [à] le rendre plus juste, en élargissant la responsabilité du soin à tous» (p. 147). Cette idée rejoint celle de Beau-Ferron, dont il a été question auparavant. Élargir la responsabilité à tous ne signifie pas d'exercer un contrôle de la reproduction, c'est surtout prendre conscience que la parentalité ne concerne pas uniquement les femmes, mais tous les parents, sans égard au sexe. Cette idée rejoint celle de Beau-Ferron, dont il a été question auparavant.

En somme, si les écoféministes veulent s'engager davantage dans le monde extérieur, en faire partie, elles décrètent que les hommes doivent en faire autant, mais à l'intérieur. Cette affirmation rappelle celle des féministes de tout temps. Là où leur lutte joint celle des écologistes, c'est dans l'acte d'assumer cette responsabilité, parents de tous sexes, à assumer ensemble cette responsabilité envers notre progéniture, à qui on lègue la planète: «Les enfants ne nous appartiennent pas, renchérit Lefebvre-Faucher. Le monde non plus. Cela ne devrait jamais nous empêcher d'être lié.e.s à eux par un contrat réciproque, une responsabilité différée» (p. 154).

En dépit des durs constats dont elles parsèment leurs réflexions, les écoféministes de ce recueil conservent, pour la plupart, un espoir en l'avenir et certaines insufflent même un peu de magie à leur pensée. Question de survie.

## UTOPIE ÉCOFÉMINISTE?

Le recueil se termine avec le rêve de Pattie O'Green, blogueuse, horticultrice et docteure ès arts entre autres. Nous pouvons donc lire, entre les lignes de son récit onirique, que les changements sont possibles si l'on s'y met dès maintenant... Elle nous avise qu'il ne faut pas attendre qu'une catastrophe nous tombe dessus pour agir. «On a besoin de la nuit pour voir le jour» (p. 166), affirme-t-elle. C'est exactement ce que croient la majorité des écoféministes, celles ayant réfléchi pour ce recueil en tout cas: les crises qui secouent la planète et qui ont actuellement de graves conséquences sur l'état du monde et la situation des femmes participent à une période sombre exigeant des changements et l'adaptation nécessaires à une régénérescence autant écologique que sociale.

\*

L'écoféminisme forme-t-il, au final, un mariage heureux? Il n'y a pas d'amour heureux, écrivait Louis Aragon, mais des cœurs qui pleurent à l'unisson et, ajouté-je, qui unissent deux causes étant chères à ces écoféministes pour le bien de l'humanité. On peut alors affirmer, sans l'ombre d'un doute, que ce mouvement se veut aussi un humanisme, car s'il est d'abord déclenché par des femmes, il n'en demeure pas moins que les luttes qu'il défend concernent tout le monde. Du moins, ceux et celles qui veulent en faire partie. ♦

# LA CRISE? VIVE LA CRISE!

Chantale Lagacé

Professeure de sociologie au Collège Montmorency

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

## LA CRISE DE LA MASCULINITÉ. AUTOPSIE D'UN MYTHE TENACE

Montréal, Les Éditions du  
Remue-ménage, 2018, 320 pages

... l'homme construit la maison par sa force brute et la femme s'assure ensuite que l'intérieur soit joli (un «viriliste chrétien», cité p. 142)

Qui le nierait? Dans une société comme le Québec, le statut des femmes a progressé, surtout au plan juridique (l'égalité des droits étant acquise), mais aussi dans les domaines économique et politique. Pourtant, les progrès qui restent à faire s'accompagnent d'un discours devenu lieu commun et affirmant, sous diverses formes, ou bien que le statut des hommes est menacé, ou bien qu'il est d'ores et déjà devenu inférieur à celui des femmes qui domineraient dorénavant la société. Une lecture, même distraite, des fils de commentaires et autres médias dits sociaux donne un aperçu du catalogue des arguments invoqués, mais on les retrouve également, sous des formes plus ou moins virulentes, du côté des politiques, des médias dits traditionnels (y compris dans les succès d'édition de la psychologie populaire et chez des animateurs et des chroniqueurs qui en font un morceau de choix de leur fonds de commerce) et même dans des travaux académiques.

Francis Dupuis-Déri offre ici une synthèse critique de littérature qui met sérieusement à mal ce poncif politique. L'ouvrage «présente [le discours de la «crise de la masculinité»] dans l'histoire et l'actualité, s'intéresse à sa signification politique et sociale et à ses effets possibles sur le mouvement féministe et sur les rapports entre les hommes et les femmes.» (p. 30). On y retrouve des sources nombreuses et variées, dont plusieurs des analyses déjà présentes dans des publications antérieures de l'auteur notamment dans les deux éditions de *Le mouvement masculiniste au Québec* codirigées avec Mélissa Blais. Ceux qui s'intéressaient déjà à ce phénomène n'y trouveront donc pas tant de nouveauté à se mettre sous la dent, mais bénéficieront néanmoins d'un tour d'horizon très vaste et bien organisé. Les néophytes, pour leur part, auront accès à une excellente introduction (et plus) sur cette question.

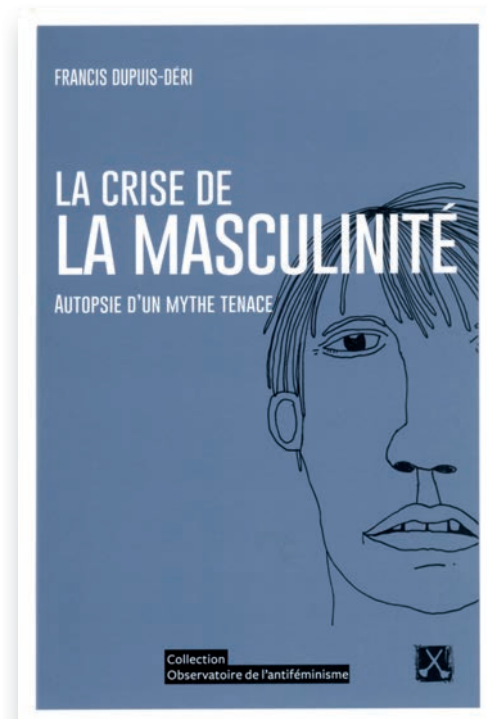
Reprenant une conclusion de Judith A. Allen, Dupuis-Déri pose, dans un premier

temps, que la «crise de la masculinité» correspond à un discours qui est largement démenti par les faits. Ainsi, ce qu'on appelle communément la «crise de la masculinité» n'est pas une crise réelle, mais bien plutôt un «discours de crise». C'est, pour l'auteur, le point de départ nécessaire pour comprendre la soi-disant «crise» et décrire adéquatement son contenu ainsi que ses fonctions sociales. Sont présentés quelques jalons historiques, à partir desquels on constate que l'histoire est traversée de remises en question des normes patriarcales, questionnements qui génèrent eux-mêmes, entre autres choses, des discours réactionnaires.

**La création des groupes d'hommes proféministes, dans les années 1960 et 1970, a été un tremplin pour la formation de groupes réactionnaires dans les décennies suivantes. En effet, les groupes proféministes offrent aux hommes un lieu de rassemblement et une organisation, dont une partie des membres, fortement centrés sur leurs expériences personnelles avec les femmes, développe un discours réactionnaire**

Au-delà des différences conjoncturelles, l'auteur identifie quelques caractéristiques fondamentales de ce discours de crise. Il s'agit d'un phénomène de réaction à des remises en question des normes patriarcales dans lequel on met l'accent sur la différenciation des sexes, qui mène le plus souvent à leur hiérarchisation, tout en dénonçant la féminisation prétendue de la société, toujours présentée comme un danger. Par conséquent, on propose de restaurer les identités traditionnelles de genre et les rôles sociaux qui leur correspondraient, comme dans le «bon vieux temps» (p. 75).

Le masculinisme actuel porte les thèmes classiques, ainsi que des préoccupations actuelles, à travers cinq objets de prédilection, dont l'auteur présente les grandes lignes et en fait une analyse critique par l'exposition des faits pertinents, des remarques sur les indicateurs utilisés et une mise en perspective. D'abord, la séduction où les femmes refusent ou contrôlent la sexualité masculine. Ensuite l'école, où les inégalités scolaires, défavorisant les garçons au profit des filles, seraient le résultat d'une trop grande féminisation du système, ainsi inadapté à la nature masculine. Puis vient le



suicide, qui serait dû à l'absence de modèles masculins et qui constituerait, selon certains, la forme masculine de victimisation des relations conjugales violentes. En effet, «Georges Dupuy, par exemple, explique que si l'on compare le nombre d'homicides conjugaux et de suicide des hommes provoqués par une rupture conjugale, «on ne peut pas dire qu'il y a plus de femmes tuées que d'hommes dans les conflits conjugaux, simplement les méthodes sont un peu différentes.»» (Dupuy, 2005, cité p. 241). Pour sa part, les modalités de garde des enfants lors de séparation favoriseraient les femmes, ce qui serait le résultat de la misandrie des tribunaux et de manipulations de la part des femmes. Enfin, la violence conjugale serait symétrique (autant d'hommes que de femmes seraient victimes de violence conjugale ou, les femmes sont aussi violentes que les hommes dans le cadre des relations conjugales). Les centres d'aide aux victimes seraient alors des lieux de lavage de cerveau féministe et les fausses accusations à des fins stratégiques (notamment pour obtenir la garde des enfants) seraient monnaie courante.

Ce discours s'exprime malgré toutes les données objectives sur le statut social supérieur des hommes: droit, pouvoir et influence, revenu et patrimoine, position sociale, sexualité, violence, etc. Il repose principalement sur des représentations subjectives (lettres et littérature d'époque, cinéma et autres fictions, discours personnels) qui font l'objet de généralisations abusives, plutôt que sur l'analyse des structures juridiques, politiques et économiques des sociétés concernées. Bien entendu, tous les porteurs de la «crise de la masculinité» n'adhèrent pas à l'ensemble de ces idées, ou y adhèrent à des degrés différents. Il reste que, puisqu'elles sont récurrentes et qu'elles

## Masculinité... suite de la page 31

s'additionnent, «[les] envolées lyriques et les théories farfelues au sujet de nos organes génitaux ne servent qu'à justifier l'accaparement des fonctions politiques, économiques, sociales et culturelles différentes et inégales pour les hommes et les femmes, qui ont pourtant les mêmes capacités *humaines*» (p. 159).

Cela finit par être très lassant de lire les comptes-rendus, autrement bien faits, de toutes ces affirmations gratuites et révoltantes. Il faut être reconnaissant à l'auteur d'avoir fait ce travail d'analyse et d'avoir su garder la tête froide pour en rendre compte rationnellement à travers une argumentation solide, de laquelle pointe parfois une saine mise à distance, notamment par des traits d'humour bien sentis et fort appréciés.

Hier comme aujourd'hui, ce discours vise à «rétablir des normes et des pratiques masculines hégémoniques, stables et immuables» (Traister, 2000, p. 287, cité p. 37). Sa fonction essentielle est de faire échec au féminisme. Il s'agit d'une invitation à intervenir, à réagir, souvent pour «discréditer et réprimer les forces contestataires, présentées comme la cause de la crise en question et donc comme une menace à l'ordre social» (p. 41).

De l'idée, portée entre autres par les groupes d'hommes proféministes des années 1970 (tendance qui demeure parmi les groupes d'hommes, mais qui est nettement moins audible que celle du masculinisme) et formulée dans un article de 1971 voulant que «les privilèges masculins soient en fait de véritables carcans pour les hommes qui doivent s'en émanciper» (p. 129), à celles qui sont véhiculées par sa fraction masculiniste, qui constitue une grande partie du mouvement des hommes depuis les années 1980, la différence est énorme. Pourtant, nous explique Dupuis-Déri, la création des groupes d'hommes proféministes, dans les années 1960 et 1970, a été un tremplin pour la formation de groupes réactionnaires dans les décennies suivantes. En effet, les groupes proféministes offrent aux hommes un lieu de rassemblement et une organisation, dont une partie des membres, fortement centrés sur leurs expériences personnelles avec les femmes, développe un discours réactionnaire et se détache des groupes proféministes, mouvement accentué par le conservatisme exacerbé des années 1980. Comme quoi on comprend beaucoup mieux les représentations et leur diffusion en tenant compte du contexte organisationnel qui les soutient.

Justement, pour Dupuis-Déri, le discours masculiniste constitue une occultation de «la réalité institutionnelle et matérielle». En effet, il s'appuie sur des images ou des représentations des hommes et non pas sur la réalité économique ou politique où les femmes sont encore en situation d'infériorité. Par ailleurs, et c'est particulièrement vrai des thèmes de la paternité et de la violence conjugale, les discours de crise de la masculinité ont tendance à se concentrer sur des cas d'hommes souffrants et de relations particulièrement conflictuelles, bref à psychologiser les questions sociales, ce qui «permet d'éviter "l'analyse politique" de tous ces meurtres

de femmes qui surviennent pourtant de manière si régulière. "La psychologisation est donc, en substance, une tactique de *dépolitisation*, chargée de maintenir le *statu quo* et de renforcer le pouvoir dominant"» (Romito, 2006, p. 122, citée p. 278).

On invoque souvent les problèmes économiques vécus par des hommes comme explication de la résurgence des thèmes masculinistes. En fait, pour Dupuis-Déri, les problèmes économiques (qui ne sont pas l'apanage des hommes, nous rappelle-t-il) sont, en fait, utilisés dans les discours sexistes pour faire des femmes les boucs-émissaires de l'histoire. Le sous-entendu masculiniste est en ce cas que les emplois appartiennent aux hommes et qu'un emploi qui n'est pas occupé par un homme a fait l'objet d'un vol. L'auteur souligne qu'on peut faire la même analyse s'agissant du discours raciste. L'économie n'est donc pas une explication adéquate, car c'est le rapport de domination qui est en jeu. La notion d'*entitlement* éclaire utilement ce phénomène, en effet, «Kimmel note que les problèmes économiques des hommes blancs leur apparaissent comme un crime de lèse-majesté. Comme des aristocrates, ils pensent avoir droit à des privilèges du simple fait qu'ils sont nés hommes et blancs : droit à un bon emploi et un bon salaire, à une maison et une grosse voiture, droit à une épouse qui s'occupe d'eux, etc.» (p. 201).

Et, faut-il le rappeler, le monde économique, comme le monde politique, sont dirigés, encore et toujours, principalement par des hommes, ce qui se vérifie aisément en termes de nombre et de qualité des positions occupées. Les femmes (et les membres de groupes racisés) portent donc le chapeau pour des décisions prises dans des organisations qu'elles ne contrôlent pas.

«Il est incorrect d'attribuer aux femmes la perte de pouvoir [des hommes]. C'est plutôt du fait du capital que les hommes et les femmes ensemble ont perdu de leur pouvoir.» (Heartfield, 2002, p. 49, cité p. 209, traduction de Dupuis-Déri)

En définitive, le discours de la «crise de la masculinité» ratisse trop large pour avoir force descriptive ou explicative, en plus d'être en contradiction avec les faits établis concernant la question de la hiérarchie des positions sociales. On y exagère l'influence des femmes, on y néglige que les positions de pouvoir sont encore à forte prédominance masculine et que les femmes ont, encore, la responsabilité principale des tâches domestiques et familiales, qui ne constituent ni capital, ni pouvoir, au contraire. De plus, cette idéologie mine les revendications égalitaires des femmes et revalorise la masculinité hégémonique. Pour Dupuis-Déri, ce qui est en crise, ce n'est donc pas la masculinité, mais la légitimité de cette domination, d'où la résurgence de ce discours réactionnaire. Et l'auteur de conclure :

En termes de justice et d'injustice, le problème aujourd'hui n'est pas que la masculinité soit en crise, mais bien qu'elle ne le soit pas encore. Cette crise qui n'est pas encore là, les femmes l'ont trop longtemps attendue, puisque nous y avons trop longtemps résisté. Il est donc temps d'arrêter de discourir sur la crise de la masculinité, et de tout faire pour qu'elle advienne, enfin (p. 312). ♦

# érudit

Les Cahiers de lecture  
sont accessibles sur la  
plate-forme Érudit  
[erudit.org/fr/revues/lecture/](http://erudit.org/fr/revues/lecture/)

# LE CONSERVATISME N'EST PLUS CE QU'IL ÉTAIT

Martin-David-Blais  
Université Saint Paul, Ottawa

RAFAEL JACOB ET JULIEN TOURELLE (DIR.)  
**LE CONSERVATISME À L'ÈRE TRUMP**  
Québec, Presses de l'Université du Québec, 2018, 129 pages

Voici un petit livre qui propose un court état de la question sur le conservatisme aux États-Unis et les transformations qu'il a connues depuis l'avènement du Tea Party et la prise du pouvoir par Donald Trump. L'ouvrage est court, semble rédigé assez rapidement et ressemble fort à la mise en forme d'un colloque sur la question; il offre néanmoins plusieurs synthèses utiles, surtout pour qui n'est pas très familier avec la politique américaine.

L'ouvrage apporte des synthèses réussies sur les questions suivantes: 1) la diversification et la spectaculaire radicalisation des idées conservatrices au cours des dernières décennies; 2) la transformation du Parti républicain (qui a perdu de son homogénéité traditionnelle et vécu l'entrée brutale en son sein de courants populistes en rupture avec ses orientations classiques); 3) l'évolution mouvementée des médias d'information; 4) le développement et le fonctionnement des *think tanks*.

On y voit bien que, sur le terrain des croyances et convictions, beaucoup de choses ont changé. Notamment: l'expression forte de plusieurs à vouloir se débarrasser des establishments ou le refus des institutions politiques et commerciales internationales qui est porté par plusieurs segments. On y voit bien aussi que l'action des mouvements politiques est bouleversée par l'entrée en scène de nouvelles communautés de partisans, plus radicales qu'autrefois, et l'adoption de formes d'actions politiques en rupture avec tout ce qui se faisait jusqu'alors.

Le livre a de grandes qualités. La première est qu'il aborde la question des idéologies en délaissant cette approche traditionnelle qui consiste à ne regarder que les penseurs. Dans ce collectif, le conservatisme n'apparaît pas comme l'application de grandes idées développées par quelques éminents théoriciens; on le présente plutôt comme un phénomène social en constante évolution qui se déploie dans toutes sortes de secteurs de la vie américaine. Prendre acte de cela augmente considérablement la tâche des chercheurs, mais rend leur contribution beaucoup plus pertinente – bien qu'elle puisse apparaître moins achevée.

Autre grande qualité du livre: le refus de l'essentialisme. Les auteurs ne supposent pas qu'il existe une sorte de matrice universelle et stable du conservatisme comme on fait dans bien livres sur les idéologies politiques. Classiquement, le conservatisme était vu grosso modo comme un point de vue élitiste attaché à l'ordre, aux hiérarchies et aux traditions, se méfiant absolument du peuple et opposées aux actions politiques menées au nom du progrès.

**Dans ce collectif, le conservatisme n'apparaît pas comme l'application de grandes idées développées par quelques éminents théoriciens; on le présente plutôt comme un phénomène social en constante évolution qui se déploie dans toutes sortes de secteurs de la vie américaine. Prendre acte de cela augmente considérablement la tâche des chercheurs, mais rend leur contribution beaucoup plus pertinente – bien qu'elle puisse apparaître moins achevée.**

Dans ce livre, on ne voit pas comme une contradiction dans les termes le fait que des courants politiques se revendiquant du conservatisme puissent se dire révolutionnaires ou proclamer un intense refus des élites de Washington. On accepte en pratique que l'appellation «conservatisme» puisse désigner des mouvements politiques et des courants d'idées très différents et des sensibilités contradictoires. Encore une fois, un tel parti pris peut donner lieu une impression de travail incomplet, mais cela vaut mieux que de rechercher artificiellement une sorte d'ADN du conservatisme américain ou autre. Du reste, le livre montre fort bien qu'entre conservateurs les oppositions abondent pour ce qui concerne un ensemble de croyances fondamentales: elles portent notamment sur la place des élites, la *raisonnabilité* du peuple, la dangerosité de la nature humaine, la place de l'État ou encore le rôle des États-Unis dans le monde.

Et puis, ce qui n'est pas désagréable du tout, les auteurs du collectif accordent une place assez limitée à Donald Trump. Ce qui est cohérent avec le parti pris de départ: embrasser un phénomène social et politique à la fois large et multidimensionnel. Il reste que le chapitre rédigé par Rafael Jacob sur le positionnement du Parti républicain lors de la dernière campagne présidentielle est fort réussi.



Après lecture donc, on ressort avec passablement d'idées sur ce qui est advenu depuis l'époque du reaganisme, mais on ne peut s'empêcher de juger qu'il s'agit là d'une sorte de *primer* comme on dit en anglais. Les topos sont efficaces et clairement rédigés; par contre, l'analyse ne va jamais très loin et trop de questions ne sont pas abordées.

On ne trouvera pas dans ce livre de schémas explicatifs tant soit peu larges qui chercheraient à lier la transformation de la société à l'évolution des mouvements et idéologies politiques. On ne trouvera pas de développements sur les possibles impacts de la relative désindustrialisation des nations occidentales au cours des cinquante dernières années, un vaste processus qui s'est accompagné de la numérisation de l'économie. On ne trouvera pas grand-chose non plus sur les conséquences des nouvelles formes de pauvreté. Dans la même veine, on se surprend un peu que plusieurs autres questions majeures n'aient guère été traitées. Notamment: le fonctionnement (ou dysfonctionnement, selon le point de vue) des institutions politiques fédérales par exemple; le poids des églises et de la religion; les questions démographiques avec ce que cela signifie en termes de rapports ethniques et interraciaux; les rapports entre l'urbanité et la ruralité.

Bref, voici un petit livre utile et tout à fait intéressant. Mais on souhaite plusieurs suites tant il y a à dire et à couvrir. ♦

LAIA VICENS ET XAVI TEDÓ

**OPÉRATION URNES. L'ORGANISATION CLANDESTINE DU RÉFÉRENDUM CATALAN**

Québec, Septentrion, 2018, 192 pages

**L**aia Vicens et Xavi Tedó ont produit un document sur l'organisation et la tenue du référendum sur l'indépendance de la Catalogne il y a un an. Ils offrent une masse considérable de témoignages sur les opérations menées par des centaines, des milliers même, de militants de l'ombre, et ce, malgré les interdits de l'État espagnol et les actions policières. On doit à Michel Roberge d'avoir fait la traduction du livre très peu de temps après sa publication.

Il s'agit d'une suite de descriptions méticuleuses de segments d'opération que l'on a menés avec précision et dans une très grande discrétion. La clandestinité était une nécessité absolue vu la détermination de Madrid d'empêcher la tenue du scrutin. On raconte donc par le menu la production des boîtes de scrutin : non seulement fallait-il les produire dans le plus grand secret (en Chine au demeurant) et réussir à les acheminer à temps, il fallait en outre faire en sorte de les protéger des raids policiers et de les distribuer au moment du vote à travers toute la Catalogne sans se faire intercepter. Il en va de même pour l'impression et la distribution des bulletins ou la réservation des salles de votation. On ne peut qu'être ému de voir le sens de responsabilité de ces milliers de militants qui ont dû vivre avec la pression de la clandestinité et la peur constante des arrestations. On est aussi impressionné par toute cette intelligence pratique déployée sur le terrain pour rendre opérationnel un plan général très complexe. Les témoignages font état de plans B et C en cas d'imprévu et racontent de toutes sortes d'incidents appelant des solutions immédiates.

Ce qui me semble saisissant dans ces récits, c'est que personne ou presque n'a d'entraînement à la clandestinité et qu'il aura fallu à chacun et chacun comprendre avec précision toutes les composantes de sa tâche... tout en apprenant à se méfier constamment de ses propres habitudes et maladresses. Tout aussi saisissante est la présence d'un constant effort de discipline et de coordination, accepté comme une nécessité que l'on ne saurait contester. Plus étonnant encore est cet extraordinaire paradoxe qui consiste à maintenir clandestine l'orga-

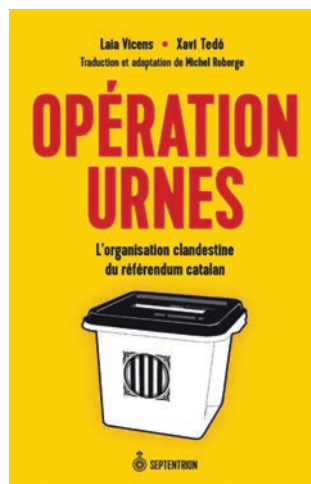
nisation d'un référendum qui, lui, par définition, doit être absolument public et populaire.

L'ensemble de témoignages qui nous est offert m'a paru très instructif. On a un peu l'habitude de concevoir les grands événements comme étant le résultat des actions des grands acteurs. De deux choses l'une alors : ou bien on pense aux personnages dits historiques, les Lénine et Churchill de ce monde, à qui on attribue tout le crédit, ou bien on voit un peuple en marche comme si c'était des personnes unifiées et résolues. Le livre montre bien que la tenue du scrutin du 1<sup>er</sup> octobre 2017 est le résultat de la détermination inébranlable de plusieurs milliers de personnes et de leur gigantesque déploiement de discipline et d'intelligence pratique. Comme le disent d'entrée de jeu les deux auteurs, il y a quelque chose de miraculeux dans tout ça. On pense dans la foulée aux actions de la résistance dans l'Europe en guerre, à NSZZ-Solidarno pendant l'état de guerre, etc. On comprend qu'un épisode historique comme le référendum de l'an dernier est à la fois grandiose et contingent : grandiose parce que le secret et la coordination ne se sont pas démentis ; contingent parce qu'il a fallu l'adhésion forte et indéfectible de toutes ces personnes tant à la cause de l'indépendance qu'au modus operandi rigide et exigeant que l'opération imposait.

En refermant le livre, je n'ai pas pu m'empêcher de penser que Mariano Rajoy et cie ont dû, au cours de la dernière décennie, se montrer d'une intransigeance immense, doublée d'une arrogance tout aussi démesurée pour avoir suscité une telle volonté de fer chez tant de gens semblables à vous et moi. Rien ne les prédestinait à cacher des urnes dans des entrepôts secrets, à affronter la peur des policiers et à s'appliquer à déjouer les manœuvres des services de sécurité d'État.

Martin David-Blais

Université St-Paul



JULIA POSCA

**LE MANIFESTE DES PARVENUS. LE THINK BIG DES PENSE-PETIT**

Montréal, Lux Éditeur, 2018, 152 pages

**V**oici un pamphlet jubilatoire pour quiconque est mentalement saturé par l'idéologie de l'argent et moralement épuisé de constater ses dégâts et le déni dont ils font l'objet. Il nous offre aussi des moyens intellectuels de livrer la nécessaire bataille que ces fléaux appellent.

Par morceaux choisis et par recours à la parodie, Julia Posca procède à une analyse de discours qui lui permet de reconstituer les idéologèmes les plus courants du discours économique dominant. Elle dégage et décrit ainsi « Six commandements » guidant l'élite dirigeante actuelle et ses porte-étendards, chroniqueurs et animateurs en tête : 1) « L'argent tu honoreras » ; 2) « À plus petit que toi, tu ne t'intéresseras pas » ; 3) « Une économie de dirigeants tu bâtiras » ; 4) « Par l'impôt tu ne te laisseras pas dérober » ; 5) « Le Bien, tu convoiteras » ; 6) « La réalité de la vie, c'est l'entreprise privée ».

Suite à cette description, l'auteure présente quatre pistes d'analyse, sous forme de « leçons », qu'elle suggère d'en tirer : 1) que la représentation du pouvoir à l'effet que le progressisme et l'écologisme dominant le monde est une fausseté qui occulte le réel pouvoir ; 2) que l'élite, par réformes économiques et politiques successives, a liquidé et délégitimé les acquis des luttes sociales antérieures, qui, entre autres choses, permettaient d'alléger le poids de la détermination sociale sur les parcours des individus ; 3) que les élites s'enrichissent fortement et placent le reste de la population dans des positions de précarité et d'insécurité grandissantes, tout en l'enjoignant de « se conformer au changement », ce qui équivaut à « s'adapter aux besoins des puissants » (p. 128) ; 4) que l'élite affiche ses privilèges sans complexes et méprise le reste de la population.

Pendant ce temps, conclut Posca, la démobilité sociale et la propagande néolibérale ayant fait leur œuvre, la population se divise en factions, souvent non significantes au plan politique (les *lifestyles* notamment), accusant la faction constituée en rivale (l'écologiste, le gauchiste du plateau ou, pire, le syndicaliste, le bénéficiaire de l'aide sociale, le chômeur, etc.), plutôt que l'élite du pouvoir, d'être à l'origine de ses malheurs et d'accaparer une trop grande part du gâteau (dont on souhaite, par ailleurs, qu'il croisse à l'infini). Ce qui laisse le champ libre à l'élite pour s'enrichir et poursuivre les réformes qui affaiblissent sans cesse le bien commun, à son profit, tout en présentant ses membres comme les agents du progrès, invoquant le sacro-saint « changement ». On sort de cette lecture en se rappelant cette « vieille » chanson : « Chaque fois que l'on tente de nous humilier, de rire de nous autres, c'est le dicton que l'on scande : nous autres on rit jusqu'à banque » (Zébulon [1996], « Banque », *L'œil du Zig*, Audiogram).

Bien que l'humour soit souvent un lieu de dépolitisation, le procédé décapant employé par l'auteure n'enlève rien, au contraire, au sérieux et à la nécessité de son propos. Il met plutôt en lumière les excès de notre culture politique et économique qu'éclaire à nous en aveugler la campagne électorale en cours au moment de rédiger ces lignes.

Chantale Lagacé

Professeure de sociologie au Collège Montmorency



## LA SACRALISATION DU PEUPLE

Françoise Bouffière  
Orthopédagogue

MANON MASSÉ (AVEC LA COLLABORATION  
DE JÉRÉMIE BÉDARD-WIEN)

**PARLER VRAI**

Montréal, Écosociété, 2018, 171 pages

**J**e me suis trouvée, le temps d'une station de métro, très près de Manon Massé. Étrange femme, solide comme un roc, une personnalité ancrée dans une singularité totalement acceptée et offerte à tous sans compromis. Son affirmation m'a impressionnée au-delà de tout ce que j'avais entendu à son sujet. Est-ce pour cela que j'ai accepté de faire la recension de ce livre? Est-ce parce que je partage avec elle un vieux fond de catho-gauchiste tout en jugeant ses positions à l'encontre de tout bon sens politique? Peut-être?

Curieux livre que ce *Parler vrai* qualifié par son auteure de «récit d'un parcours»; un récit qui tente d'éviter l'autobiographie et la déclinaison du programme de Québec solidaire sans y parvenir. Que veut faire son auteure en publiant un texte écrit avec la collaboration du responsable des relations publiques et des communications internes chez Québec solidaire à quelques mois des élections? S'il s'agit de dépasser les images caricaturales que la différence de Manon Massé enferme dans des perceptions et des préjugés stériles, c'est réussi. Pour le reste, on nage en pleine propagande.

L'essai vise dans un premier temps en effet à faire connaître et à reconnaître cette femme qui nous parle de sa famille, de sa formation: des études en théologie, ce qui ne me semble pas une formation suffisante pour prétendre occuper un poste de première ministre. L'étendard du féminisme y est brandi allègrement et l'essayiste affirme avec simplicité son orientation sexuelle sans s'y attarder.

Manon Massé a grandi à Windsor, à l'ombre de la Domtar, puis à Boucherville. Adolescente, elle passe ses journées au local de la pastorale où, dit-elle, «il existait encore un courant progressiste fort, influencé par la théologie de la libération, au sein du clergé québécois: un espace pour examiner les rapports de force qui animent notre société à la lumière des évangiles. C'est l'école de Madeleine Parent, de Michel et Simonne Monet-Chartrand, tous et toutes formées à l'analyse critique à travers la foi» (p. 29). Ce passage est fondamental pour comprendre les engagements de l'auteure au sein d'organismes communautaires, comme sa participation à «la saison des marches» où Manon Massé rencontre Françoise David qui scelle son orientation à l'extrême gauche de

l'échiquier politique et la conduit jusqu'à son assermentation le 2 mai 2014.

Voilà pour l'autobiographie. Le dogme maintenant. *Parler vrai* pour Manon Massé, c'est parler des pauvres, de tous ceux que les gouvernements laissent à la traîne. C'est parler de son indignation face aux injustices faites aux femmes, aux homosexuels et à tous ceux qui se démènent pour trouver leur place dans la société ou simplement joindre les deux bouts: «Mon combat, c'est un combat de classe; je lutte contre les inégalités, pour la justice sociale, et j'accompagne les pauvres dans ces luttes, merci bonsoir» (p. 44). Voilà ce qui change du discours sur la classe moyenne et renvoie à une vieille idéologie de lutte de classe où l'on promet de «changer les règles du jeu qui favorisent constamment l'establishment au détriment du bien commun» (p. 83). Mais comment favorise-t-on le bien commun? Manon Massé se contente de formuler une série de promesses: gratuité scolaire, imposition d'un revenu minimum garantie, reconnaissance du droit à l'autodétermination des 11 peuples autochtones situés sur le territoire du Québec, fin de l'exploitation du pétrole, abolition de la rémunération à l'acte pour les médecins, assurance dentaire publique et universelle.

**Il ne suffit pas de dénoncer des inégalités criantes pour sortir de la misère ceux trop nombreux qui en souffrent; on attend en effet d'un futur chef d'État un programme économique solide soutenu par une réforme de la fiscalité, une vision du développement du territoire, de la création d'emploi, etc.**

La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques tient à «Ne laisser personne derrière», comme le titre un des chapitres de l'essai. Bravo, mais comment? Il ne suffit pas de dénoncer des inégalités criantes pour sortir de la misère ceux trop nombreux qui en souffrent; on attend en effet d'un futur chef d'État un programme économique solide soutenu par une réforme de la fiscalité, une vision du développement du territoire, de la création d'emploi, etc. *Parler vrai* laisse, à ce sujet, le lecteur sur sa faim en optant pour des formules creuses qui le noient dans un populisme de mauvais aloi et versent dans la propagande. En effet, on a beau être pour la vertu et partager avec cette candidate au poste de première ministre un souci de justice et d'équité, que penser de ce



qui ressemble à une pensée magique quand celle-ci affirme vouloir donner le pouvoir au peuple? Qui est ce peuple présenté comme une unité et non comme un ensemble de différences? Manon Massé n'ose pas utiliser le mot «prolétariat», certes d'autres se sont déjà emparés du terme avec des rêves de révolution dont les conséquences ont été tragiques, il est pourtant en filigrane dans tout le livre. Que penser également du discours de l'auteure sur la question nationale que la constituante prétend tout régler: «Quand les élu. e. s de l'assemblée constituante achèveront leur travail de rédaction du projet de constitution du pays du Québec, je suis convaincue qu'on va mettre ce pays-là au monde» (p. 156). Le peuple en question a déjà dit non deux fois par référendum, mais Manon Massé soutient que «tout est dans la manière» en avouant rêver «qu'on demande plutôt aux jeunes, aux immigrants et aux immigrantes, aux Premières Nations, aux partisan. e. s de la première heure comme à ceux et celles qu'on n'a jamais réussi à racrocher: on y va pourquoi?» (p. 154)

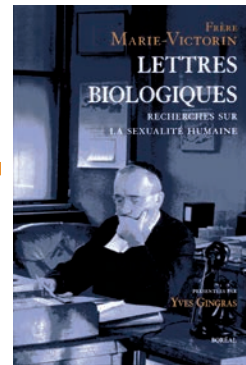
J'avoue avoir été stupéfiée par l'idéalisme de Manon Massé; agacée et attristée par les tirs sur le Parti québécois, l'acharnement contre Lucien Bouchard en guise de critique de la droite du PQ, un parti qu'elle s'emploie à avaler; insultée par les accusations infondées sur l'aspect revanchard des motivations des indépendantistes. Que penser des partis d'extrême gauche qui offrent sur un plateau d'argent le pouvoir à la droite, voire l'extrême droite dans certains pays, privant les plus démunis des mesures sociales dont ils ont grand besoin? Que penser de l'intransigeance de Québec solidaire incapable de compromis, incapable d'amener le parti à converger avec le Parti québécois dont il cherche à tout prix à se distancer par peur de disparaître? On attend d'un leader qu'il rassemble et respecte la population dans toutes ses divergences. Est-ce le cas?

Je constate que ce petit livre assez facile à lire occupe la première place au box-office des essais les plus vendus. L'est-il parce que la personne de Manon Massé attise la curiosité? L'est-il parce que les lecteurs ont réellement envie d'entendre ce que la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques leur propose? ♦

FRÈRE MARIE-VICTORIN

**LETTRES BIOLOGIQUES. RECHERCHES SUR LA SEXUALITÉ HUMAINE, PRÉSENTÉES PAR YVES GINGRAS**

Montréal, Boréal, 2018, 276 pages



Pendant une dizaine d'années entre décembre 1933 et avril 1944, Marie-Victorin et Marcelle Gauvreau ont échangé des lettres dans lesquelles ils se sont fait part de leurs recherches, de leurs connaissances et de leur expérience de la sexualité. Ils se sont écrit parce qu'ils savaient qu'aucun des deux, jamais, ne dévoilerait l'existence ni le contenu de cette correspondance. D'ailleurs, les originaux des lettres de Marcelle Gauvreau semblent avoir été détruits. Mais la scientifique a conservé ses copies au carbone et ses brouillons manuscrits, pas encore accessibles à la consultation, ainsi que les lettres de Marie-Victorin. Que l'historien Yves Gingras publie celles-ci m'est d'abord apparu comme un grave viol de leur intimité, et il m'a fallu du temps pour me décider à les lire. J'ai bien fait de finalement m'y résoudre.

Alors que dans le Québec et les sociétés occidentales d'aujourd'hui, plus aucune contrainte sociale – si même il en existe encore – ne peut empêcher deux personnes qui s'aiment de partager leur sexualité, non seulement tel n'était pas le cas dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, mais à ces contraintes Marcelle Gauvreau et Marie-Victorin consentaient sans réserve. Vivre la sexualité à deux ne leur paraissait acceptable que dans le cadre du mariage, si bien qu'aucun des deux n'a jamais tenté vers l'autre ni un geste, ni même un mot qui aurait pu exprimer ou encourager le désir, alors même qu'ils savaient qu'ils s'aimaient. C'est sans doute la plus grande différence culturelle qui existe entre nous et ces deux esprits libres.

Au-delà des longues descriptions techniques des organes sexuels ou des réactions physiologiques qui surviennent pendant l'activité sexuelle, les lettres de Marie-Victorin permettent de découvrir un homme pour qui la sexualité est une composante naturelle et essentielle de l'être humain, et qui encourage sa compagne à la considérer ainsi, ce à quoi elle semble tendre par elle-même de toute façon. Ce ne sont pas eux qui, malgré l'interdiction absolue de sexualité faite par leur époque aux religieux et aux célibataires, cultivent une conscience coupable de leur intérêt pour la chose ni du plaisir qu'ils en tirent, et ce d'autant plus qu'ils réussissent à s'en tenir à une attitude proprement scientifique; attitude qui, autant qu'on puisse en juger de l'extérieur, n'apparaît pas de façade ou d'autoprotection, mais bien telle quelle, tout simplement. Sauf le coït,

Marie-Victorin ne s'interdit rien, surtout à Cuba où il passe quelques années à la fin de sa cinquantaine. Malgré sa largeur d'esprit, on se demande comment il aurait réagi si Marcelle Gauvreau avait fait, ou voulu faire, ou pu faire comme lui, mais ce ne fut pas le cas. En effet, malgré toute la liberté que le religieux encourage à prendre la jeune femme, on ne peut que remarquer la discrète pression à la fidélité qu'il exerce sur elle, notamment quand il lui répète tout le bien que lui fait sa présence et qu'il l'appelle à l'occasion son «épouse spirituelle». Cela dit, leur correspondance montre par ailleurs à quel point Marie-Victorin a soutenu, encouragé et valorisé la vocation scientifique de Marcelle Gauvreau.

Dans sa solide introduction, Yves Gingras insiste lui aussi sur le «regard savant» que pose Marie-Victorin sur la sexualité et il rappelle que ce n'est pas seulement dans le Québec catholique des années 1930 et 1940 que cela était assez inconcevable: l'entomologiste américain Alfred Kinsey a subi les foudres de ses confrères et ce n'est qu'une vingtaine d'années après qu'il l'ait écrit que le fameux rapport Kinsey fut publié. Gingras souligne en outre que le vœu de chasteté n'est pas facile à honorer et que bien des prêtres et des religieux n'ont pu y parvenir qu'en pouvant compter eux aussi sur une présence féminine dans leur vie, une amie à qui écrire et qui leur donnait accès à un autre monde que celui seulement masculin qui était le leur. C'est d'ailleurs en bonne partie parce qu'il juge la mixité essentielle à l'équilibre psychique que Marie-Victorin se prononce très tôt en faveur de la coéducation des garçons et des filles dans les mêmes écoles et les mêmes classes, en faveur aussi d'une franche éducation sexuelle des adolescents et des adolescentes, sans moralisme. Les lettres que s'écrivent Marie-Victorin et Marcelle Gauvreau participent d'ailleurs, selon Gingras, de cette «éducation mutuelle» à la sexualité qu'ils font l'un de l'autre. L'historien fait de ces deux-là, avec raison, des scientifiques et des croyants qui ont réussi à ne pas s'encombrer des prescriptions scientifiques, morales et sociales de leur temps.

Lucia Ferretti

Chef de pupitre, Histoire et culture

**Dix numéros par an depuis 100 ans!**

L'Action nationale. Mieux comprendre pour mieux agir.



# L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE, VOUS CONNAISSEZ ?

Guy Laperrière

Professeur retraité, Université de Sherbrooke

ÉTIENNE LAPOINTE ET CATHERINE FOISY  
(DIR.)

**CHEMINS DE LIBÉRATION,  
HORIZONS D'ESPÉRANCE.  
UNE ANTHOLOGIE DE  
L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE**  
Montréal, L'Entraide missionnaire,  
2018, 657 pages

Un des points les plus méconnus de l'histoire du Québec est l'importance des missionnaires québécois au 20<sup>e</sup> siècle. C'est dans ce domaine que se développent actuellement les travaux les plus stimulants en histoire religieuse. Deux chercheuses, France Lord et Chantal Gauthier, ont ouvert la voie avec leurs histoires novatrices des deux principales communautés missionnaires: les Sœurs missionnaires de l'Immaculée-Conception (2008) et les Franciscaines missionnaires de Marie (2014). Catherine Foisy a pris le relais avec sa thèse sur l'expérience québécoise des missions entre 1945 et 1980 (2017). Et voici que nous arrive cette anthologie de 60 textes de l'Entraide missionnaire, publiés entre 1949 et 2015.

Qui connaît l'EMI, comme on l'appelle, à part ses membres? Peu de gens, j'imagine. Il s'agit d'un regroupement de communautés missionnaires catholiques du Québec et du Canada français mis sur pied au début des années 1950, d'abord comme coopérative de services, puis comme outil de formation et de stimulation intellectuelle et spirituelle pour ses membres, ferment pour l'Église et la société québécoise. Devant la diminution du personnel religieux qui s'accroît – ce sont désormais davantage des prêtres du Sud qui viennent évangéliser le Québec que l'inverse – l'organisme a décidé en 2015 de mettre fin à ses activités au début de 2018 et d'effectuer pendant ces trois ans une transmission d'héritage, qui a pris différentes formes, dont la production d'un documentaire d'une heure, *Signes des temps* (2018), et le don de ses archives historiques à BANQ.

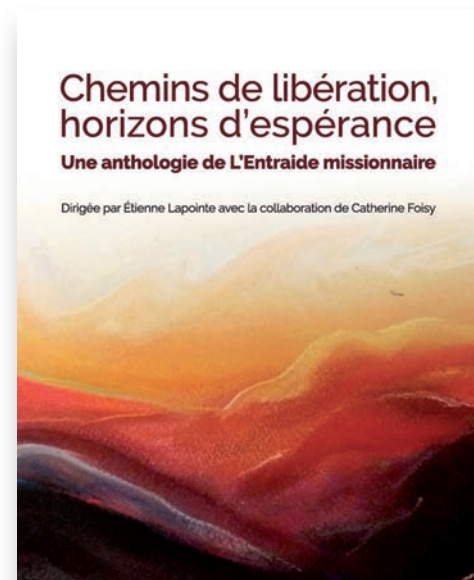
C'est ce dernier point qui a donné lieu au livre dont il est ici question. Catherine Foisy, professeure à l'UQAM, a dirigé un étudiant de maîtrise, Étienne Lapointe, qui a choisi, parmi les documents de l'EMI, soixante textes qui représentent bien l'évolution de l'organisme. Puisés d'abord dans le *Bulletin de l'Entraide missionnaire*, entre 1966 et 1977, puis dans les interventions présentées aux congrès annuels, entre 1980 et 2015, ces textes sont précédés d'une introduction de Lapointe, qui présente sa démarche et le contenu, et suivis d'une conclusion de Foisy, qui fait ressortir les lignes de fond.

On aurait pu espérer y trouver un minimum de données sur l'histoire de l'Entraide missionnaire: il n'y a quasiment rien à ce chapitre. Regret encore plus vif: on ne trouve aucune note sur les textes retenus, qui sont reproduits intégralement, ni sur leurs auteurs, sinon les quelques lignes qui accompagnaient leur texte à l'origine. Et pourtant, que de richesses quand on s'instruit sur chacun d'entre eux (ici, je l'ai fait sur internet). Certains sont des acteurs bien connus au Québec, les Norbert Lacoste ou Julien Harvey, les Karl Lévêque ou Robert Vachon, les journalistes Francine Pelletier ou François Brousseau, les professeuses Marie-Andrée Roy ou Denise Couture, Jacques Beauchemin, Thierry Hentsch ou autres Rachad Antonius, ou encore des personnalités comme Gregory Baum ou André Beauchamp.

**En fin de parcours, Catherine Foisy retient quatre lignes de force de l'action de l'EMI: la cohérence, la radicalité, le rôle de catalyseur des forces progressistes catholiques et, par-dessus tout, le prophétisme. Une anthologie qui appelle, comme le souhaitent ses responsables, à une histoire de l'Entraide missionnaire.**

Mais, à côté de cela, que des noms peu ou pas connus ici, dont le parcours est souvent fascinant. Des intellectuels d'Europe de haute volée, comme Vincent Cosmao ou François Houtart, Albert Longchamp, Éric Toussaint, Aurélien Bernier, mais surtout des hommes de terrain comme l'Italien Marcello Zago au Laos, élu supérieur général des oblats, Isidore de Souza, devenu archevêque de Cotonou, au Dahomey en 1990 et grand artisan de la transition démocratique dans son pays, l'Haïtien Renaud Bernardin, ministre, sénateur, puis ambassadeur de son pays au Canada, le jésuite Guy Deleury, qui a passé 25 ans en Inde, le Chilien Pablo Richard, très actif sous Allende en 1970-73, le sociologue camerounais Jean-Marc Ela, figure marquante de la théologie de la libération en Afrique, le jésuite uruguayen Luis Pérez Aguirre, défenseur des droits de la personne sous la dictature militaire. Je ne peux m'étendre, mais ces détails, facilement repérables, auraient éclairé la lecture des textes de manière significative.

Ne retenons qu'un cas, celui de Patrick Kalilumbe, père blanc et théolo-



gien malawien, dont on reproduit ici un texte de 1971. L'année suivante, il devient évêque de Lilongwe, au Malawi, mettant de l'avant la théologie du laïc. Il doit quitter le pays en 1976 par suite de son opposition au gouvernement Banda: on l'accuse d'être communiste et sédition. Il doit s'exiler en Grande-Bretagne et ne peut revenir au Malawi qu'à la chute de Banda, en 1994; il est considéré comme le plus important théologien du pays. De telles données éclairent singulièrement son texte de 1971 sur «La place du missionnaire au Malawi aujourd'hui».

Si on peut regretter le manque de données sur l'histoire de l'EMI ou sur l'identification des auteurs, dont, en passant, le tiers sont des femmes, parcourir les textes permet de bien saisir l'évolution des préoccupations de ces hommes et femmes engagées autour de la justice sociale et de la libération. Signalons quelques textes, au hasard de la lecture. En 1967, le professeur de biologie à l'université de Montréal Paul Pirlot insiste sur la place du laïc missionnaire. En 1980, Jeanne-d'Arc Turcotte, une franciscaine missionnaire de l'Immaculée-Conception d'origine amérindienne, livre un témoignage saisissant sur son expérience missionnaire en Papouasie-Nouvelle-Guinée: «Je suis revenue, dit-elle, après dix ans, plus sauvage que quand j'étais partie.» L'évêque de Saint-Jérôme, Mgr Charles Valois, vient témoigner en 1983 de son implication dans les luttes des ouvriers de Tricofil et des expropriés de Mirabel. Une seule auteure revient deux fois: la théologienne brésilienne féministe Ivone Gebara, dont le texte de 2008, «Théologie de la libération et libération de la théologie», me paraît d'une grande force d'analyse, montrant les transformations profondes des contextes entre 1970 et 2008.

En fin de parcours, Catherine Foisy retient quatre lignes de force de l'action de l'EMI: la cohérence, la radicalité, le rôle de catalyseur des forces progressistes catholiques et, par-dessus tout, le prophétisme. Une anthologie qui appelle, comme le souhaitent ses responsables, à une histoire de l'Entraide missionnaire. ♦

ROMÉO BOUCHARD  
**GENS DE MON PAYS**  
 Montréal, Écosociété, 2018, 152 pages

Le pays est d'abord la terre natale,  
 le territoire d'appartenance, le village;  
 et un paysan n'est pas d'abord un agriculteur, mais un villageois,  
 un campagnard.

**T**ouché. Vraiment. Il n'aura fallu que quelques pages de *Gens de mon pays* pour remuer, même à 55 ans, le petit gars de la campagne que je suis. Écrit dans une langue toute simple, chargée à la fois de tendresse, de franchise et de lucidité, ce nouvel opus de Roméo Bouchard présente des événements et des personnages qui m'ont semblé familiers, sortis tout droit de mon coin de pays, Portneuf. Pourtant, Bouchard nous transporte plutôt sur la rive sud du Saint-Laurent, plongeant avec passion au cœur de l'histoire du village de Saint-Germain-de-Kamouraska, où il débarquait en pleine période contre-culturelle et «un peu par accident», il y a maintenant plus de 40 ans.

C'est à travers le portrait intimiste de femmes et d'hommes de son «pays d'adoption» que l'auteur nous convie à Saint-Germain, ce village qu'il a vu «se transformer, passer de l'état de village agricole à celui de village moderne [...], vu ses dirigeants changer, sa population se diversifier, ses activités se transformer, son agriculture se muter, sa mentalité évoluer, sa vocation et son identité se redéfinir». Bien sûr, nous retrouvons, insérés dans ces courts portraits, les griefs et les inquiétudes de l'auteur, militant de longue date pour l'agriculture paysanne et la défense des régions. Son engagement ferme pour une agriculture de proximité et respectueuse de la terre, sa défense de la ruralité et de l'occupation dynamique du territoire parsèment la trame de ses récits tout en magnifiant encore davantage l'importance, la grandeur et l'humanisme des personnages qu'il nous présente.

Des femmes et des hommes parfois plus grands que nature, mais tout aussi simples et attachants. Monsieur Isidore, patriarche et passeur de la terre des ancêtres aux abords du majestueux fleuve. Homme libre, courageux, qui avait acquis tout son savoir de ses observations patientes de la nature et de ses contemporains. Les Moreau, fondateurs de la paroisse au grand dam du clergé, pêcheurs, trappeurs, attachés à la tradition paysanne, qui peu à peu ont vu leur mode de vie disparaître. Benoît, «premier indigène» à fraterniser avec ces étranges barbus venus de la ville, que nous étions. Et ces femmes incroyables! Yolande, collaboratrice de tant de luttes, qui «joua un rôle particulièrement

important dans la mise en place et le fonctionnement de la Maison du rendez-vous». Madame Adrienne, l'étrangère devenue veuve très jeune avec sept enfants sur les bras, «qui faisait de la couture ou de la coiffure pour les autres». Ou encore Lise, cette hippie arrivée de Laval dans les années 1970, qui «a pris part aux efforts des Saint-Germain pour relancer leur village». Femmes dignes, aimantes, douées de débrouillardise et véritables pionnières, solides comme ces petites montagnes surgies de nulle part, ces *cabourons* qui parsèment le paysage du Kamouraska.

Histoires de résistances, de défis, d'implications citoyennes, de joies, mais aussi de drames et de souffrance, cette très touchante lecture n'est pas sans rappeler l'indispensable travail de mémoire réalisé par Serge Bouchard et Marie-Christine Lévesque avec leurs *Remarquables oubliés* (LUX Éditeur, 2014). Découvrir, défricher et occuper le territoire contre vents et marées, fonder pays et unir les paysans. Raconter Saint-Germain-de-Kamouraska, c'est parler de ces mêmes règnes, ces mêmes gens, ces mêmes horizons qui ont tissé notre imaginaire collectif.

De cette lecture vouée à l'amour des hommes et du territoire, nous sortons grandis et fiers, mais également sensibles aux enjeux actuels de la ruralité. *Gens de mon pays* de Roméo Bouchard contribue à faire découvrir le pays des Saint-Germain. Ce pays façonné par la force et la volonté de femmes et d'hommes déterminés à vivre dignes et libres, tout comme ces milliers de paysans qui triment dur depuis plus de 400 ans pour occuper tous ces petits pays québécois qui ont fini par en dessiner un très grand. Le pays chez nous.

Alain Dion  
 Enseignant en cinéma au Cégep de Rimouski

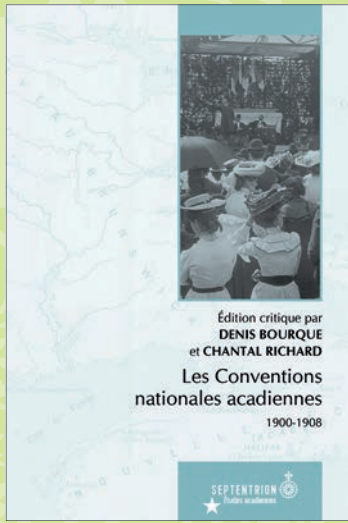
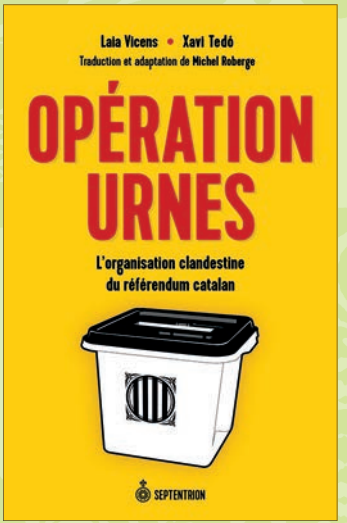
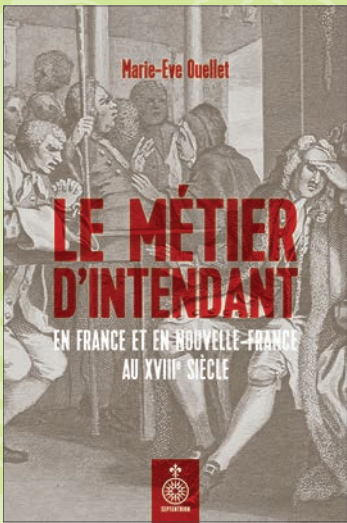
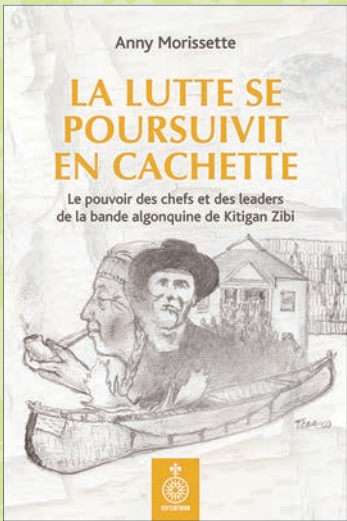
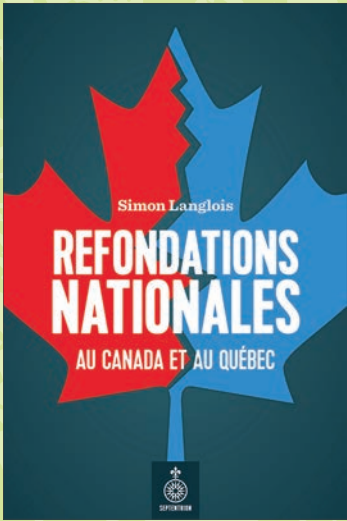
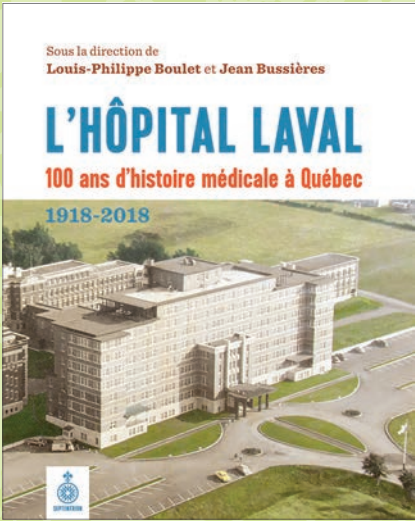


VIGNOBLE  
 RIVIÈRE DU CHÊNE

807, chemin de la Rivière Nord  
 Saint-Eustache  
 Tél. : 450 491-3997 - Téléc. : 450 491-6339  
 www.vignobleriviereduchene.ca

Commanditaire des soupers-conférences  
 de L'Action nationale







***Gestion François Beaudoin***

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire  
offrant tous les services requis  
pour une transaction réussie.

**819-397-4920**

**[gfb@tlb.sympatico.ca](mailto:gfb@tlb.sympatico.ca)**